

BMO Groupe financier annonce ses résultats du deuxième trimestre de 2023

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Le Rapport aux actionnaires de BMO pour le deuxième trimestre de 2023, y compris les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 30 avril 2023, est disponible dans son intégralité à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com.

Points saillants des résultats financiers

Comparaison du deuxième trimestre de 2023 et du deuxième trimestre de 2022 :

- Bénéfice net de 1 059 millions de dollars, comparativement à 4 756 millions; bénéfice net ajusté^{1,3} de 2 216 millions, comparativement à 2 187 millions
- Bénéfice par action (BPA) comptable² de 1,30 \$, par rapport à 7,13 \$; BPA ajusté^{1,2,3} de 2,93 \$, par rapport à 3,23 \$
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 1 023 millions de dollars, comparativement à 50 millions; dotation à la provision pour perte sur créances ajustée^{1,3} de 318 millions, comparativement à 50 millions
- Rendement des capitaux propres (RCP) de 5,6 %, comparativement à 34,5 %; RCP ajusté^{1,3} de 12,6 %, comparativement à 15,7 %
- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires⁴ de 12,2 %, par rapport à 16,0 %

Comparaison du premier semestre de 2023 et du premier semestre de 2022 :

- Bénéfice net de 1 306 millions de dollars, comparativement à 7 689 millions; bénéfice net ajusté^{1,3} de 4 488 millions, comparativement à 4 771 millions
- BPA comptable² de 1,62 \$, par rapport à 11,57 \$; BPA ajusté^{1,2,3} de 6,15 \$, par rapport à 7,12 \$
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 1 240 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de 49 millions; dotation à la provision pour perte sur créances ajustée^{1,3} de 535 millions, comparativement à un recouvrement de 49 millions
- RCP de 3,4 %, comparativement à 28,0 %; RCP ajusté^{1,3} de 13,0 %, comparativement à 17,2 %

Toronto, le 24 mai 2023 – Pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2023, BMO Groupe financier a inscrit un bénéfice net comptable de 1 059 millions de dollars, ou 1,30 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 2 216 millions, ou 2,93 \$ par action.

« Notre performance du trimestre témoigne de la grande diversité de nos activités ainsi que de la solidité, de la taille et de la stabilité de notre bilan, renforcé par l'acquisition réussie de Bank of the West. Dans un contexte d'incertitude économique, nos Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada et aux États-Unis ont continué d'afficher un bon bénéfice avant dotation et impôts, tandis que la Gestion de patrimoine et les Marchés des capitaux ont été touchées par une baisse des activités des clients. Ces résultats ont été étayés par la solidité continue de la qualité de l'actif et du capital, et un ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 12,2 % après la conclusion de la plus importante acquisition de notre histoire, a déclaré Darryl White, chef de la direction, BMO Groupe financier.

- 1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR). Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments particuliers des résultats présentés. Les résultats et ratios ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la composition des montants, des mesures et des ratios non conformes aux PCGR ainsi que des mesures financières complémentaires, il y a lieu de se reporter à la section Glossaire de termes financiers.
- 2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du BPA dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action.
- 3) Le bénéfice net comptable du deuxième trimestre de 2023 tient compte d'une dotation initiale à la provision pour pertes sur créances de 517 millions de dollars (705 millions avant impôts) liée au portefeuille de prêts productifs acquis de Bank of the West, de coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 549 millions (727 millions avant impôts) et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 85 millions (115 millions avant impôts). Pour le premier semestre, le bénéfice net comptable tient compte d'une perte de 1 461 millions (2 011 millions avant impôts) découlant de l'incidence des mesures de gestion de la juste valeur liées à l'acquisition de Bank of the West, de coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 730 millions (966 millions avant impôts), d'une charge d'impôts de 371 millions liée à certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien, d'une charge d'intérêts et de frais juridiques de 12 millions (15 millions avant impôts) liés à une poursuite relative à M&I Marshall and Ilsley Bank, une banque absorbée, et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 91 millions (123 millions avant impôts). Pour de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.
- 4) Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires est communiqué conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

« Cette base solide et nos antécédents de rendement financier résilient nous placent en bonne posture pour soutenir nos clients et les collectivités au Canada et aux États-Unis en leur offrant les conseils, les produits et les services dont ils ont besoin pour améliorer leurs finances et atteindre leurs objectifs. Notre situation unique nous permet d'offrir des produits bancaires, de gestion de patrimoine et des marchés des capitaux intégrés, et des expériences numériques de premier plan qui nous distinguent de nos concurrents et favorisent une valeur à long terme pour nos actionnaires.

« De plus, nous continuons d'être mis à l'honneur pour nos pratiques commerciales éthiques et notre manière d'incarner notre raison d'être. Pour la sixième année d'affilée, BMO a été nommé l'une des sociétés les plus éthiques du monde par Ethisphere. Nous sommes la seule banque au Canada à avoir reçu ce prix depuis sa création en 2007 », a conclu M. White.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 1,47 \$ par action ordinaire pour le troisième trimestre de 2023, en hausse de 0,04 \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 0,08 \$, ou de 6 %, par rapport à l'exercice précédent. Le dividende trimestriel de 1,47 \$ par action ordinaire correspond à un dividende annuel de 5,88 \$ par action ordinaire.

Mise en garde

La section ci-dessus contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Faits marquants

Le 1^{er} février 2023, nous avons conclu l'acquisition de Bank of the West et de ses filiales auprès de BNP Paribas pour un prix d'achat au comptant de 13,8 milliards de dollars américains. Bank of the West offre un large éventail de produits et services bancaires, principalement dans les régions de l'Ouest et du Midwest des États-Unis. L'acquisition renforce notre position en Amérique du Nord grâce à une envergure accrue et à un meilleur accès aux occasions de croissance sur de nouveaux marchés stratégiques. Nous prévoyons achever la conversion des comptes clients et des systèmes de Bank of the West en vue de leur intégration dans les plateformes pertinentes de BMO d'ici le début septembre 2023. L'incidence de l'acquisition est prise en compte dans nos résultats du trimestre considéré et du premier semestre en tant que regroupement d'entreprises, et les résultats d'exploitation sont principalement répartis entre PE États-Unis et BMO Gestion de patrimoine, selon la segmentation de la clientèle de Bank of the West et nos méthodes d'imputation, lesquelles pourraient être modifiées après la conversion.

Au moment de la clôture, nous avons comptabilisé à notre bilan une juste valeur de marché selon la méthode de l'acquisition à l'égard des prêts et des dépôts de Bank of the West de 3,0 milliards de dollars et des escomptes sur les titres de 3,5 milliards, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Comme nous l'avons indiqué précédemment, afin de gérer notre risque lié aux fonds propres découlant des variations de la juste valeur des actifs et des passifs de Bank of the West du fait des fluctuations des taux d'intérêt survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition, nous avons conclu des swaps de taux d'intérêt qui ont donné lieu à des profits accumulés liés à l'évaluation à la valeur de marché de 5,7 milliards. Le risque de taux d'intérêt auquel ces swaps sont exposés a été essentiellement contrebalancé par l'achat d'un portefeuille d'obligations du Trésor américain assorties d'une durée comparable et d'autres instruments inscrits au bilan. À la clôture, les swaps ont été dénoués et remplacés par des couvertures, ce qui a eu pour effet de cristalliser la position de perte latente dans notre bilan. La désactualisation de la juste valeur de marché et les escomptes sur les titres augmenteront les revenus nets d'intérêts, et l'amortissement de la couverture de juste valeur diminuera les revenus nets d'intérêts, les deux étant comptabilisés dans les Services d'entreprise.

Dans le cadre de l'acquisition, nous avons acquis une participation de 51 % dans CLAAS Financial Services, LLC, une filiale de Bank of the West, qui fournit du financement par voie de crédit-bail et de prêts à des entités commerciales qui acquièrent de l'équipement agricole. La juste valeur de la participation des autres partenaires dans CLAAS Financial Services, LLC s'est élevée à 16 millions de dollars, et elle a été comptabilisée dans la participation ne donnant pas le contrôle dans notre bilan.

Pour obtenir plus de renseignements sur l'acquisition de Bank of the West, il y a lieu de se reporter à la note 12 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Analyse des résultats du deuxième trimestre de 2023

Les résultats ajustés pour le trimestre considéré et l'exercice précédent ne tiennent pas compte des éléments suivants :

- Dotation initiale à la provision pour pertes sur créances de 517 millions de dollars (705 millions avant impôts) sur le portefeuille de prêts acquis de Bank of the West pour le trimestre à l'étude.
- Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 549 millions de dollars (727 millions avant impôts) pour le trimestre considéré et de 28 millions de dollars (37 millions avant impôts) pour l'exercice précédent, comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts; les chiffres du trimestre à l'étude tiennent compte d'un montant de 545 millions (722 millions avant impôts) liés à Bank of the West.
- Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 85 millions de dollars (115 millions avant impôts) pour le trimestre considéré et de 6 millions (8 millions avant impôts) pour l'exercice précédent, comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts; les chiffres du trimestre à l'étude tiennent compte d'un montant de 77 millions (104 millions avant impôts) lié à Bank of the West.
- Provision pour frais juridiques de 6 millions de dollars (7 millions avant impôts) liée à une poursuite relative à M&I Marshall and Ilsley Bank, une banque absorbée, comptabilisée dans les charges d'intérêts pour le trimestre à l'étude.
- Revenus de 2 612 millions de dollars (3 555 millions avant impôts) pour l'exercice précédent liés à la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition de Bank of the West sur la juste valeur et l'écart d'acquisition connexes.
- Profit de 6 millions de dollars (8 millions avant impôts) et charges de 15 millions (18 millions avant impôts) pour l'exercice précédent liés à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique ainsi qu'aux États-Unis.

Les résultats et les ratios ajustés dans la présente analyse des résultats du deuxième trimestre de 2023 sont non conformes aux PCGR. Pour de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières. L'ordre dans lequel les répercussions sur le bénéfice net sont analysées dans la présente section suit l'ordre de présentation des revenus, des charges et des dotations à la provision pour pertes sur créances, peu importe leur incidence relative.

Le bénéfice net comptable a reculé par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'incidence des éléments d'ajustement précités, et le bénéfice net ajusté a augmenté de 1 %, la hausse de revenus ayant été en partie contrebalancée par la hausse des charges et de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net s'est accru pour PE États-Unis en raison de l'inclusion de Bank of the West et de l'incidence du raffermissement du dollar américain, et il a diminué pour tous les autres groupes d'exploitation. Sur une base comptable, les Services d'entreprise ont inscrit une perte nette comparativement à un bénéfice net pour l'exercice précédent et, sur une base ajustée, les Services d'entreprise ont comptabilisé une perte nette plus élevée.

L'incidence de l'acquisition de Bank of the West (BOTW) sur notre bénéfice net du deuxième trimestre de 2023 est reflétée dans le tableau ci-après.

(en millions de dollars canadiens)	Chiffres comptables			Chiffres ajustés 1)		
	BMO exclusion faite de BOTW	BOTW	BMO	BMO exclusion faite de BOTW	BOTW	BMO
Sommaire de l'état des résultats du T2-2023						
Revenus nets d'intérêts	3 905	909	4 814	3 912	909	4 821
Revenus autres que d'intérêts	3 463	163	3 626	3 463	163	3 626
Revenus	7 368	1 072	8 440	7 375	1 072	8 447
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	591	–	591	591	–	591
Revenus, déduction faite des SCVPI	6 777	1 072	7 849	6 784	1 072	7 856
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	228	15	243	228	15	243
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs	65	715	780	65	10	75
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	293	730	1 023	293	25	318
Charges autres que d'intérêts	3 992	1 581	5 573	3 976	755	4 731
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	524	(330)	194	529	62	591
Bénéfice net (perte nette)	1 968	(909)	1 059	1 986	230	2 216

1) Les résultats ajustés excluent certaines composantes des résultats comptables et ils servent à calculer nos mesures ajustées, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessus. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles. Les revenus, déduction faite des SCVPI, et les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières, et, pour obtenir des informations sur la composition des montants non conformes aux PCGR, ainsi que sur les mesures financières supplémentaires, il y a lieu de se reporter au Glossaire de termes financiers.

PE Canada

Le bénéfice net comptable s'est établi à 861 millions de dollars, en baisse de 79 millions, ou de 8 %, par rapport à l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est situé à 864 millions, en baisse de 77 millions, ou de 8 %. Les résultats reflètent une hausse de 7 % des revenus, du fait des revenus nets d'intérêts plus élevés, sous l'effet de la croissance des soldes et de l'élargissement des marges, et la diminution des revenus autres que d'intérêts, plus que contrebalancée par l'augmentation des charges et la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances comparativement à l'exercice précédent.

PE États-Unis

Le bénéfice net comptable s'est établi à 789 millions de dollars, soit une hausse de 201 millions, ou de 34 %, par rapport à l'an dernier, et le bénéfice net ajusté a atteint 866 millions, en hausse de 277 millions, ou de 47 %, par rapport à l'exercice précédent. Le raffermissement du dollar américain a entraîné une hausse du bénéfice net de 9 %, des revenus de 12 % et des charges de 14 %.

Exprimé en dollars américains, le bénéfice net comptable s'est établi à 581 millions de dollars, en hausse de 117 millions, ou de 25 %, par rapport à l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 638 millions, en hausse de 173 millions, ou de 37 %. Bank of the West a contribué à hauteur de 107 millions au bénéfice net comptable, et de 163 millions au bénéfice net ajusté. Les résultats sous-jacents reflètent une hausse de 9 % des revenus, principalement en raison des revenus nets d'intérêts plus élevés sous l'effet de l'élargissement des marges nettes d'intérêts et d'un accroissement des soldes sur les prêts, en partie contrebalancés par l'augmentation des charges et la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

BMO Gestion de patrimoine

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 284 millions de dollars, et le bénéfice net ajusté a atteint 285 millions, soit un recul de 30 millions dans les deux cas, ou de 10 %, par rapport à l'an dernier. Bank of the West a contribué à hauteur de 25 millions au bénéfice net comptable, et de 26 millions au bénéfice net ajusté. Le bénéfice net comptable de Gestion d'actifs et de patrimoine a été de 221 millions, un recul de 26 millions, ou de 11 %, et le bénéfice net ajusté s'est quant à lui élevé à 222 millions, un recul de 26 millions, ou de 11 %. Les résultats sous-jacents traduisent une diminution des revenus attribuable principalement au repli des marchés mondiaux et à la baisse des volumes de transaction de courtage en ligne, ainsi qu'une augmentation des charges. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est fixé à 63 millions, en baisse de 4 millions, ou de 5 %, par rapport à l'an dernier.

BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net comptable s'est situé à 380 millions de dollars, en baisse de 68 millions, ou de 15 %, comparativement à l'an dernier, tandis que le bénéfice net ajusté s'est fixé à 388 millions, en baisse de 65 millions, ou de 14 %. Les résultats reflètent une croissance de 1 %, les revenus ayant progressé tant pour Marchés mondiaux que pour Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, une augmentation des charges et une dotation sur la provision pour pertes sur créances moins élevée.

Services d'entreprise

La perte nette comptable s'est située à 1 255 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net comptable de 2 466 millions à l'exercice précédent, tandis que la perte nette ajustée s'est fixée à 187 millions, comparativement à 111 millions. Les résultats comptables ont reculé, principalement en raison des éléments d'ajustement précités. Les résultats ajustés ont baissé en raison principalement de la diminution des revenus et de l'augmentation des charges, en partie contrebalancées par l'incidence d'un taux d'impôt plus favorable pour le trimestre à l'étude.

Capital

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 12,2 % au 30 avril 2023, en baisse par rapport aux 18,2 % enregistrés à la fin du premier trimestre de 2023, ce qui s'explique principalement par l'acquisition de Bank of the West.

Qualité du crédit

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances comptables s'est chiffré à 1 023 millions de dollars et le total des dotations à la provision pour pertes sur créances ajustées s'est établi à 318 millions, comparativement à une dotation à la provision comptable et ajustée de 50 millions pour l'exercice précédent. Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances exprimé en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établi à 65 points de base sur une base comptable et à 20 points de base sur une base ajustée, comparativement à 4 points de base sur une base comptable et sur une base ajustée pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances ajustée ne tient pas compte de la dotation initiale à la provision sur le portefeuille de prêts productifs acquis de Bank of the West de 705 millions.

La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 243 millions de dollars, en hausse de 123 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la hausse des dotations enregistrées pour les Services bancaires Particuliers et entreprises de nos Services bancaires PE. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établie à 16 points de base, contre 10 points de base un an plus tôt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 780 millions de dollars sur une base comptable et à 75 millions sur une base ajustée, comparativement à un recouvrement de 70 millions sur une base comptable et sur une base ajustée pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts productifs de 780 millions pour le trimestre à l'étude comprend la dotation initiale à la provision sur le portefeuille de prêts productifs acquis de Bank of the West mentionnée ci-dessus. Sur une base ajustée, la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 75 millions pour le trimestre à l'étude reflète la migration du crédit du portefeuille, les changements apportés à un modèle et l'incertitude économique, facteurs contrebalancés par une légère amélioration des variables macroéconomiques, y compris l'avantage continu découlant des transactions comportant un transfert de risque. Le recouvrement de pertes sur créances de 70 millions pour l'exercice précédent reflétait essentiellement la diminution de l'incertitude résultant de l'amélioration du contexte pandémique, l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille et les changements apportés à un modèle, facteurs partiellement compensés par la détérioration des perspectives économiques, la pondération accrue des scénarios défavorables et la croissance du portefeuille.

Il y a lieu de se reporter à la section Estimations et jugements comptables critiques du Rapport annuel de BMO pour 2022 ainsi qu'à la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels audités pour de plus amples informations sur la provision pour pertes sur créances au 31 octobre 2022.

Favoriser un avenir durable et inclusif

BMO a une raison d'être bien ancrée : être un champion du progrès et un catalyseur de changement. Nous tirons parti de notre position en tant que fournisseur de services financiers de premier plan pour permettre aux collectivités et à nos parties prenantes d'apporter des changements positifs et durables, parce que nous croyons que la réussite peut et doit être mutuelle. Nous avons fait ce qui suit afin de soutenir nos clients, les collectivités et nos employés :

- Nous avons annoncé un engagement de 30 millions de dollars visant à soutenir les entreprises agricoles, en lançant le programme Financement pour un avenir plus vert, un programme de financement climatique conçu pour aider les entreprises agricoles de petite et de moyenne taille de partout au Canada cherchant à bâtir des exploitations prêtes pour l'avenir et résistantes aux changements climatiques.
- Nous avons lancé une nouvelle fonction numérique d'ouverture de compte avant l'arrivée, à la fine pointe du secteur bancaire, destinée aux nouveaux arrivants au Canada ainsi qu'aux étudiants étrangers admissibles, dans le cadre de l'élargissement du programme Nouveau commencement^{MD}.
- Nous avons annoncé les bénéficiaires des bourses de 150 000 \$ octroyées à douze entrepreneures au Canada dans le cadre du programme BMO rend hommage aux femmes 2022, destiné aux entreprises appartenant à des femmes à travers le Canada, en collaboration avec Deloitte. Ce programme, qui en est à sa troisième année consécutive, a permis à 56 entreprises appartenant à des femmes de recevoir 530 000 \$ en bourses, tant au Canada qu'aux États-Unis.
- Nous avons versé 15 millions de dollars à la campagne Libère tes émotions de Jeunesse, J'écoute, organisme qui vise à élargir l'accès aux services cliniques au pays en offrant des services de soutien en santé mentale en ligne pour les jeunes partout au Canada. À titre de partenaire de Jeunesse, J'écoute depuis sa fondation, et appuyé par nos employés, nous avons recueilli plus de 40 millions jusqu'à maintenant pour soutenir cet organisme.
- Nous avons été choisis pour faire partie du groupe de travail sur l'établissement d'objectifs en matière de nature, qui fait partie des Principes pour une banque responsable des Nations Unies, lequel est chargé d'établir des objectifs en matière de biodiversité et de nature, ce qui fait de nous la seule banque canadienne à participer à ce groupe composé de 34 banques signataires issues de 24 pays.

Par ailleurs, BMO continue d'être reconnu comme un chef de file dans plusieurs classements. Ainsi :

- Nous avons reçu de Celent deux prix Model Bank en reconnaissance de notre leadership en matière de transformation numérique et de notre engagement à aider les clients à améliorer leurs finances. Nous avons reçu le prix de la transformation numérique des services bancaires de détail pour notre programme de modernisation des services bancaires numériques canadiens et le prix de la résilience financière des clients pour trois de nos solutions numériques innovantes soit le Compte amplificateur d'épargne BMO, l'alerte Délai de grâce le jour même et le Gestionnaire de prélèvements automatiques BMO.
- Pour la sixième année d'affilée, nous avons été reconnus par l'institut Ethisphere comme l'une des entreprises les plus éthiques au monde (World's Most Ethical Companies®) et nous sommes la seule banque au Canada à avoir reçu ce prix depuis sa création en 2007. Le prix témoigne de notre engagement à faire ce qui est juste et à fonctionner avec transparence, bonne gouvernance et intégrité pour soutenir une économie prospère, un avenir durable et une société inclusive.
- Pour la troisième année d'affilée, BMO figure au palmarès de *Women Lead Here 2023* de *Report on Business* du *Globe and Mail*, qui récompense l'excellence en matière de diversité des genres au sein des directions d'entreprises canadiennes. Notre engagement à promouvoir la parité de genres parmi les membres de la haute direction fait en sorte que plus de 40 pour cent de ces postes sont occupés par des femmes depuis 2016 et nous maintenons cet engagement envers la promotion de la diversité, de l'équité et de l'inclusion au sein de l'effectif à l'échelle de la Banque.

Mise en garde

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Les documents d'information continue de BMO, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés annuels audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, au www.sec.gov. L'information contenue ou accessible autrement sur notre site Web (www.bmo.com) ou sur les sites Web de tiers mentionnés dans le présent document ne fait pas partie de ce document.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier, ainsi que les mots « Banque », « nous », « nos » et « notre » désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

Le 29 octobre 2012, le groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements (l'« Enhanced Disclosure Task Force », ou EDTF) du Conseil de la stabilité financière a publié son premier rapport, qui porte sur la divulgation accrue des renseignements que les banques doivent fournir sur les risques (en anglais). Nous appuyons les recommandations publiées par l'EDTF en ce qui a trait à la présentation d'informations sur les risques transparentes et de qualité.

Voici une liste détaillée des informations à fournir conformément aux recommandations de l'EDTF, comme il est présenté dans le Rapport annuel pour 2022 et le Rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2023, les données financières complémentaires ou les informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires. L'information figurant sur le site Web de BMO, y compris l'information contenue dans les données financières complémentaires ou les données complémentaires sur les fonds propres réglementaires n'est pas intégrée par renvoi dans notre Rapport aux actionnaires du deuxième trimestre de 2023 et ne doit pas être considérée comme telle.

Sujet	Informations à fournir conformément à l'EDTF	Pages de référence			
		Rapport annuel 2022	T2-2023		
			Rapport aux actionnaires	DFC	DCFPR
Généralités	1. Présenter tous les renseignements sur les risques dans chacun des rapports ainsi qu'une table des matières pour faciliter la consultation.	73-113	8	Table des matières	Table des matières
	2. Établir la terminologie du risque et les mesures du risque de la Banque et énumérer les principaux paramètres utilisés.	83-113, 131-133	50-51	-	-
	3. Analyser les principaux risques et les risques émergents de la Banque.	73-75	10, 51	-	-
	4. Établir des plans visant le respect des nouveaux principaux ratios réglementaires une fois que les règles applicables auront été finalisées.	67	30	-	-
Gouvernance des risques et stratégies de gestion des risques/ modèle opérationnel	5. Résumer l'organisation, les processus et les fonctions clés de la gestion des risques de la Banque.	77-82	-	-	-
	6. Décrire la culture de gestion des risques de la Banque et les procédures appliquées pour soutenir cette culture.	82	-	-	-
	7. Décrire les principaux risques découlant du modèle opérationnel et des activités de la Banque.	80	-	-	-
	8. Décrire l'utilisation de simulations de crise à l'intérieur du cadre de gouvernance des risques et du cadre de gestion du capital de la Banque.	81-82	-	-	-
Adéquation des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques	9. Présenter les exigences de fonds propres minimales aux termes du premier pilier.	66-68	-	-	3-4, 10
	10. Résumer l'information contenue dans le modèle de déclaration de la composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable avec le bilan réglementaire. • On trouvera un modèle de déclaration des principales caractéristiques sur le site Web de BMO à l'adresse https://www.bmo.com/principal/a-propos-de-nous/relations-avec-les-investisseurs/depot-reglementaire-de-documents .	68	29	-	3-5, 13-14
	11. Présenter un tableau des flux des mouvements des fonds propres réglementaires, y compris les variations des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires et des fonds propres de catégorie 2.	-	-	-	6
	12. Traiter de la planification du capital dans le cadre d'un examen plus général de la planification stratégique de la direction.	65	-	-	-
	13. Fournir des informations plus détaillées en vue d'expliquer le lien entre les actifs pondérés en fonction des risques et les activités commerciales.	69	-	-	11
	14. Présenter un tableau illustrant les exigences de fonds propres pour chacune des méthodes utilisées pour calculer les actifs pondérés en fonction des risques.	69, 83-87	-	-	11-12, 18-35, 43-51
	15. Illustrer sous forme de tableau le risque de crédit dans le portefeuille bancaire pour les catégories d'actifs définies dans l'accord de Bâle et portefeuilles importants.	-	-	-	18-35, 37-40, 43-51
	16. Présenter un tableau des flux servant à rapprocher les mouvements des actifs pondérés en fonction des risques par risque de crédit et risque de marché.	-	-	-	36, 69
	17. Décrire le processus de validation et de contrôle ex post de la Banque. Nos paramètres à l'égard des pertes estimées et réelles sont inclus dans nos DCFPR.	106-107	-	-	70
Liquidité	18. Décrire la façon dont la Banque gère ses besoins éventuels en matière de liquidité et la réserve de liquidité dont elle dispose pour satisfaire ces besoins.	95-101	53-54, 60	-	-
Financement	19. Présenter sous forme de tableau les actifs grevés et non grevés en les classant en fonction des catégories du bilan.	97	55	36-37	-
	20. Présenter sous forme de tableau le total des actifs, des passifs et des engagements hors bilan consolidés en fonction des échéances contractuelles restantes.	102-103	60-61	-	-
	21. Analyser les sources de financement de la Banque et décrire sa stratégie de financement.	98-99	55-56	-	-
Risque de marché	22. Ventiler les postes du bilan selon des mesures du risque de marché lié aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation.	94	52	-	-
	23. Répartir de façon qualitative et quantitative les mesures importantes de risque de marché lié aux activités de négociation et à des activités autres que de négociation.	90-94	52-53	-	-
	24. Décrire les principales méthodes de validation du modèle d'évaluation du risque de marché et le contrôle ex post et la manière dont ils sont utilisés pour affiner les paramètres du modèle.	90-93, 106-107	-	-	-
	25. Décrire les principales techniques de gestion du risque employées par la Banque pour évaluer et apprécier le risque de perte qui n'est pas pris en considération par les mesures du risque connu.	90-91	53	-	-

Risque de crédit	26. Fournir de l'information sur le profil de risque de crédit de la Banque.	83-89, 155-161	23-25, 79-82	24-33	11-68
	27. Décrire les politiques de la Banque concernant les prêts douteux et les prêts renégociés.	156,161	-	-	-
	28. Fournir des rapprochements des prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances.	88, 159	25, 79-80	-	-
	29. Fournir une analyse quantitative et qualitative du risque de contrepartie de la Banque découlant de ses transactions sur instruments dérivés.	83-84, 89	-	-	41-56
	30. Fournir une analyse de l'atténuation du risque de crédit.	83-84, 167, 173, 204	-	-	17, 37-38,52
Autres risques	31. Décrire les autres risques et analyser la manière dont chacun des risques est repéré, régi, évalué et géré.	77-81, 104-113	-	-	-
	32. Analyser les événements impliquant des risques communément reconnus liés à d'autres risques, dans le cas où des événements causant une perte importante se sont produits ou pourraient se produire.	104-113	-	-	-

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le Rapport de gestion sont présentés au 24 mai 2023. L'information qui précède cette section en fait partie intégrante. Le Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 30 avril 2023 qui figurent aux présentes, ainsi que des états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 octobre 2022 et du rapport de gestion pour l'exercice 2022 contenus dans le Rapport annuel de BMO pour 2022.

On trouvera une analyse détaillée des secteurs d'activité, des stratégies et des objectifs de BMO dans le Rapport de gestion annuel de BMO pour 2022, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Les lecteurs sont invités à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Table des matières

9	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	48	Transaction avec des parties liées
10	Évolution de la situation économique et perspectives	48	Arrangements hors bilan
11	Faits saillants financiers	49	Méthodes comptables et estimations et jugements comptables critiques
12	Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières	49	Provision pour pertes sur créances
18	Change	49	Acquisition de Bank of the West – Évaluation des actifs et des passifs
19	Bénéfice net	50	Modifications futures de méthodes comptables
20	Revenus	50	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
23	Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	51	Gestion des risques
25	Prêts douteux	51	Principaux risques et risques émergents pouvant influencer sur les résultats futurs
25	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	51	Risque de marché
25	Charges autres que d'intérêts	53	Risque de liquidité et de financement
26	Charge d'impôts sur le résultat	57	Cotes de crédit
27	Bilan	62	Prêts garantis par un bien immobilier
29	Gestion du capital	63	Expositions internationales
33	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	64	Glossaire de termes financiers
33	Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)	67	États financiers consolidés intermédiaires
34	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	67	État consolidé des résultats
37	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	68	État consolidé du résultat global
40	BMO Gestion de patrimoine	69	Bilan consolidé
42	BMO Marchés des capitaux	70	État consolidé des variations des capitaux propres
44	Services d'entreprise	71	État consolidé des flux de trésorerie
46	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice	72	Notes afférentes aux états financiers consolidés
		99	Information à l'intention des investisseurs et des médias

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 30 avril 2023, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal (tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières) et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre à l'étude, la Banque a acquis Bank of the West, qui a contribué à hauteur de 127 milliards de dollars, ou de 10 %, au total des actifs au 1^{er} février 2023. Nous évaluons actuellement l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière au fur et à mesure de l'achèvement de l'intégration de Bank of the West dans BMO, et nous apporterons des changements à notre cadre de contrôle interne, si nécessaire.

Outre ce qui a été mentionné ci-dessus, au cours du trimestre clos le 30 avril 2023, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document peuvent comprendre notamment des énoncés concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2023 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles et nos engagements (y compris en ce qui a trait à notre ambition climatique et à la carboneutralité), nos attentes concernant notre situation financière, notre assise financière, le contexte réglementaire dans lequel nous exerçons nos activités, nos résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale, les plans visant à combiner les activités de BMO et de Bank of the West, le moment de la conversion des comptes clients et des systèmes de Bank of the West en vue de leur intégration dans nos plateformes respectives de BMO, et les incidences sur le plan des finances, de l'exploitation et des fonds propres de la transaction, et elles comprennent des déclarations faites par notre direction. Les déclarations prospectives sont généralement identifiées par des mots tels que « devoir », « croire », « s'attendre à », « anticiper », « projeter », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « s'engager à », « viser », « calendrier », « prévoir », « perspectives », « chercher » et « pouvoir », y compris sous leur forme négative et toutes leurs formes grammaticales.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent que nous formulions des hypothèses et elles comportent des risques et des incertitudes de nature aussi bien générale que particulière. Il existe un risque appréciable que nos prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que les hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à nos déclarations prospectives étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison de plusieurs facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont les effets peuvent être difficilement prévisibles.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, ce qui comprend les enjeux liés à la main-d'œuvre; les répercussions des événements défavorables touchant le secteur bancaire américain et mondial, y compris le risque de faillites bancaires et les enjeux de liquidité, l'augmentation de la volatilité de l'économie et des marchés, et les mesures réglementaires prises en réponse à ces événements; l'incapacité de réaliser les avantages prévus découlant de nos acquisitions, notamment de celle de Bank of the West, tels que les synergies, la relation du bénéfice par action (BPA) ajusté et l'efficacité opérationnelle éventuelles; les modifications de nos cotes de crédit; l'émergence d'urgences sanitaires de grande envergure ou de pandémies, ou leur prolongation, et leur incidence sur les économies locales, nationales ou internationales ainsi que l'aggravation qui en découle de certains risques susceptibles de toucher nos résultats futurs; la sécurité de l'information, la vie privée et la cybersécurité, y compris la menace d'atteinte à la protection des données, de piratage, de vol d'identité et d'espionnage d'entreprise, ainsi que le déni de service pouvant découler des efforts visant à provoquer une défaillance du système et une interruption de service; la réforme des taux de référence; les changements technologiques et la résilience technologique; la situation politique, notamment les changements liés aux questions économiques ou commerciales ou influant sur celles-ci; les changements climatiques et d'autres questions liées aux risques environnementaux et sociaux; le marché de l'habitation au Canada et l'endettement des particuliers; les pressions inflationnistes; les perturbations des chaînes d'approvisionnement; les changements de politique monétaire, budgétaire ou économique; les changements apportés aux lois, y compris la législation et les interprétations fiscales, ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, ainsi que l'incidence de tels changements sur les coûts de financement; la faiblesse, la volatilité ou l'illiquidité des marchés financiers ou du crédit; l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons; l'exposition à d'importants litiges ou questions réglementaires et leur résolution; notre capacité de faire appel avec succès en cas d'issue défavorable de ces affaires, ainsi que le calendrier, la détermination et le recouvrement des montants liés à ces affaires; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties; l'incapacité de tiers de s'acquitter de leurs obligations envers nous; notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure les acquisitions ou les cessions proposées et d'intégrer les acquisitions, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation; les estimations et les jugements comptables critiques et les effets des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations; les risques opérationnels et infrastructurels, y compris en ce qui concerne la dépendance envers des tiers; les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités; les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau; et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques découlant des facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Risques pouvant influencer sur les résultats futurs ainsi qu'aux sections portant sur le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque d'assurance, le risque de liquidité et de financement, le risque opérationnel non financier, le risque juridique et réglementaire, le risque de stratégie, le risque environnemental et social, et le risque de réputation de la section Gestion globale des risques du Rapport annuel de BMO pour 2022, et la section Gestion des risques du présent document qui présentent l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur nos résultats futurs. Les investisseurs et toute autre personne doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par l'entreprise ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider les actionnaires et les analystes à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses économiques importantes qui sous-tendent les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent celles présentées dans la section Évolution de la situation économique et perspectives du Rapport annuel de BMO pour 2022, mises à jour dans la section Évolution de la situation économique et perspectives dans notre Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2023, ainsi que dans la section Provision pour pertes sur créances dans notre Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2023. Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Les hypothèses relatives à notre plan d'intégration, à l'efficacité et à la durée de l'intégration et à l'alignement des responsabilités organisationnelles ont été des facteurs significatifs que nous avons pris en compte pour estimer les coûts des synergies et les coûts liés à l'intégration, avant impôts. Les hypothèses relatives à la performance financière actuelle et prévue de BMO (y compris les données liées au bilan, à l'état du résultat net et aux fonds propres réglementaires), aux synergies de coûts et de revenus prévues (et le moment de leur réalisation) se rapportant à l'acquisition de Bank of the West, ainsi que les cours de change, les taux d'intérêt et les actions en circulation, actuels et futurs, ont été des facteurs significatifs que nous avons pris en compte pour estimer la relation du BPA ajusté.

Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, nous utilisons principalement les données économiques historiques, les liens passés entre les variables économiques et financières, les changements de politiques gouvernementales, ainsi que les risques qu'ils posent pour l'économie au pays et à l'échelle mondiale.

Évolution de la situation économique et perspectives¹⁾

L'économie canadienne devrait afficher une croissance modeste de 1,0 % en 2023 après avoir enregistré une croissance de 3,4 % en 2022. L'économie a ralenti en raison d'une inflation élevée, de la hausse des taux d'intérêt et d'une demande mondiale plus faible, et elle se contractera probablement légèrement au deuxième et au troisième trimestres de 2023. La croissance positive devrait reprendre plus tard au cours de l'année, alimentée par les niveaux élevés d'épargne des ménages et l'atténuation de l'inflation. Le marché immobilier semble se stabiliser du fait de la régularisation des taux d'intérêt, mais l'activité demeurera vraisemblablement contenue jusqu'à ce que les taux hypothécaires diminuent et que l'accessibilité financière s'améliore. Le léger ralentissement économique prévu devrait faire passer le taux de chômage de 5,0 % en avril 2023, son niveau le plus bas depuis près d'un demi-siècle, à 5,8 % d'ici décembre 2023, ce qui contribuera à réduire les pressions sur les salaires et les prix. La croissance annuelle de l'indice des prix à la consommation est passée de 8,1 % l'été dernier, son plus haut niveau depuis quatre décennies, à 4,4 % en avril 2023, et devrait continuer à ralentir pour atteindre environ 3 % à la fin de l'année. Après avoir relevé son taux de financement à un jour de 425 points de base depuis mars 2022, la Banque du Canada a maintenu ses taux inchangés depuis janvier 2023 et devrait les maintenir pour le reste de l'année, avant de les ramener à des niveaux moins restrictifs à partir du début de 2024. La croissance des soldes des prêts hypothécaires résidentiels à l'échelle du secteur a décliné, passant de près de 11 % au début de 2022 à moins de 6 % en février 2023, et devrait continuer à ralentir pour se situer au bas de la fourchette à un chiffre en 2023, en raison de l'activité anémique du marché de l'habitation. La croissance des soldes de crédit à la consommation (à l'exception des prêts hypothécaires) a été contenue à un taux de moins de 4 % d'un exercice à l'autre en raison du contexte des taux d'intérêt plus élevés et de l'épargne accrue des ménages, et selon les prévisions, ces soldes ne devraient augmenter que légèrement au cours de l'année, les ménages réduisant leurs dépenses. Après avoir enregistré un rythme soutenu en 2022, le taux de croissance des prêts aux sociétés qui ne sont pas du secteur financier devrait diminuer fortement en raison de la hausse des taux d'intérêt, des craintes de récession et des soldes de trésorerie élevés.

Après avoir ralenti pour atteindre un taux de croissance de 2,1 % en 2022, l'économie américaine devrait se contracter légèrement au printemps et à l'été 2023 et afficher une croissance modérée de 1,0 % en 2023. La hausse des taux d'intérêt, l'inflation élevée et une monnaie forte ont freiné l'activité, bien que les dépenses des ménages demeurent soutenues par une épargne élevée et une hausse de l'emploi. En outre, les tensions récentes auxquelles est soumis le système bancaire américain devraient mener à un resserrement des conditions de prêt, ralentissant ainsi la croissance du crédit, l'investissement et les dépenses globales. Le ralentissement du marché de l'habitation, qui dure depuis un an, semble se stabiliser, mais l'activité devrait rester morose jusqu'à la fin de l'année en cours. La contraction économique attendue fera probablement croître le taux de chômage qui devrait passer de 3,4 % en avril 2023, à 4,8 % en décembre 2023, soit un niveau qui demeure en deçà des normes historiques. La baisse des prix de l'énergie et l'amélioration des chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale ont fait reculer la croissance annuelle de l'indice des prix à la consommation, laquelle est passée de 9,1 % l'été dernier à 4,9 % en avril 2023, et ce taux devrait baisser davantage pour se situer à environ 3 % à la fin de l'année. Après avoir augmenté son taux directeur de 500 points de base depuis mars 2022, la Réserve fédérale américaine a signalé une pause éventuelle dans le cycle de resserrement. Nous ne prévoyons pas d'autres hausses de taux cette année, soit avant que la banque centrale ne commence à assouplir sa politique au début de l'année 2024. La forte croissance à l'échelle de l'industrie des soldes des prêts hypothécaires à l'habitation enregistrée antérieurement a commencé à ralentir du fait de la morosité du marché de l'habitation. La croissance des soldes de crédit à la consommation devrait perdre de la vitesse en 2023 en raison des taux d'intérêt élevés, de la hausse du taux de chômage et de la diminution des dépenses de consommation. La croissance du crédit aux sociétés qui ne sont pas du secteur financier s'est accentuée l'année dernière, les entreprises ayant profité des coûts d'emprunt antérieurement bas, mais cette croissance devrait rapidement ralentir en raison de la hausse des taux d'intérêt, de l'affaiblissement de l'économie et des ponctions sur d'importants soldes de dépôts.

Les perspectives économiques sont assujetties à plusieurs risques qui pourraient entraîner une contraction encore plus sévère de l'économie en Amérique du Nord. Parmi ceux-ci il convient de mentionner la persistance d'une inflation élevée entraînant de nouvelles hausses importantes des taux d'intérêt, les tensions soutenues dans le secteur bancaire régional américain, une escalade du conflit en Ukraine et une montée des tensions géopolitiques entre les États-Unis et la Chine. En outre, le Congrès américain devra bientôt relever le plafond de la dette pour éviter un éventuel défaut de paiement qui pourrait entraîner des bouleversements sur les marchés financiers et affaiblir l'économie davantage.

La section Évolution de la situation économique et perspectives renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

1) Toutes les périodes dont il est fait mention dans la présente section font référence au trimestre civil et à l'année civile plutôt qu'au trimestre ou à l'exercice.

Faits saillants financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2023	T1-2023	T2-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
Sommaire de l'état des résultats 1)					
Revenus nets d'intérêts	4 814	4 021	3 902	8 835	7 921
Revenus autres que d'intérêts	3 626	2 449	5 416	6 075	9 120
Revenus	8 440	6 470	9 318	14 910	17 041
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	591	1 193	(808)	1 784	(727)
Revenus, déduction faite des SCVPI 2)	7 849	5 277	10 126	13 126	17 768
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	243	196	120	439	206
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	780	21	(70)	801	(255)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	1 023	217	50	1 240	(49)
Charges autres que d'intérêts	5 573	4 421	3 713	9 994	7 559
Charge d'impôts sur le résultat	194	392	1 607	586	2 569
Bénéfice net	1 059	247	4 756	1 306	7 689
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	3	–	–	3	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 056	247	4 756	1 303	7 689
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	127	38	52	165	107
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	929	209	4 704	1 138	7 582
Bénéfice net ajusté	2 216	2 272	2 187	4 488	4 771
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	2 086	2 234	2 135	4 320	4 664
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire) 1)					
Bénéfice de base par action	1,31	0,30	7,15	1,62	11,61
Bénéfice dilué par action	1,30	0,30	7,13	1,62	11,57
Bénéfice dilué par action ajusté	2,93	3,22	3,23	6,15	7,12
Dividendes déclarés par action	1,43	1,43	1,33	2,86	2,66
Valeur comptable d'une action	96,92	95,76	89,17	96,92	89,17
Cours de clôture de l'action	122,13	133,90	136,21	122,13	136,21
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en millions)					
À la clôture de la période	713,0	709,7	671,6	713,0	671,6
Nombre moyen de base	711,6	691,3	658,0	701,3	653,1
Nombre moyen dilué	712,8	692,6	660,0	702,6	655,1
Capitalisation boursière (en milliards de dollars)	87,1	95,0	91,5	87,1	91,5
Rendement de l'action (%)	4,7	4,3	3,9	4,7	3,9
Ratio de distribution (%)	109,4	474,5	18,6	176,2	22,9
Ratio de distribution ajusté (%)	48,8	44,3	41,0	46,4	37,2
Mesures et ratios financiers (%) 1)					
Rendement des capitaux propres	5,6	1,3	34,5	3,4	28,0
Rendement des capitaux propres ajustés	12,6	13,4	15,7	13,0	17,2
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	8,4	1,4	37,9	4,5	30,8
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	17,2	14,6	17,2	15,7	18,9
Ratio d'efficience	66,0	68,3	39,9	67,0	44,4
Ratio d'efficience, déduction faite des SCVPI 2)	71,0	83,8	36,7	76,1	42,5
Ratio d'efficience ajusté, déduction faite des SCVPI 2)	60,2	57,2	55,6	58,8	54,7
Lever d'exploitation	(59,4)	(31,2)	69,2	(44,7)	36,4
Lever d'exploitation, déduction faite des SCVPI 2)	(72,5)	(46,0)	75,0	(58,3)	45,3
Lever d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI 2)	(9,8)	(6,4)	1,8	(8,2)	3,3
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,69	1,48	1,69	1,59	1,66
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,70	1,62	1,63	1,66	1,63
Taux d'impôt effectif	15,5	61,4	25,2	31,0	25,0
Taux d'impôt effectif ajusté	21,1	21,8	23,6	21,5	23,6
Ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations	0,65	0,15	0,04	0,42	(0,02)
Ratio des dotations à la provision pour pertes sur créances ajustées au solde moyen net des prêts et acceptations	0,20	0,15	0,04	0,18	(0,02)
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations	0,16	0,14	0,10	0,15	0,08
Ratio de liquidité à court terme (RLCT) 3)	129	144	129	129	129
Ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) 3)	113	120	116	113	116
Bilan et autres informations (en millions de dollars, sauf indication contraire)					
Actifs	1 250 891	1 145 706	1 041 565	1 250 891	1 041 565
Actif productif moyen	1 165 208	1 078 963	949 279	1 121 371	961 177
Solde brut des prêts et acceptations	648 716	562 537	517 954	648 716	517 954
Solde net des prêts et acceptations	645 366	559 899	515 551	645 366	515 551
Dépôts	875 443	787 376	713 714	875 443	713 714
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	69 108	67 956	59 884	69 108	59 884
Total des actifs pondérés en fonction des risques 4)	419 994	347 454	342 287	419 994	342 287
Actifs sous administration	792 536	740 314	677 274	792 536	677 274
Actifs sous gestion	338 172	321 540	312 452	338 172	312 452
Ratios des fonds propres (%) 4)					
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	12,2	18,2	16,0	12,2	16,0
Ratio des fonds propres de catégorie 1	13,9	20,1	17,5	13,9	17,5
Ratio du total des fonds propres	16,0	22,6	19,7	16,0	19,7
Ratio de levier	4,2	5,9	5,4	4,2	5,4
Cours de change (\$)					
Dollar CA/dollar US	1,3538	1,3306	1,2833	1,3538	1,2833
Dollar CA/dollar US – moyenne	1,3564	1,3426	1,2665	1,3494	1,2688

1) Les résultats ajustés excluent certaines composantes des résultats comptables et ils servent à calculer nos mesures ajustées tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessus. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles. Les revenus, déduction faite des SCVPI, les ratios comptables calculés déduction faite des SCVPI ainsi que les résultats, mesures et ratios ajustés figurant dans ce tableau ne sont pas conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières, et, pour obtenir des informations sur la composition des montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR, ainsi que sur les mesures financières supplémentaires, il y a lieu de se reporter au Glossaire de termes financiers.

2) Nous présentons les revenus, le ratio d'efficience et le levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI, ce qui réduit la variabilité des revenus d'assurance découlant des variations de la juste valeur, lesquelles sont grandement atténuées par les variations de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est reflétée dans les SCVPI. Pour obtenir plus de renseignements, il y a lieu de se reporter à la section portant sur les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

3) Le RLCT et le RSLLT sont présentés selon la ligne directrice *Normes de liquidité* (NL) établie par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), le cas échéant.

4) Les ratios des fonds propres et les actifs pondérés en fonction des risques sont présentés selon la ligne directrice *Normes de fonds propres* (NFP) établie par le BSIF, le cas échéant.

Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières

Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, les montants sont indiqués en dollars canadiens et proviennent de nos états financiers consolidés annuels audités établis en conformité avec les Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Nous avons recours à un certain nombre de mesures financières pour évaluer notre performance, ainsi que la performance de nos unités d'exploitation, ce qui comprend des montants, des mesures et des ratios qui sont présentés sur une base non conforme aux PCGR, comme il en est fait mention ci-dessous. Nous sommes d'avis que ces montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR, lus à la lumière de nos résultats établis aux termes des PCGR, donnent aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats.

Les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR n'ont pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables aux mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la composition des mesures non conformes aux PCGR et des autres mesures financières, y compris les mesures financières complémentaires, il y a lieu de se reporter à la section Glossaire de termes financiers.

Nos mesures non conformes aux PCGR se classent généralement comme suit :

Mesures et ratios ajustés

La direction considère que les résultats et mesures comptables et les résultats et mesures ajustés sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Les résultats et mesures ajustés retranchent certains éléments précis des revenus, des charges autres que d'intérêts, de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur le résultat, comme il est indiqué en détail dans le tableau ci-après. Les résultats et mesures ajustés présentés dans le présent document sont non conformes aux PCGR. Le fait de recourir à la présentation des résultats comptables et ajustés permet au lecteur d'évaluer l'incidence de certains éléments sur les résultats des périodes présentées, et de mieux évaluer les résultats, compte non tenu de ces éléments qui ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances. Sauf indication contraire, l'analyse, par la direction, des changements des résultats comptables figurant dans le présent document s'applique également à ceux des résultats ajustés correspondants.

Mesures, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)

Nous présentons également les revenus comptables et ajustés déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) et notre ratio d'efficacité et notre levier d'exploitation sont calculés sur une base similaire. Les mesures et les ratios présentés déduction faite des SCVPI sont non conformes aux PCGR. Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance, lesquelles sont occasionnées par les fluctuations des taux d'intérêt et des marchés boursiers. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont essentiellement des actifs à revenu fixe qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. Ces variations de la juste valeur sont en grande partie contrebalancées par celles de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les SCVPI. La présentation et l'analyse des revenus, des ratios d'efficacité et du levier d'exploitation, sur une base nette, réduisent la variabilité des résultats, ce qui permet de mieux évaluer les résultats d'exploitation. Pour obtenir plus de renseignements, il y a lieu de se reporter à la section portant sur les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

Capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires

Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires est largement utilisé dans le secteur bancaire en Amérique du Nord et il est significatif parce qu'il mesure uniformément la performance des unités, qu'elles aient été acquises ou mises sur pied à l'interne.

Mise en garde

La présente section qui traite des mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2023	T1-2023	T2-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
Résultats comptables					
Revenus nets d'intérêts	4 814	4 021	3 902	8 835	7 921
Revenus autres que d'intérêts	3 626	2 449	5 416	6 075	9 120
Revenus	8 440	6 470	9 318	14 910	17 041
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(591)	(1 193)	808	(1 784)	727
Revenus, déduction faite des SCVPI	7 849	5 277	10 126	13 126	17 768
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(1 023)	(217)	(50)	(1 240)	49
Charges autres que d'intérêts	(5 573)	(4 421)	(3 713)	(9 994)	(7 559)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 253	639	6 363	1 892	10 258
Charge d'impôts sur le résultat	(194)	(392)	(1 607)	(586)	(2 569)
Bénéfice net	1 059	247	4 756	1 306	7 689
BPA dilué (\$)	1,30	0,30	7,13	1,62	11,57
Éléments d'ajustement influant sur les revenus (avant impôts)					
Incidence des dessaisissements 1)	-	-	8	-	(21)
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 2)	-	(2 011)	3 555	(2 011)	4 117
Provision pour frais juridiques 3)	(7)	(6)	-	(13)	-
Incidence des éléments d'ajustement sur les revenus (avant impôts)	(7)	(2 017)	3 563	(2 024)	4 096
Éléments d'ajustement influant sur la dotation à la provision pour pertes sur créances (avant impôts)					
Dotation initiale à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs acquis (avant impôts) 6)	(705)	-	-	(705)	-
Éléments d'ajustement influant sur les charges autres que d'intérêts (avant impôts)					
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 4)	(727)	(239)	(37)	(966)	(49)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 5)	(115)	(8)	(8)	(123)	(16)
Incidence des dessaisissements 1)	-	-	(18)	-	(15)
Provision pour frais juridiques 3)	-	(2)	-	(2)	-
Incidence des éléments d'ajustement sur les charges autres que d'intérêts (avant impôts)	(842)	(249)	(63)	(1 091)	(80)
Incidence des éléments d'ajustement sur le bénéfice net comptable (avant impôts)	(1 554)	(2 266)	3 500	(3 820)	4 016
Éléments d'ajustement influant sur les revenus (après impôts)					
Incidence des dessaisissements 1)	-	-	6	-	(23)
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 2)	-	(1 461)	2 612	(1 461)	3 025
Provision pour frais juridiques 3)	(6)	(5)	-	(11)	-
Incidence des éléments d'ajustement sur les revenus (après impôts)	(6)	(1 466)	2 618	(1 472)	3 002
Éléments d'ajustement influant sur la dotation à la provision pour pertes sur créances (après impôts)					
Dotation initiale à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs acquis (après impôts) 6)	(517)	-	-	(517)	-
Éléments d'ajustement influant sur les charges autres que d'intérêts (après impôts)					
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 4)	(549)	(181)	(28)	(730)	(38)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 5)	(85)	(6)	(6)	(91)	(12)
Incidence des dessaisissements 1)	-	-	(15)	-	(34)
Provision pour frais juridiques 3)	-	(1)	-	(1)	-
Incidence des éléments d'ajustement sur les charges autres que d'intérêts (après impôts)	(634)	(188)	(49)	(822)	(84)
Éléments d'ajustement influant sur la charge d'impôts sur le résultat					
Incidence des mesures fiscales canadiennes 7)	-	(371)	-	(371)	-
Incidence des éléments d'ajustement sur le bénéfice net comptable (après impôts)	(1 157)	(2 025)	2 569	(3 182)	2 918
Incidence sur le BPA dilué (\$)	(1,63)	(2,92)	3,90	(4,53)	4,45
Résultats ajustés					
Revenus nets d'intérêts	4 821	4 410	3 780	9 231	7 754
Revenus autres que d'intérêts	3 626	4 077	1 975	7 703	5 191
Revenus	8 447	8 487	5 755	16 934	12 945
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(591)	(1 193)	808	(1 784)	727
Revenus, déduction faite des SCVPI	7 856	7 294	6 563	15 150	13 672
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(318)	(217)	(50)	(535)	49
Charges autres que d'intérêts	(4 731)	(4 172)	(3 650)	(8 903)	(7 479)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	2 807	2 905	2 863	5 712	6 242
Charge d'impôts sur le résultat	(591)	(633)	(676)	(1 224)	(1 471)
Bénéfice net	2 216	2 272	2 187	4 488	4 771
BPA dilué (\$)	2,93	3,22	3,23	6,15	7,12

- 1) Le bénéfice net comptable tient compte de l'incidence des dessaisissements de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique ainsi qu'aux États-Unis. Au deuxième trimestre de 2022, les chiffres tiennent compte d'un profit de 6 millions de dollars (8 millions avant impôts) lié au transfert de certains clients des activités de gestion d'actifs aux États-Unis comptabilisé dans les revenus, et de charges de 15 millions (18 millions avant impôts), tous deux liés à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Au premier trimestre de 2022, les chiffres tiennent compte d'une perte de 29 millions (avant et après impôts), découlant de la conversion des monnaies étrangères, ce montant ayant été reclassé du cumul des autres éléments du résultat global vers les revenus autres que d'intérêts, d'un recouvrement net avant impôts de charges autres que d'intérêts de 3 millions, y compris des impôts de 22 millions à la clôture de la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Ces montants ont été imputés aux Services d'entreprise.
- 2) Le bénéfice net comptable tient compte des revenus (pertes) en lien avec l'acquisition de Bank of the West, lesquels découlent de la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt, survenues entre l'annonce et la clôture, sur sa juste valeur et son écart d'acquisition. Les chiffres du premier trimestre de 2023 tiennent compte d'une perte de 1 461 millions de dollars (2 011 millions avant impôts), ce qui comprend des pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché de 1 628 millions, avant impôts, sur certains swaps de taux d'intérêt comptabilisés dans les revenus de négociation, et des pertes de 383 millions avant impôts liées à un portefeuille principalement composé de titres du Trésor des États-Unis et d'autres instruments inscrits au bilan, comptabilisées dans les revenus nets d'intérêts et les chiffres du deuxième trimestre de 2022 tiennent compte de revenus de 2 612 millions (3 555 millions avant impôts), ce qui comprend des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché avant impôts de 3 433 millions et des revenus nets d'intérêts avant impôts de 122 millions. Les chiffres du cumul 2022 tiennent compte de revenus de 3 025 millions (4 117 millions avant impôts), ce qui comprend des profits liés à l'évaluation à la valeur du marché avant impôts de 3 950 millions et des revenus d'intérêts avant impôts de 167 millions. Ces montants ont été imputés aux Services d'entreprise. Pour de plus amples renseignements sur cette acquisition, il y a lieu de se reporter à la section Faits marquants.
- 3) Le bénéfice net comptable tient compte de l'incidence d'une poursuite relative à M&I Marshall and Ilsley Bank, une banque absorbée. Les chiffres du deuxième trimestre de 2023 tiennent compte de charges d'intérêts de 6 millions de dollars (7 millions avant impôts) et les chiffres du premier trimestre de 2023 tiennent compte d'un montant de 6 millions (8 millions avant impôts), constitué de charges d'intérêts de 6 millions avant impôts et de frais juridiques de 2 millions avant impôts. Ces montants ont été imputés aux Services d'entreprise. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section « Provisions et passifs éventuels » de la note 24 afférente aux états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022.

- 4) Le bénéfice net comptable tient compte des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts. Les coûts découlant de l'acquisition de Bank of the West ont été comptabilisés dans les Services d'entreprise : les chiffres du deuxième trimestre de 2023 comprennent 545 millions de dollars (722 millions avant impôts), les chiffres du premier trimestre de 2023 comprennent 178 millions (235 millions avant impôts), les chiffres du deuxième trimestre de 2022 comprennent 26 millions (35 millions avant impôts), les chiffres du cumul 2023 comprennent 723 millions (957 millions avant impôts) et les chiffres du cumul 2022 comprennent 33 millions (43 millions avant impôts). Les coûts liés à Radicle et à Clearpool ont été comptabilisés dans BMO Marchés des capitaux : les chiffres du deuxième trimestre de 2023 comprennent 2 millions (2 millions avant impôts), les chiffres du premier trimestre de 2023 comprennent 3 millions (4 millions avant impôts), les chiffres du deuxième trimestre de 2022 comprennent 2 millions (2 millions avant impôts), les chiffres du cumul 2023 comprennent 5 millions (6 millions avant impôts) et les chiffres du cumul 2022 comprennent 5 millions (6 millions avant impôts) pour le cumul 2022. Les coûts liés à l'acquisition annoncée d'AIR MILES ont été comptabilisés dans PE Canada : les chiffres du deuxième trimestre de 2023 comprennent 2 millions (3 millions avant impôts).
- 5) Le bénéfice net comptable tient compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts du groupe d'exploitation pertinent, soit 85 millions de dollars (115 millions avant impôts) au deuxième trimestre de 2023 et 6 millions (8 millions) pour le premier trimestre de 2023 et le deuxième trimestre de 2022; les chiffres du cumul 2023 comprennent 91 millions (123 millions avant impôts) et les chiffres du cumul 2022 comprennent 12 millions (16 millions avant impôts). Les chiffres du trimestre à l'étude tiennent compte d'un montant de 77 millions (104 millions avant impôts) lié à Bank of the West.
- 6) Le bénéfice net comptable du deuxième trimestre de 2023 tient compte d'une dotation initiale à la provision pour pertes sur créances de 517 millions de dollars (705 millions avant impôts) liée au portefeuille de prêts productifs acquis de Bank of the West et comptabilisée dans les Services d'entreprise.
- 7) Le bénéfice net comptable du premier trimestre de 2023 tient compte d'une charge d'impôts ponctuelle de 371 millions de dollars liée à certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement du Canada, constituées d'un dividende pour la relance du Canada de 312 millions et d'un montant de 59 millions lié à l'incidence de l'augmentation de 1,5 % du taux d'impôt calculée proportionnellement sur l'année d'imposition 2022, déduction faite de la réévaluation d'un actif d'impôt différé, comptabilisée dans les Services d'entreprise.

Sommaire des résultats comptables et ajustés par groupe d'exploitation

								Résultats sectoriels aux États-Unis 1) (en millions de dollars américains)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque	
T2-2023								
Bénéfice net (perte nette) comptable	861	789	1 650	284	380	(1 255)	1 059	(104)
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration	2	-	2	-	2	545	549	400
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	1	77	78	1	6	-	85	61
Provision pour frais juridiques	-	-	-	-	-	6	6	4
Dotation initiale à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs acquis	-	-	-	-	-	517	517	379
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée)	864	866	1 730	285	388	(187)	2 216	740
T1-2023								
Bénéfice net (perte nette) comptable	980	698	1 678	277	503	(2 211)	247	(558)
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration	-	-	-	-	3	178	181	132
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	-	1	1	1	4	-	6	4
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West	-	-	-	-	-	1 461	1 461	1 093
Provision pour frais juridiques	-	-	-	-	-	6	6	5
Incidence des mesures fiscales canadiennes	-	-	-	-	-	371	371	-
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée)	980	699	1 679	278	510	(195)	2 272	676
T2-2022								
Bénéfice net (perte nette) comptable	940	588	1 528	314	448	2 466	4 756	2 656
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration	-	-	-	-	2	26	28	23
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	1	1	2	1	3	-	6	4
Incidence des dessaisissements	-	-	-	-	-	9	9	(2)
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West	-	-	-	-	-	(2 612)	(2 612)	(2 062)
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée)	941	589	1 530	315	453	(111)	2 187	619
Cumul 2023								
Bénéfice net (perte nette) comptable	1 841	1 487	3 328	561	883	(3 466)	1 306	(662)
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration	2	-	2	-	5	723	730	532
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	1	78	79	2	10	-	91	65
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West	-	-	-	-	-	1 461	1 461	1 093
Provision pour frais juridiques	-	-	-	-	-	12	12	9
Incidence des mesures fiscales canadiennes	-	-	-	-	-	371	371	-
Dotation initiale à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs acquis	-	-	-	-	-	517	517	379
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée)	1 844	1 565	3 409	563	898	(382)	4 488	1 416
Cumul 2022								
Bénéfice net (perte nette) comptable	1 944	1 269	3 213	629	1 153	2 694	7 689	3 801
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration	-	-	-	-	5	33	38	30
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	1	2	3	2	7	-	12	8
Incidence des dessaisissements	-	-	-	-	-	57	57	(42)
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West	-	-	-	-	-	(3 025)	(3 025)	(2 387)
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée)	1 945	1 271	3 216	631	1 165	(241)	4 771	1 410

1) Les résultats sectoriels aux États-Unis, comptables et ajustés, comprennent le bénéfice net comptabilisé à l'égard de PE États-Unis et des activités aux États-Unis de BMO Gestion de patrimoine, de BMO Marchés des capitaux et des Services d'entreprise.

Il y a lieu de se reporter aux notes 1) à 7) du tableau intitulé Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement.

Revenus nets, ratio d'efficacité et levier d'exploitation

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2023	T1-2023	T2-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
Données comptables					
Revenus nets d'intérêts	4 814	4 021	3 902	8 835	7 921
Revenu autre que d'intérêts	3 626	2 449	5 416	6 075	9 120
Revenus	8 440	6 470	9 318	14 910	17 041
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	591	1 193	(808)	1 784	(727)
Revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI	3 035	1 256	6 224	4 291	9 847
Revenus, déduction faite des SCVPI	7 849	5 277	10 126	13 126	17 768
Charges autres que d'intérêts	5 573	4 421	3 713	9 994	7 559
Ratio d'efficacité (%)	66,0	68,3	39,9	67,0	44,4
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI (%)	71,0	83,8	36,7	76,1	42,5
Croissance des revenus (%)	(9,4)	(16,2)	53,4	(12,5)	30,6
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	(22,5)	(31,0)	59,2	(26,1)	39,5
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	50,0	15,0	(15,8)	32,2	(5,8)
Levier d'exploitation (%)	(59,4)	(31,2)	69,2	(44,7)	36,4
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	(72,5)	(46,0)	75,0	(58,3)	45,3
Données ajustées 1)					
Revenus nets d'intérêts	4 821	4 410	3 780	9 231	7 754
Revenus autres que d'intérêts	3 626	4 077	1 975	7 703	5 191
Revenus	8 447	8 487	5 755	16 934	12 945
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	591	1 193	(808)	1 784	(727)
Revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI	3 035	2 884	2 783		
Revenus, déduction faite des SCVPI	7 856	7 294	6 563	15 150	13 672
Charges autres que d'intérêts	4 731	4 172	3 650	8 903	7 479
Ratio d'efficacité (%)	56,0	49,2	63,5	52,6	57,8
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI (%)	60,2	57,2	55,6	58,8	54,7
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	19,7	2,6	3,7	10,8	7,6
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	29,5	9,0	1,9	19,0	4,3
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	(9,8)	(6,4)	1,8	(8,2)	3,3

1) Il y a lieu de se reporter aux notes 1) à 7) du tableau intitulé Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement.

Rendement des capitaux propres et rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2023	T1-2023	T2-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
Bénéfice net comptable	1 059	247	4 756	1 306	7 689
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	3	-	-	3	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 056	247	4 756	1 303	7 689
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur d'autres instruments de capitaux propres	(127)	(38)	(52)	(165)	(107)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (A)	929	209	4 704	1 138	7 582
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions après impôts	85	6	6	91	12
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, déduction faite de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (B)	1 014	215	4 710	1 229	7 594
Incidence des autres éléments d'ajustement après impôts 1)	1 072	2 019	(2 575)	3 091	(2 930)
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires (C)	2 086	2 234	2 135	4 320	4 664
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (D)	67 792	66 015	55 843	66 889	54 574
Rendement des capitaux propres (%) (= A/D) 2)	5,6	1,3	34,5	3,4	28,0
Rendement des capitaux propres ajusté (%) (= C/D) 2)	12,6	13,4	15,7	13,0	17,2
Capitaux propres moyens corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (E) 3)	49 818	60 882	51 022	55 442	49 705
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (%) (= B/E) 2)	8,4	1,4	37,9	4,5	30,8
Rendement ajusté des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (%) (= C/E) 2)	17,2	14,6	17,2	15,7	18,9

1) Il y a lieu de se reporter aux notes 1) à 7) du tableau intitulé Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement.

2) Les chiffres trimestriels sont calculés sur une base annualisée.

3) Les capitaux propres moyens corporels attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (D ci-dessus) qui sont ajustés en fonction d'un écart d'acquisition de 16 217 millions de dollars au deuxième trimestre de 2023, de 5 283 millions au premier trimestre de 2023 et de 4 943 millions au deuxième trimestre de 2022; de 10 659 millions pour le cumul 2023 et de 4 988 millions pour le cumul 2022; des immobilisations corporelles liées aux acquisitions de 2 824 millions au deuxième trimestre de 2023, de 115 millions au premier trimestre de 2023 et de 130 millions au deuxième trimestre de 2022; de 1 447 millions pour le cumul 2023 et de 134 millions pour le cumul 2022; déduction faite des passifs d'impôt différé connexes de 1 053 millions pour le deuxième trimestre de 2023, de 265 millions au premier trimestre de 2023 et de 252 millions au deuxième trimestre de 2022; de 653 millions pour le cumul 2023 et de 253 millions pour le cumul 2022.

Les fonds propres sont imputés aux unités d'exploitation en fonction du montant de fonds propres réglementaires requis pour soutenir les activités commerciales. Avec prise d'effet pour le premier trimestre de 2023, notre taux d'imputation des fonds propres a augmenté pour passer à 11,0 % des actifs pondérés en fonction des risques, comparativement à 10,5 % en 2022 afin de refléter la hausse des exigences en matière de fonds propres. Les fonds propres non imputés sont comptabilisés dans les Services d'entreprise. Nous passons en revue nos méthodes d'imputation des fonds propres chaque année.

Rendement des capitaux propres par unité d'exploitation¹⁾

T2-2023								Résultats sectoriels aux États-Unis ⁴⁾ (en millions de dollars américains)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque	
Données comptables								
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	852	776	1 628	282	372	(1 353)	929	(113)
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires 2)	13 895	33 007	46 902	6 477	11 509	2 904	67 792	30 896
Rendement des capitaux propres (%)	25,1	9,6	14,2	17,8	13,3	s. o.	5,6	(1,5)
Données ajustées 3)								
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	855	853	1 708	283	380	(285)	2 086	731
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires 2)	13 895	33 007	46 902	6 477	11 509	2 904	67 792	30 896
Rendement des capitaux propres (%)	25,2	10,6	14,9	17,9	13,6	s. o.	12,6	9,7

T1-2023								Résultats sectoriels aux États-Unis ⁴⁾ (en millions de dollars américains)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque	
Données comptables								
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	970	690	1 660	275	494	(2 220)	209	(564)
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	12 553	14 241	26 794	5 646	12 108	21 467	66 015	16 916
Rendement des capitaux propres (%)	30,7	19,2	24,6	19,4	16,2	s. o.	1,3	(13,2)
Données ajustées 3)								
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	970	691	1 661	276	501	(204)	2 234	670
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	12 553	14 241	26 794	5 646	12 108	21 467	66 015	16 916
Rendement des capitaux propres (%)	30,7	19,2	24,6	19,4	16,4	s. o.	13,4	15,7

T2-2022								Résultats sectoriels aux États-Unis ⁴⁾ (en millions de dollars américains)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque	
Données comptables								
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	930	578	1 508	312	439	2 445	4 704	2 649
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	11 710	13 749	25 459	5 307	11 312	13 765	55 843	17 117
Rendement des capitaux propres (%)	32,5	17,3	24,3	24,2	15,9	s. o.	34,5	63,5
Données ajustées 3)								
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	931	579	1 510	313	444	(132)	2 135	612
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	11 710	13 749	25 459	5 307	11 312	13 765	55 843	17 117
Rendement des capitaux propres (%)	32,6	17,3	24,3	24,2	16,1	s. o.	15,7	14,6

Cumul 2023								Résultats sectoriels aux États-Unis ⁴⁾ (en millions de dollars américains)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque	
Données comptables								
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 822	1 466	3 288	557	866	(3 573)	1 138	677
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires 2)	13 212	23 469	36 681	6 055	11 814	12 339	66 889	23 790
Rendement des capitaux propres (%)	27,8	12,6	18,1	18,6	14,8	s. o.	3,4	(5,7)
Données ajustées 3)								
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 825	1 544	3 369	559	881	(489)	4 320	1 401
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires 2)	13 212	23 469	36 681	6 055	11 814	12 339	66 889	23 790
Rendement des capitaux propres (%)	27,8	13,3	18,5	18,6	15,0	s. o.	13,0	11,9

Cours 2022								Résultats sectoriels aux États-Unis ⁴⁾ (en millions de dollars américains)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque	
Données comptables								
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 923	1 249	3 172	625	1 134	2 651	7 582	3 787
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	11 556	13 707	25 263	5 236	11 167	12 908	54 574	17 048
Rendement des capitaux propres (%)	33,6	18,4	25,3	24,1	20,5	s. o.	28,0	44,8
Données ajustées ³⁾								
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 924	1 251	3 175	627	1 146	(284)	4 664	1 396
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	11 556	13 707	25 263	5 236	11 167	12 908	54 574	17 048
Rendement des capitaux propres (%)	33,6	18,4	25,3	24,2	20,7	s. o.	17,2	16,5

1) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2023, le taux d'imputation des fonds propres a augmenté pour passer à 11 % des actifs pondérés en fonction des risques, comparativement à 10,5 % en 2022. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Méthode de présentation des résultats des groupes d'exploitation de BMO.

2) Au deuxième trimestre de 2023, après la clôture de l'acquisition de Bank of the West, les fonds propres ont été réimputés, passant des Services d'entreprise à PE États-Unis et à BMO Gestion de patrimoine.

3) Il y a lieu de se reporter aux notes 1) à 7) du tableau intitulé Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement.

4) Les résultats comptables et les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis comprennent le bénéfice net comptabilisé dans PE États-Unis et nos activités américaines dans BMO Gestion de patrimoine, BMO Marchés des capitaux et les Services d'entreprise.

s. o. – sans objet

Change

L'équivalent en dollars canadiens des résultats sectoriels de BMO aux États-Unis libellés en dollars américains a augmenté tant en regard du deuxième trimestre de 2022 que du premier trimestre de 2023, en raison des fluctuations du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain. Le cours de change a augmenté au premier semestre de 2023 par rapport au premier semestre de 2022. Le tableau ci-dessous fait état des cours de change moyens pertinents des dollars canadien et américain et de l'incidence de leurs fluctuations sur les résultats sectoriels de BMO aux États-Unis. Dans le présent document, toute mention de l'incidence du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO qui ne mènent pas d'activités aux États-Unis.

D'un point de vue économique, nos flux de revenus en dollars américains n'ont pas été couverts contre le risque découlant des fluctuations des cours de change survenues en 2023 et en 2022. Les fluctuations des cours de change influenceront sur les résultats futurs établis en dollars canadiens, et l'incidence sur ces résultats est fonction de la période au cours de laquelle les revenus, les charges, les dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances et les impôts sur le résultat sont comptabilisés.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2022 pour obtenir une analyse de l'incidence que peuvent avoir les fluctuations des cours de change sur le capital de BMO.

Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2023		Cumul 2023 c. Cumul 2022
	c. T2-2022	c. T1-2023	
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période à l'étude	1,3564	1,3564	1,3494
Période antérieure	1,2665	1,3426	1,2688
Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	116	15	206
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	301	(7)	366
Augmentation (diminution) du total des revenus	417	8	572
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	1	(1)	9
Diminution (augmentation) des charges autres que d'intérêts	(97)	(19)	(171)
Diminution (augmentation) de la charge d'impôts sur le résultat	(82)	4	(104)
Augmentation (diminution) du bénéfice net	239	(8)	306
Incidence sur le bénéfice par action (\$)	0,36	(0,01)	0,47
Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	107	19	195
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	57	10	114
Augmentation (diminution) du total des revenus	164	29	309
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	1	(1)	9
Diminution (augmentation) des charges autres que d'intérêts	(93)	(16)	(171)
Diminution (augmentation) de la charge d'impôts sur le résultat	(17)	(3)	(33)
Augmentation (diminution) du bénéfice net	55	9	114
Incidence sur le bénéfice ajusté par action (\$)	0,08	0,01	0,17

Les résultats ajustés présentés dans cette section ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Bénéfice net

Comparaison du deuxième trimestre de 2023 et du deuxième trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable s'est établi à 1 059 millions de dollars, comparativement à 4 756 millions à l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est situé à 2 216 millions, en hausse de 29 millions, ou de 1 %. L'inclusion des résultats de Bank of the West pour le trimestre à l'étude a entraîné une baisse de 909 millions de dollars du bénéfice net comptable, en raison des éléments d'ajustement mentionnés ci-dessous, et une hausse de 230 millions du bénéfice net ajusté. Le BPA comptable s'est établi à 1,30 \$, en baisse de 5,83 \$ par rapport à l'exercice précédent, et le BPA ajusté s'est situé à 2,93 \$, en baisse de 0,30 \$, compte tenu de l'incidence des émissions d'actions ordinaires au premier trimestre de 2023.

Les résultats ajustés du trimestre considéré et de l'exercice précédent ne tiennent pas compte des éléments suivants :

- Dotation initiale à la provision pour pertes sur créances de 517 millions de dollars (705 millions avant impôts) sur le portefeuille de prêts acquis de Bank of the West pour le trimestre à l'étude.
- Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 549 millions de dollars (727 millions avant impôts) pour le trimestre considéré et de 28 millions (37 millions avant impôts) pour l'exercice précédent, comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts; les chiffres du trimestre à l'étude tiennent compte d'un montant de 545 millions (722 millions avant impôts) liés à Bank of the West.
- Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 85 millions de dollars (115 millions avant impôts) pour le trimestre considéré et de 6 millions (8 millions avant impôts) pour l'exercice précédent, comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts; les chiffres du trimestre à l'étude tiennent compte d'un montant de 77 millions (104 millions avant impôts) lié à Bank of the West.
- Provision pour frais juridiques de 6 millions de dollars (7 millions avant impôts) liée à une poursuite relative à M&I Marshall and Ilsley Bank, une banque absorbée, comptabilisée dans les charges d'intérêts pour le trimestre à l'étude.
- Revenus de 2 612 millions de dollars (3 555 millions avant impôts) pour l'exercice précédent liés à la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition de Bank of the West sur la juste valeur et l'écart d'acquisition connexes.
- Profit de 6 millions de dollars (8 millions avant impôts) et charges de 15 millions (18 millions avant impôts) pour l'exercice précédent liés à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique ainsi qu'aux États-Unis.

Le bénéfice net comptable a reculé par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'incidence des éléments d'ajustement précités, et le bénéfice net ajusté a augmenté de 1 %, la hausse de revenus ayant été en partie contrebalancée par la hausse des charges et de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net s'est accru pour PE États-Unis en raison de l'inclusion de Bank of the West et de l'incidence du raffermissement du dollar américain, et il a diminué pour tous les autres groupes d'exploitation. Sur une base comptable, les Services d'entreprise ont inscrit une perte nette comparativement à un bénéfice net pour l'exercice précédent et, sur une base ajustée, les Services d'entreprise ont comptabilisé une perte nette plus élevée.

Comparaison du deuxième trimestre de 2023 et du premier trimestre de 2023

Le bénéfice net comptable a augmenté de 812 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté a reculé de 56 millions, ou de 2 %. Le BPA comptable a augmenté de 1,00 \$ en regard du trimestre précédent, et le BPA ajusté a reculé de 0,29 \$.

Les résultats ajustés du trimestre à l'étude ne tiennent pas compte des éléments susmentionnés. Par ailleurs, les résultats ajustés du trimestre précédent ne tiennent pas compte des éléments suivants :

- Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 181 millions de dollars (239 millions avant impôts).
- Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 6 millions de dollars (8 millions avant impôts).
- Perte de 1 461 millions de dollars (2 011 millions avant impôts) liée à la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition de Bank of the West, sur la juste valeur et l'écart d'acquisition connexes.
- Charge d'impôts de 371 millions de dollars liée à certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien.
- Provision pour frais juridiques de 6 millions de dollars (8 millions avant impôts) liée à une poursuite relative à M&I Marshall and Ilsley Bank, une banque absorbée, comptabilisée dans les charges d'intérêts et les charges autres que d'intérêts.

Le bénéfice net comptable s'est accru par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'incidence des éléments d'ajustement précités, et le bénéfice net ajusté a baissé de 2 %, la hausse de revenus ayant été plus que contrebalancée par la hausse des charges et de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net a augmenté pour PE États-Unis en raison de l'inclusion de Bank of the West, et il a diminué pour BMO Marchés des capitaux et PE Canada. Le bénéfice net de BMO Gestion de patrimoine est demeuré pratiquement inchangé. Sur une base comptable, les Services d'entreprise ont enregistré une baisse de la perte nette comparativement au trimestre précédent, en raison surtout des éléments précités et, sur une base ajustée, la perte nette est demeurée pratiquement inchangée.

Comparaison du premier semestre de 2023 et du premier semestre de 2022

Le bénéfice net comptable s'est établi à 1 306 millions de dollars, comparativement à 7 689 millions à l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est situé à 4 488 millions, en baisse de 283 millions, ou de 6 %. Le BPA comptable s'est établi à 1,62 \$, en baisse de 9,95 \$ par rapport à l'exercice précédent, et le BPA ajusté s'est situé à 6,15 \$, en baisse de 0,97 \$.

Le bénéfice net comptable a reculé par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de la baisse des revenus découlant des mesures de gestion de la juste valeur, des coûts d'acquisition et d'intégration plus élevés, de la dotation initiale à la provision pour pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs acquis de Bank of the West et de la charge d'impôt liée à certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence des coûts liés aux dessaisissements au cours de l'exercice précédent. Le bénéfice net a augmenté pour PE États-Unis et il a diminué pour BMO Marchés des capitaux, PE Canada et BMO Gestion de patrimoine. Sur une base comptable, les Services d'entreprise ont comptabilisé une perte nette comparativement à un bénéfice net pour l'exercice précédent, en raison surtout des éléments précités, et sur une base ajustée, les Services d'entreprise ont inscrit une hausse de la perte nette.

Pour de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR que renferme la présente section qui traite du bénéfice net, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Revenus

Comparaison du deuxième trimestre de 2023 et du deuxième trimestre de 2022

Les revenus comptables se sont élevés à 8 440 millions de dollars, comparativement à 9 318 millions pour l'exercice précédent. Les revenus comptables, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 7 849 millions, comparativement à 10 126 millions pour l'exercice précédent, en baisse de 2 277 millions, ou de 22 %, et les revenus nets ajustés se sont situés à 7 856 millions, comparativement à 6 563 millions, en hausse de 1 293 millions, ou de 20 %. Les revenus nets ajustés du trimestre à l'étude ne tiennent pas compte de charges d'intérêts liées à une provision juridique. Les chiffres de l'exercice précédent ne tiennent pas compte de revenus liés aux mesures de gestion de la juste valeur ni de l'incidence des dessaisissements. Le raffermissement du dollar américain a eu pour effet de faire croître les revenus nets comptables et ajustés de 3 %. Bank of the West a contribué aux revenus à hauteur de 1 072 millions.

La diminution des résultats comptables reflète essentiellement les éléments précités. Sur une base ajustée, les revenus inscrits par PE États-Unis ont grimpé, principalement en raison de l'inclusion de Bank of the West et de la hausse des revenus nets d'intérêts reflétant l'élargissement des marges et l'augmentation des soldes des prêts, facteurs en partie compensés par la diminution des revenus autres que d'intérêts, les revenus inscrits par PE Canada se sont accrues en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts reflétant la croissance des soldes et l'élargissement des marges, facteurs en partie contrés par la baisse des revenus autres que d'intérêts, et les revenus de BMO Gestion de patrimoine ont progressé du fait de l'inclusion de Bank of the West, en partie contrebalancée par l'incidence de la faiblesse des marchés à l'échelle mondiale. Les revenus de BMO Marchés des capitaux sont demeurés relativement stables par rapport à l'exercice précédent. Les revenus des Services d'entreprise ont reculé sur une base comptable et sur une base ajustée.

Les revenus nets d'intérêts comptables se sont établis à 4 814 millions de dollars, en hausse de 912 millions, ou de 23 %, tandis que les revenus nets d'intérêts ajustés se sont chiffrés à 4 821 millions, en hausse de 1 041 millions, ou de 28 %. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte de charges d'intérêts de 7 millions liées à la provision pour frais juridiques pour le trimestre considéré et de revenus de 122 millions découlant de l'incidence des mesures de gestion de la juste valeur pour l'exercice précédent. Les revenus nets d'intérêts non liés à la négociation ajustés se sont élevés à 4 579 millions, en hausse de 1 206 millions, ou 36 %, du fait de l'inclusion de Bank of the West et de la désactualisation des ajustements nets au titre de la juste valeur connexe, et des augmentations pour nos Services bancaires PE attribuables à la croissance des soldes et à l'élargissement des marges nettes d'intérêts, facteurs en partie contrebalancés par la baisse des revenus nets d'intérêts des Services d'entreprise et l'incidence des transactions comportant un transfert de risque. Les revenus nets d'intérêts liés à la négociation se sont situés à 242 millions, ce qui représente une baisse de 165 millions, qui a été en partie compensée par les revenus autres que d'intérêts liés à la négociation.

L'actif productif moyen s'est établi à 1 165,2 milliards de dollars, en hausse de 215,9 milliards, ou de 23 %, ce qui s'explique essentiellement par l'inclusion de Bank of the West, la croissance des prêts, l'incidence du raffermissement du dollar américain et l'accroissement des exigences en matière de liquidités pour les Services d'entreprise.

La marge nette d'intérêts comptable globale de BMO de 1,69 % est demeurée inchangée par rapport à l'exercice précédent, et la marge nette d'intérêts ajustée a grimpé de 7 points de base. La marge nette d'intérêts ajustée compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et de l'actif productif, s'est établie à 1,88 %, en hausse de 15 points de base, du fait de l'incidence de Bank of the West et de la désactualisation des ajustements au titre de la juste valeur connexe, de l'élargissement des marges pour nos Services bancaires PE, facteurs en partie contrés par la diminution de revenus nets d'intérêts et l'accroissement des actifs à faible rendement des Services d'entreprise, et de l'incidence des transactions comportant un transfert de risque.

Les revenus autres que d'intérêts comptables se sont établis à 3 626 millions de dollars, en baisse de 1 790 millions, ou de 33 %, par rapport à 5 416 millions il y a un an, et les revenus autres que d'intérêts comptables, déduction faite des SCVPI, se sont élevés à 3 035 millions, en baisse de 3 189 millions, ou de 51 %, par rapport à 6 224 millions. Les résultats reflètent l'incidence des mesures de gestion de la juste valeur précitées. Les revenus autres que d'intérêts ajustés, déduction faite des SVCPI, ont monté à 3 035 millions, en hausse de 252 millions, ou de 9 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de la hausse des revenus de négociation, des frais de service sur les dépôts et les paiements et des commissions sur les prêts.

Le montant brut des revenus d'assurance s'est établi à 726 millions de dollars, comparativement à une perte de 673 millions pour l'exercice précédent, en raison surtout des variations de la juste valeur des placements. Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance, qui sont occasionnées par les fluctuations des taux d'intérêt et des marchés boursiers. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont essentiellement des actifs à revenu fixe et des actifs sous forme de titres de participation qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. L'incidence de ces variations de la juste valeur est en grande partie contrebalancée par les variations des passifs au titre des indemnités, qui sont prises en compte dans la section Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

Comparaison du deuxième trimestre de 2023 et du premier trimestre de 2023

Les revenus comptables ont augmenté de 1 970 millions de dollars, ou de 30 %, comparativement à 6 470 millions pour le trimestre précédent. Les revenus comptables, déduction faite des SCVPI, ont crû de 2 572 millions, ou de 49 %, en raison de l'incidence des mesures de gestion de la juste valeur du trimestre précédent. Les revenus nets ajustés ont augmenté de 562 millions, ou de 8 %. Les résultats ont subi l'incidence des trois jours de moins qu'a comptés le trimestre considéré. Les revenus nets comptables inscrits par PE États-Unis et par BMO Gestion de patrimoine ont grimpé, principalement en raison de l'inclusion de Bank of the West. Les revenus ont reculé pour PE Canada en raison de la baisse des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts, et ils ont baissé pour BMO Marchés des capitaux, principalement en raison de la baisse des revenus du secteur Marchés mondiaux. Sur une base comptable, les revenus inscrits par les Services d'entreprise ont augmenté par rapport au trimestre précédent, et ils ont reculé sur une base ajustée.

Les revenus nets d'intérêts comptables ont progressé de 793 millions de dollars, ou de 20 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement des mesures de gestion de la juste valeur au trimestre précédent. Les revenus nets d'intérêts ajustés ont progressé de 411 millions de dollars, ou de 9 %, en raison de l'inclusion de Bank of the West et de la désactualisation des ajustements au titre de la juste valeur connexe, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des revenus nets d'intérêts pour les Services d'entreprise et les trois jours de moins qu'a comptés le trimestre considéré. Les revenus nets d'intérêts liés à la négociation ont diminué de 43 millions, ou de 15 %, par rapport au trimestre précédent.

L'actif productif moyen a augmenté de 86,2 milliards de dollars, ou de 8 %, ce qui s'explique essentiellement par l'inclusion de Bank of the West, en partie contrebalancée par une baisse des soldes d'équivalents de trésorerie.

La marge nette d'intérêts comptable globale de BMO s'est élargie de 21 points de base, en raison surtout de l'inclusion de Bank of the West et de la désactualisation des ajustements au titre de la juste valeur connexe, et des éléments d'ajustement précités, et la marge nette d'intérêts ajustée s'est accrue de 8 points de base. La marge nette d'intérêts ajustée compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et de l'actif productif, s'est élargie de 9 points de base, du fait surtout de l'incidence de Bank of the West, en partie contrée par la diminution des revenus nets d'intérêts des Services d'entreprise.

Les revenus autres que d'intérêts comptables ont monté de 1 177 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, et les revenus autres que d'intérêts comptables, déduction faite des SCVPI, ont augmenté de 1 779 millions, ce qui reflète principalement l'incidence des éléments d'ajustements précités. Les revenus autres que d'intérêts ajustés, déduction faite des SCVPI, ont augmenté de 151 millions, ou de 5 %, par rapport au trimestre précédent, du fait principalement de la hausse des revenus tirés des frais de service liés aux dépôts et aux ordres de paiement, des revenus de commissions de prise ferme et de consultation, des revenus des frais de service de cartes, et des revenus tirés des frais de gestion de placements et de garde de titres, facteurs en partie contrés par le recul des profits sur titres, autres que de négociation.

Le montant brut des revenus d'assurance a diminué de 605 millions de dollars en regard du trimestre précédent, en raison principalement des variations de la juste valeur des placements. La baisse des revenus d'assurance a été en grande partie contrebalancée par les variations des SCVPI, tel qu'il est indiqué à la section Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

Comparaison du premier semestre de 2023 et du premier semestre de 2022

Le total des revenus comptables s'est établi à 14 910 millions de dollars, comparativement à 17 041 millions l'exercice précédent, et les revenus comptables, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 13 126 millions, comparativement à 17 768 millions. Les revenus ajustés se sont élevés à 16 934 millions, en hausse de 3 989 millions, ou de 31 %, par rapport à l'an dernier, et les revenus ajustés, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 15 150 millions, en hausse de 1 478 millions, ou de 11 %.

Le recul des revenus comptables reflète l'incidence des mesures de gestion de la juste valeur dont il a été question ci-dessus. Sur une base ajustée, les revenus inscrits par PE États-Unis ont grimpé, principalement en raison de l'inclusion de Bank of the West et de la hausse des revenus nets d'intérêts reflétant l'élargissement des marges et l'augmentation des soldes des prêts, facteurs en partie compensés par la diminution des revenus autres que d'intérêts, et les revenus inscrits par PE Canada se sont accrues en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts reflétant la croissance des soldes et l'élargissement des marges, facteurs en partie contrés par la baisse des revenus autres que d'intérêts. Les revenus de BMO Gestion de patrimoine ont progressé du fait principalement de l'inclusion de Bank of the West dans Gestion d'actifs et de patrimoine, en partie contrebalancée par l'incidence de la faiblesse des marchés à l'échelle mondiale et l'augmentation des revenus d'assurance. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont diminué. Les revenus des Services d'entreprise ont reculé sur une base comptable et sur une base ajustée.

Les revenus nets d'intérêts comptables se sont établis à 8 835 millions de dollars, en hausse de 914 millions, ou de 12 %, tandis que les revenus nets d'intérêts ajustés se sont chiffrés à 9 231 millions, en hausse de 1 477 millions, ou de 19 %. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte de charges d'intérêts de 13 millions liées à une provision pour frais juridiques et d'une perte de 383 millions liée aux mesures de gestion de la juste valeur pour l'exercice considéré. Les revenus nets d'intérêts non liés à la négociation ajustés se sont établis à 8 704 millions, en hausse de 1 921 millions, ou 28 %, pour tous les groupes d'exploitation, et ils reflètent la forte croissance des soldes, l'élargissement des marges nettes

d'intérêts et l'inclusion de Bank of the West et de la désactualisation des ajustements au titre de la juste valeur connexe, facteurs en partie contrebalancés par l'incidence des transactions comportant un transfert de risque et par la baisse des revenus nets d'intérêts des Services d'entreprise. Les revenus nets d'intérêts liés à la négociation se sont situés à 527 millions, ce qui représente une baisse de 444 millions qui a été en partie compensée par les revenus autres que d'intérêts liés à la négociation.

L'actif productif moyen s'est établi à 1 121,4 milliards de dollars, en hausse de 160,2 milliards, ou de 17 %, ce qui s'explique essentiellement par la croissance des prêts, l'inclusion de Bank of the West, l'incidence du raffermissement du dollar américain et l'accroissement des exigences en matière de liquidités pour les Services d'entreprise.

La marge nette d'intérêts comptable globale de BMO établie à 1,59 %, a fléchi de 7 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'incidence des mesures de gestion de la juste valeur et de la diminution des revenus nets d'intérêts liés à la négociation. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 3 points de base par rapport à l'exercice précédent. La marge nette d'intérêts ajustée compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et de l'actif productif, s'est établie à 1,83 %, en hausse de 13 points de base, du fait essentiellement de l'élargissement des marges pour nos Services bancaires PE et de l'incidence de Bank of the West et de la désactualisation des ajustements au titre de la juste valeur connexe, facteurs en partie contrés par la diminution de revenus nets d'intérêts et l'accroissement des actifs à faible rendement des Services d'entreprise, et de l'incidence des transactions comportant un transfert de risque.

Les revenus autres que d'intérêts comptables se sont établis à 6 075 millions de dollars, en baisse de 3 045 millions, ou de 33 %, par rapport à 9 120 millions il y a un an, et les revenus autres que d'intérêts comptables, déduction faite des SCVPI, se sont élevés à 4 291 millions, en baisse de 5 556 millions, ou de 56 %, par rapport à 9 847 millions. Les résultats reflètent l'incidence des mesures de gestion de la juste valeur précitées. Les revenus autres que d'intérêts ajustés, déduction faite des SCVPI, se sont élevés à 5 919 millions, demeurant inchangés par rapport à il y a un an, la hausse des revenus de négociation et l'incidence de Bank of the West ayant été contrebalancées par la diminution des revenus de commissions de prise ferme et de consultation et le recul des profits sur titres, autres que de négociation.

Les revenus nets d'intérêts et les revenus autres que d'intérêts sont expliqués en détail dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Le montant brut des revenus d'assurance s'est établi à 2 057 millions de dollars, comparativement à une perte de 481 millions pour l'exercice précédent, en raison surtout des variations de la juste valeur des placements. L'augmentation des revenus d'assurance a été en grande partie contrebalancée par les variations des SCVPI, tel qu'il est indiqué à la section Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

Pour de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR, et sur les résultats présentés sur la base des revenus nets que renferme la présente section qui traite des revenus, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Variation des revenus nets d'intérêts, de l'actif productif moyen et de la marge nette d'intérêts ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Revenus nets d'intérêts (teb) 2)			Actif productif moyen 3)			Marge nette d'intérêts (en points de base)		
	T2-2023	T1-2023	T2-2022	T2-2023	T1-2023	T2-2022	T2-2023	T1-2023	T2-2022
PE Canada	1 983	2 030	1 763	301 268	298 149	272 231	270	270	266
PE États-Unis	2 156	1 489	1 141	223 100	150 527	133 774	396	392	350
Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)	4 139	3 519	2 904	524 368	448 676	406 005	324	311	293
Tous les autres groupes d'exploitation et Services d'entreprise 4)	675	502	998	640 840	630 287	543 274	s. o.	s. o.	s. o.
Total comptable	4 814	4 021	3 902	1 165 208	1 078 963	949 279	169	148	169
Total ajusté	4 821	4 410	3 780	1 165 208	1 078 963	949 279	170	162	163
Revenus nets d'intérêts liés à la négociation et actifs productifs	242	285	407	164 956	162 347	149 747	s. o.	s. o.	s. o.
Total comptable compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et des actifs productifs	4 572	3 736	3 495	1 000 252	916 616	799 532	188	162	179
Total ajusté compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et des actifs productifs	4 579	4 125	3 373	1 000 252	916 616	799 532	188	179	173
PE États-Unis (en millions de dollars américains)	1 589	1 109	900	164 475	112 109	105 628	396	392	350

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Revenus nets d'intérêts (bic) 2)		Actif productif moyen 3)		Marge nette d'intérêts (en points de base)	
	Cumul 2023	Cumul 2022	Cumul 2023	Cumul 2022	Cumul 2023	Cumul 2022
PE Canada	4 013	3 550	299 682	268 435	270	267
PE États-Unis	3 645	2 297	186 212	132 654	395	349
Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)	7 658	5 847	485 894	401 089	318	294
Tous les autres groupes d'exploitation et Services d'entreprise 4)	1 177	2 074	635 477	560 088	s. o.	s. o.
Total comptable	8 835	7 921	1 121 371	961 177	159	166
Total ajusté	9 231	7 754	1 121 371	961 177	166	163
Revenus nets d'intérêts liés à la négociation et actifs de négociation	527	971	163 630	157 965	s. o.	s. o.
Total comptable compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et des actifs de négociation	8 308	6 950	957 741	803 212	175	175
Total ajusté compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et des actifs de négociation	8 704	6 783	957 741	803 212	183	170
PE États-Unis (en millions de dollars américains)	2 698	1 810	137 858	104 559	395	349

1) Les résultats et les ratios ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Les revenus des groupes d'exploitation sont présentés selon une base d'imposition comparable (bic) dans les revenus nets d'intérêts. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Méthode de présentation des résultats des groupes d'exploitation de BMO.

3) L'actif productif moyen représente le solde moyen quotidien des dépôts auprès de banques centrales, des dépôts à d'autres banques, des titres pris en pension ou empruntés, des titres et des prêts, pour une période de un an.

4) Pour de plus amples renseignements sur les revenus d'intérêts de ces autres groupes d'exploitation et des Services d'entreprise, il y a lieu de se reporter à la section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

s. o. – sans objet

Total des dotations à la provision pour pertes sur créances

Comparaison du deuxième trimestre de 2023 et du deuxième trimestre de 2022

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances comptables s'est chiffré à 1 023 millions de dollars et le total des dotations à la provision pour pertes sur créances ajustées s'est établi à 318 millions, comparativement à une dotation à la provision comptable et ajustée de 50 millions pour l'exercice précédent. Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances exprimé en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établi à 65 points de base sur une base comptable et à 20 points de base sur une base ajustée, comparativement à 4 points de base sur une base comptable et sur une base ajustée pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances ajustée ne tient pas compte de la dotation initiale à la provision sur le portefeuille de prêts productifs acquis de Bank of the West de 705 millions.

La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 243 millions de dollars, en hausse de 123 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la hausse des dotations enregistrées pour les Services bancaires Particuliers et entreprises de nos Services bancaires PE. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établie à 16 points de base, contre 10 points de base un an plus tôt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 780 millions de dollars sur une base comptable et à 75 millions sur une base ajustée, comparativement à un recouvrement de 70 millions sur une base comptable et sur une base ajustée pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts productifs de 780 millions pour le trimestre à l'étude comprend la dotation initiale à la provision sur le portefeuille de prêts productifs acquis de Bank of the West mentionnée ci-dessus. Sur une base ajustée, la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 75 millions pour le trimestre à l'étude reflète la migration du crédit du portefeuille, les changements apportés à un modèle et l'incertitude économique, facteurs contrebalancés par une légère amélioration des variables macroéconomiques, y compris l'avantage continu découlant des transactions comportant un transfert de risque. Le recouvrement de pertes sur créances de 70 millions pour l'exercice précédent reflétait essentiellement la diminution de l'incertitude résultant de l'amélioration du contexte pandémique, l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille et les changements apportés à un modèle, facteurs partiellement compensés par la détérioration des perspectives économiques, la pondération accrue des scénarios défavorables et la croissance du portefeuille.

Comparaison du deuxième trimestre de 2023 et du premier trimestre de 2023

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances comptables a augmenté de 806 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, et la dotation à la provision ajustée a augmenté de 101 millions. Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances exprimé en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établi à 65 points de base sur une base comptable et à 20 points de base sur une base ajustée, comparativement à 15 points de base sur une base comptable et sur une base ajustée pour le trimestre précédent. La dotation à la provision ajustée ne tient pas compte de l'élément susmentionné.

La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 47 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des dotations enregistrées pour les Services bancaires Particuliers et entreprises, en partie contrebalancée par la baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances des Services bancaires aux grandes entreprises de nos Services bancaires PE. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établie à 16 points de base, comparativement à 14 points de base pour le trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 780 millions de dollars sur une base comptable et à 75 millions sur une base ajustée, comparativement à une dotation à la provision sur une base comptable et sur une base ajustée de 21 millions pour le trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts productifs de 780 millions pour le trimestre à l'étude comprend la dotation initiale à la provision sur le portefeuille de prêts productifs acquis de Bank of the West, mentionnée ci-dessus. Sur une base ajustée, la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 75 millions pour le trimestre à l'étude reflète les éléments dont il a été question ci-dessus. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 21 millions pour le trimestre précédent reflète l'incertitude économique et la croissance de certains portefeuilles, en grande partie contrebalancées par l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille, et les avantages découlant des transactions comportant un transfert de risque.

Comparaison du premier semestre de 2023 et du premier semestre de 2022

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances comptables s'est chiffré à 1 240 millions de dollars et le total des dotations à la provision pour pertes sur créances ajustées s'est établi à 535 millions, comparativement à un recouvrement de pertes sur créances comptable et ajusté de 49 millions pour l'exercice précédent. Le ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 42 points de base sur une base comptable et à 18 points de base sur une base ajustée, comparativement à un ratio du recouvrement des pertes sur créances de 2 points de base sur une base comptable et sur une base ajustée pour l'exercice précédent. Sur une base ajustée, la dotation à la provision pour pertes sur créances ne tient pas compte de l'élément susmentionné.

La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 439 millions de dollars, en hausse de 233 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la hausse des dotations enregistrées pour les Services bancaires Particuliers et entreprises de nos Services bancaires PE. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 15 points de base, comparativement à 8 points de base pour l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 801 millions de dollars sur une base comptable et à 96 millions sur une base ajustée, comparativement à un recouvrement de 255 millions sur une base comptable et sur une base ajustée pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts productifs de 801 millions pour le trimestre à l'étude comprend la dotation initiale à la provision mentionnée ci-dessus. Sur une base ajustée, la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 96 millions pour l'exercice à l'étude reflète l'incertitude économique, la migration du crédit du portefeuille et la croissance de certains portefeuilles, facteurs en partie contrés par une légère amélioration des variables macroéconomiques et les avantages découlant des transactions comportant un transfert de risque. Le recouvrement de l'exercice précédent reflète essentiellement une diminution de l'incertitude résultant de l'amélioration du contexte pandémique et l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille, facteurs en partie contrebalancés par une détérioration des perspectives économiques, l'adoption d'une pondération accrue des scénarios défavorables et la croissance du portefeuille.

Pour de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR que renferme la présente section qui traite du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque
T2-2023							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	173	66	239	1	-	3	243
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts productifs	55	3	58	3	17	702	780
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	228	69	297	4	17	705	1 023
Dotation initiale à la provision pour pertes sur créances sur le portefeuille de prêts productifs acquis 1)	-	-	-	-	-	(705)	(705)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances ajustées 1) 2)	228	69	297	4	17	-	318
T1-2023							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	154	48	202	1	(3)	(4)	196
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	10	14	24	5	(7)	(1)	21
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	164	62	226	6	(10)	(5)	217
T2-2022							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	86	35	121	-	1	(2)	120
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(32)	(74)	(106)	1	32	3	(70)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	54	(39)	15	1	33	1	50
Cumul 2023							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	327	114	441	2	(3)	(1)	439
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	65	17	82	8	10	701	801
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	392	131	523	10	7	700	1 240
Dotation initiale à la provision pour pertes sur créances sur le portefeuille de prêts productifs acquis 1)	-	-	-	-	-	(705)	(705)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances ajustées 1) 2)	392	131	523	10	7	(5)	535
Cumul 2022							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	186	38	224	-	(15)	(3)	206
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(108)	(151)	(259)	5	(3)	2	(255)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	78	(113)	(35)	5	(18)	(1)	(49)

1) Le bénéfice net comptable tient compte d'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 705 millions de dollars découlant du portefeuille de prêts productifs acquis de Bank of the West.

2) Les résultats ajustés excluent certaines composantes des résultats comptables et ils servent à calculer nos mesures ajustées, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessus. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles. Les revenus, déduction faite des SCVPI, et les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières, et, pour obtenir des informations sur la composition des montants non conformes aux PCGR, ainsi que sur les mesures financières supplémentaires, il y a lieu de se reporter au Glossaire de termes financiers.

Ratios de rendement des dotations à la provision pour pertes sur créances

	T2-2023	T1-2023	T2-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
Ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts (annualisé) (%)	0,65	0,15	0,04	0,42	(0,02)
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé) (%)	0,16	0,14	0,10	0,15	0,08

Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) s'est élevé à 2 658 millions de dollars, comparativement à 2 123 millions pour l'exercice précédent, les plus importantes augmentations des prêts douteux étant attribuables au secteur du commerce de détail, au secteur immobilier commercial, au secteur de la fabrication et au secteur de la construction. Le SBPD a augmenté de 631 millions par rapport à 2 027 millions pour le trimestre précédent, y compris les prêts douteux acquis de 415 millions liés à Bank of the West au cours du trimestre à l'étude.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau ci-après. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 843 millions de dollars, comparativement à 333 millions un an plus tôt et à 521 millions pour le trimestre précédent.

Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) et acceptations douteuses

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2023	T1-2023	T2-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
SBPD à l'ouverture de la période	2 027	1 991	2 219	1 991	2 169
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	843	521	333	1 364	795
Acquisition de prêts douteux au cours de la période	415	-	-	415	-
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(101)	(140)	(132)	(241)	(266)
Remboursements, montant net	(397)	(185)	(221)	(582)	(447)
Montants sortis du bilan	(151)	(141)	(74)	(292)	(152)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-	-	-
Cessions de prêts	-	-	(11)	-	(11)
Fluctuations des cours de change et autres variations	22	(19)	9	3	35
SBPD à la clôture de la période	2 658	2 027	2 123	2 658	2 123
Ratio du SBPD au solde brut des prêts et acceptations (%)	0,41	0,36	0,41	0,41	0,41

Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) se sont établis à 591 millions de dollars pour le trimestre à l'étude en hausse de 1 399 millions par rapport à l'exercice précédent. Les résultats ont augmenté en raison surtout des variations de la juste valeur des passifs au titre des indemnités. Les SCVPI ont diminué de 602 millions par rapport au trimestre précédent, du fait des variations de la juste valeur des passifs au titre des indemnités. Ces variations ont été contrebalancées en grande partie par les revenus d'assurance.

Charges autres que d'intérêts

Comparaison du deuxième trimestre de 2023 et du deuxième trimestre de 2022

Les charges autres que d'intérêts comptables se sont établies à 5 573 millions de dollars, comparativement à 3 713 millions à l'exercice précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont situées à 4 731 millions, en hausse de 1 081 millions, ou de 30 %. Bank of the West a contribué aux charges autres que d'intérêts à hauteur de 1 581 millions sur une base comptable, et de 755 millions sur une base ajustée. Le raffermissement du dollar américain a eu pour effet de faire croître les charges autres que d'intérêts d'environ 4 % sur une base comptable et de 3 % sur une base ajustée. Les charges autres que d'intérêts ajustées ne tiennent pas compte de l'incidence des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions tant pour l'exercice à l'étude que pour l'exercice précédent, ni des coûts liés aux dessaisissements de l'exercice précédent.

L'augmentation des charges comptables reflète la hausse des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Les charges comptables et ajustées ont monté en raison de l'incidence de Bank of the West, ainsi que de l'accroissement des charges sous-jacentes dans la plupart des catégories, y compris l'incidence des investissements dans l'équipe de vente et la technologie au cours de l'exercice précédent, ainsi que de la hausse des provisions pour frais juridiques.

Le ratio d'efficacité brut comptable s'est établi à 66,0 %, comparativement à 39,9 % à l'exercice précédent. Sur la base des revenus nets¹⁾, le ratio d'efficacité comptable s'est établi à 71,0 %, comparativement à 36,7 % pour l'exercice précédent et le ratio d'efficacité ajusté s'est chiffré à 60,2 %, comparativement à 55,6 % un an plus tôt. Le levier d'exploitation brut comptable a été de -59,4 %. Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation comptable a été de -72,5 % et le levier d'exploitation net ajusté s'est établi à -9,8 %.

1) Ce ratio est calculé à partir des revenus nets et des charges autres que d'intérêts. Pour obtenir plus de renseignements sur les revenus, il y a lieu de se reporter à la section Revenus.

Comparaison du deuxième trimestre de 2023 et du premier trimestre de 2023

Les charges autres que d'intérêts comptables ont augmenté de 1 152 millions de dollars, ou de 26 %, par rapport au trimestre précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées ont grimpé de 559 millions, ou de 13 %. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte des éléments susmentionnés.

L'augmentation des charges autres que d'intérêts comptables reflète la hausse des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Par ailleurs, les charges autres que d'intérêts ajustées et comptables reflètent l'incidence de Bank of the West, en partie contrée par la baisse des charges sous-jacentes, laquelle découle essentiellement de la charge de rémunération fondée sur des actions qui est passée en charges au premier trimestre de chaque exercice et du caractère saisonnier des prestations, ainsi que l'incidence des trois jours de moins qu'a comptés le trimestre à l'étude.

Le ratio d'efficacité brut comptable s'est établi à 66,0 %, comparativement à 68,3 % pour le trimestre précédent. Sur la base des revenus nets, le ratio d'efficacité comptable s'est situé à 71,0 %, contre 83,8 % au trimestre précédent et le ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 60,2 %, comparativement à 57,2 % au trimestre précédent. Sur la base des revenus nets, le ratio de levier d'exploitation comptable s'est établi à - 72,5 %, comparativement à - 46,0 % au trimestre précédent, et le levier d'exploitation net ajusté s'est établi à - 9,8 %, comparativement à - 6,4 %.

Comparaison du premier semestre de 2023 et du premier semestre de 2022

Les charges autres que d'intérêts comptables se sont établies à 9 994 millions de dollars, en hausse de 2 435 millions, ou de 32 %, par rapport à l'exercice précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont chiffrées à 8 903 millions, en hausse de 1 424 millions, ou de 19 %. Le raffermissement du dollar américain a eu pour effet de faire croître les charges autres que d'intérêts d'environ 3 % sur une base comptable et sur une base ajustée. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte des éléments susmentionnés.

L'augmentation des charges autres que d'intérêts comptables reflète principalement la hausse des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Les charges autres que d'intérêts comptables et ajustées ont monté en raison de l'inclusion de Bank of the West, et elles reflètent l'accroissement des charges sous-jacentes dans la plupart des catégories, y compris l'incidence des investissements dans l'équipe de vente et la technologie au cours de l'exercice précédent, ainsi que la hausse des provisions pour frais juridiques.

Le ratio d'efficacité comptable s'est établi à 67,0 %, comparativement à 44,4 % pour l'exercice précédent, et il s'est situé à 76,1 % sur la base des revenus nets, comparativement à 42,5 %, l'an dernier. Le ratio d'efficacité ajusté, sur la base des revenus nets, s'est établi à 58,8 %, comparativement à 54,7 %, il y a un an.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Pour de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Charge d'impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat s'est établie à 194 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 1 413 millions par rapport au deuxième trimestre de 2022 et de 198 millions par rapport au premier trimestre de 2023. Le taux d'impôt effectif a été de 15,5 % pour le trimestre à l'étude, comparativement à 25,2 % pour le deuxième trimestre de 2022 et à 61,4 % pour le premier trimestre de 2023.

La charge d'impôts sur le résultat s'est élevée à 591 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 85 millions par rapport au deuxième trimestre de 2022 et de 42 millions par rapport au premier trimestre de 2023. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 21,1 % pour le trimestre à l'étude, contre 23,6 % pour le deuxième trimestre de 2022 et 21,8 % pour le premier trimestre de 2023. La variation du taux d'impôt effectif comptable pour le trimestre à l'étude en regard de celui du deuxième trimestre de 2022 et du premier trimestre de 2023 est principalement attribuable à l'incidence de la hausse du bénéfice avant impôts de l'exercice précédent et de la charge d'impôt ponctuelle de 371 millions au trimestre précédent en lien avec le dividende pour la relance du Canada, et à l'incidence de l'augmentation de 1,5 % du taux d'impôt calculée proportionnellement sur l'année d'imposition 2022, déduction faite de la réévaluation connexe du montant net de notre actif d'impôt différé. La variation du taux d'impôt effectif ajusté pour le trimestre à l'étude en regard de celui du deuxième trimestre de 2022 et du premier trimestre de 2023 est principalement attribuable à la composition des résultats.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des impôts sur le résultat à la note 10 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Pour de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR que renferme la présente section qui traite de la charge d'impôts sur le résultat, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Bilan

(en millions de dollars canadiens)

Au 30 avril 2023

Au 31 octobre 2022

Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie et dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	73 770	93 200
Valeurs mobilières	315 956	273 262
Titres pris en pension ou empruntés	118 575	113 194
Solde net des prêts et acceptations	645 366	564 574
Instruments dérivés	31 960	48 160
Autres actifs	65 264	46 809
Total des actifs	1 250 891	1 139 199
Passifs et capitaux propres		
Dépôts	875 443	769 478
Instruments dérivés	41 802	59 956
Titres mis en pension ou prêtés	105 179	103 963
Autres passifs	144 187	126 614
Dette subordonnée	8 195	8 150
Capitaux propres	76 066	71 038
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	19	-
Total des passifs et des capitaux propres	1 250 891	1 139 199

Au 30 avril 2023, le total des actifs atteignait 1 250,9 milliards de dollars, en hausse de 111,7 milliards en regard du 31 octobre 2022.

L'affaiblissement du dollar américain a conduit à une diminution des actifs de 3,3 milliards, compte non tenu de son incidence sur les actifs financiers dérivés.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques ont reculé de 19,4 milliards de dollars, en raison principalement de la baisse des soldes détenus auprès des banques centrales suivant la clôture de l'acquisition de Bank of the West le 1^{er} février 2023 ainsi que des soldes moins élevés de BMO Marchés des capitaux.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 42,7 milliards de dollars, principalement du fait de l'inclusion de Bank of the West et des activités des clients de BMO Marchés des capitaux, facteurs qui ont été en partie compensés par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Les titres pris en pension ou empruntés ont augmenté de 5,4 milliards de dollars, en raison des activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux.

Le solde net des prêts et acceptations a augmenté de 80,8 milliards de dollars. En date du 30 avril 2023, l'apport de Bank of the West dans le solde net des prêts et acceptations s'est chiffré à 78,5 milliards. Les prêts et acceptations aux entreprises et aux administrations publiques ont progressé de 24,5 milliards, ce qui reflète l'incidence de l'acquisition de Bank of the West et de la croissance enregistrée par PE Canada, BMO Marchés des capitaux et BMO Gestion de patrimoine, facteurs en partie compensés par la baisse des soldes dans la monnaie d'origine de PE États-Unis et l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Les prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers ont augmenté de 18,3 milliards en raison de l'inclusion de l'acquisition de Bank of the West, ce qui a été contré en partie par la baisse des soldes dans le cas de nos Services bancaires PE. Les prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation ont augmenté de 19,5 milliards, essentiellement du fait de l'inclusion de Bank of the West. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont augmenté de 17,9 milliards du fait principalement de l'incidence de Bank of the West et de la croissance enregistrée par nos Services bancaires PE. Les soldes de cartes de crédit ont monté de 1,4 milliard, en raison de la croissance enregistrée par PE Canada et de l'inclusion de Bank of the West.

Les actifs financiers dérivés ont reculé de 16,2 milliards de dollars, surtout en raison de la diminution de la valeur des instruments dérivés de négociation du fait des activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux, ainsi que de la baisse de la juste valeur des contrats de change, des contrats sur produits de base, des contrats sur taux d'intérêt et sur titres de participation.

Les autres actifs ont augmenté de 18,5 milliards de dollars en raison de l'inclusion de Bank of the West, attribuable surtout à l'écart d'acquisition et aux immobilisations incorporelles.

Les passifs ont augmenté de 106,6 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2022. La dépréciation du dollar américain a contribué à la baisse des passifs de l'ordre de 3,2 milliards, compte non tenu de son incidence sur les passifs financiers dérivés.

Les dépôts ont augmenté de 106,0 milliards de dollars. En date du 30 avril 2023, l'apport de Bank of the West dans les dépôts s'est chiffré à 87,0 milliards, dont une tranche de 84,5 milliards dans les dépôts des clients. La croissance des soldes de dépôts sous-jacents est attribuable à la hausse du financement de gros pour financer avant tout les activités menées par les clients des Marchés mondiaux et pour satisfaire les besoins en financement structurel ainsi qu'à la croissance des dépôts des clients de PE Canada, ce qui a été contré en partie par une baisse des dépôts des clients dans la monnaie d'origine de PE États-Unis, de BMO Marchés des capitaux et de BMO Gestion de patrimoine, ainsi que par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Les passifs financiers dérivés ont diminué de 18,2 milliards de dollars, surtout en raison de la diminution de la valeur des instruments dérivés de négociation du fait des activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux, reflet de la baisse de la juste valeur des contrats de change, des contrats sur taux d'intérêt, sur titres de participation et sur produits de base.

Les titres mis en pension ou prêtés ont augmenté de 1,2 milliard de dollars, en raison des activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux, en partie compensées par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Les autres passifs ont augmenté de 17,6 milliards de dollars du fait de la hausse des avances de la Federal Home Loan Bank, incluant l'incidence de Bank of the West, de l'augmentation des titres vendus à découvert imputable aux activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux et de la hausse des passifs liés à l'assurance, en partie compensées par la baisse des acceptations découlant des niveaux plus faibles des acceptations émises sur le marché.

La dette subordonnée est demeurée relativement inchangée.

Les capitaux propres ont augmenté de 5,0 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2022, du fait surtout des émissions d'actions ordinaires et privilégiées et de la hausse du cumul des autres éléments du résultat global, compensées en partie par la baisse des résultats non distribués. Les actions ordinaires ont progressé de 4,3 milliards du fait de l'émission d'actions au cours du premier trimestre de 2023 et de celle survenue aux termes du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions. Les actions privilégiées et les autres instruments de capitaux propres ont augmenté de 0,7 milliard, reflet d'une émission au cours du premier trimestre de 2023. Le cumul des autres éléments du résultat global a augmenté de 1,0 milliard, car les profits sur les couvertures de flux de trésorerie attribuables aux taux à moyen et à long terme plus bas ont été compensés en partie par des pertes sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur. Les résultats non distribués ont reculé de 974 millions de dollars en raison des dividendes et des distributions sur les autres instruments de capitaux propres, ce qui a été en partie contré par le bénéfice net gagné pendant l'exercice considéré.

Les obligations contractuelles par année d'échéance sont décrites dans le tableau des échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan de la section Gestion des risques.

Gestion du capital

BMO continue de gérer son capital conformément au cadre décrit à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2022.

Analyse des fonds propres réglementaires du deuxième trimestre de 2023

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 12,2 % au 30 avril 2023, en baisse par rapport aux 18,2 % enregistrés à la fin du premier trimestre de 2023, en raison essentiellement de l'acquisition de Bank of the West.

Les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires se situaient à 51,4 milliards de dollars au 30 avril 2023, en baisse par rapport à 63,1 milliards au 31 janvier 2023, du fait principalement d'une déduction plus élevée des fonds au titre de l'écart d'acquisition et des immobilisations incorporelles afférents à Bank of the West, ce qui a été contré en partie par l'augmentation du cumul des autres éléments du résultat global attribuable surtout aux fluctuations des cours de change, la génération interne de fonds et les actions ordinaires émises aux termes du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires. Pour de plus amples renseignements sur l'acquisition de Bank of the West, il y a lieu de se reporter à la section Faits marquants et à la note 12 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Dans le cadre du calcul des ratios pour les fonds propres réglementaires, il est nécessaire d'augmenter le total des actifs pondérés en fonction des risques lorsque le montant au titre du plancher de fonds propres calculé selon l'approche standard est plus élevé qu'un montant obtenu par un calcul similaire utilisant des approches internes modélisées, plus sensible au risque, le cas échéant. Le plancher de fonds propres ne s'est pas appliqué au 30 avril 2023, comparativement à un ajustement lié au niveau plancher de fonds propres de 10,8 milliards de dollars au 31 janvier 2023.

Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 420,0 milliards de dollars au 30 avril 2023, en hausse par rapport à 347,5 milliards au 31 janvier 2023. Cette hausse est surtout attribuable à l'inclusion de Bank of the West et aux fluctuations des cours de change, ce qui a été compensé en partie par la baisse des actifs pondérés en fonction des risques du fait de l'élimination de l'ajustement lié au niveau plancher de fonds propres et de la mise en œuvre des réformes de Bâle III. Les modifications apportées aux termes des réformes de Bâle III comprennent des règles révisées visant le risque de crédit et le risque opérationnel ayant pris effet le 1^{er} février 2023, ce qui s'est traduit par une baisse d'environ 8,2 milliards des actifs pondérés en fonction des risques.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres se situaient respectivement à 13,9 % et à 16,0 % au 30 avril 2023 comparativement à 20,1 % et à 22,6 % au 31 janvier 2023, en raison surtout des mêmes facteurs ayant eu une incidence sur les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires.

L'incidence des fluctuations de change sur les ratios de fonds propres a été essentiellement contrebalancée. Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains et l'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions des fonds propres libellés en dollars américains peut faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. Nous pourrions gérer l'incidence qu'ont les variations des cours de change sur nos ratios de fonds propres, et c'est ce que nous avons fait au cours du trimestre à l'étude. De telles activités pourraient également se répercuter sur notre valeur comptable et sur notre rendement des capitaux propres.

Notre ratio de levier se situait à 4,2 % au 30 avril 2023, en baisse par rapport à 5,9 % à la fin du premier trimestre de 2023, ce qui s'explique essentiellement par l'acquisition de Bank of the West.

Le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) fondé sur les risques et le ratio de levier TLAC de la Banque se sont établis respectivement à 27,0 % et à 8,3 % au 30 avril 2023 contre respectivement 37,2 % et 10,9 % au 31 janvier 2023.

Évolution des exigences en matière de fonds propres réglementaires

Le 8 décembre 2022, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a annoncé que le niveau de la réserve pour stabilité intérieure sera fixé à 3 % du total des actifs pondérés en fonction du risque à compter du 1^{er} février 2023. De plus, le BSIF a accru cette réserve, passant d'une fourchette de 0 % à 2,5 % à une fourchette de 0 % à 4 %.

La mise en œuvre au Canada des réformes de Bâle III afférentes aux exigences en matière de fonds propres, de levier financier, de liquidité et de communication de l'information a pris effet au deuxième trimestre de 2023. Les modifications touchant les fonds propres en vertu de ces réformes comprennent des règles révisées visant le risque de crédit et le risque opérationnel. Depuis le 1^{er} février 2023, les BISⁱ sont tenues de satisfaire à une exigence de réserve de 0,5 % pour ce qui est du ratio de levier et du ratio de levier TLAC, en plus de l'exigence minimale. Les révisions visant le risque de marché et le risque lié au rajustement de la valeur du crédit prendront effet au cours du premier trimestre de 2024.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2022 pour une analyse plus détaillée sur l'évolution des exigences en matière de réglementation.

Fonds propres réglementaires, levier et TLAC

Les exigences en matière de fonds propres réglementaires pour BMO sont déterminées selon la ligne directrice NFP et la ligne directrice Exigences de levier (EL) établies par le BSIF, en fonction des normes établies par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Les exigences relatives à la TLAC sont établies conformément à la ligne directrice TLAC du BSIF. Pour des renseignements plus détaillés à ce sujet, il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2022.

Les exigences du BSIF en matière de fonds propres, de levier et de la TLAC sont résumées dans le tableau ci-après.

(en pourcentage de l'actif moyen pondéré en fonction des risques ou de l'exposition aux fins du ratio de levier)	Exigences minimales de fonds propres, de levier et de la TLAC	Réserve de fonds propres au titre du premier pilier 1)	Réserve de fonds propres au titre du premier pilier 2)	Réserve pour stabilité intérieure 3)	Exigences minimales de fonds propres, de levier et de la TLAC, y compris les réserves de fonds propres	Ratios des fonds propres, de levier et de la TLAC de BMO au 30 avril 2023
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	3,5 %	s. o.	3,0 %	11,0 %	12,2 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	6,0 %	3,5 %	s. o.	3,0 %	12,5 %	13,9 %
Ratio du total des fonds propres	8,0 %	3,5 %	s. o.	3,0 %	14,5 %	16,0 %
Ratio TLAC	21,5 %	s. o.	s. o.	3,0 %	24,5 %	27,0 %
Ratio de levier	3,0 %	s. o.	0,5 %	s. o.	3,5 %	4,2 %
Ratio de levier TLAC	6,75 %	s. o.	0,5 %	s. o.	7,25 %	8,3 %

1) Le ratio minimal des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, qui est de 4,5 %, s'accroît des réserves de fonds propres au titre du premier pilier, qui sont de 3,5 % et qui peuvent absorber les pertes en situation de crise. Les réserves de fonds propres au titre du premier pilier, qui seront satisfaites tout comme les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, comprennent une réserve de conservation des fonds propres de 2,5 %, un supplément de fonds propres sous forme d'actions ordinaires applicable aux banques d'importance systémique intérieure (BIS) de 1,0 % et la réserve contracyclique telle qu'elle est stipulée par le BSIF (dont l'importance a été négligeable au deuxième trimestre de 2023). Si les ratios des fonds propres d'une banque tombent dans les limites de cette réserve combinée, des restrictions lui seront imposées à l'égard de ses distributions discrétionnaires à même le résultat (aux fins notamment des dividendes, des rachats d'actions et de la rémunération discrétionnaire), l'ampleur de ces restrictions variant alors selon la position des ratios de la Banque à l'intérieur des limites de la réserve.

2) Depuis le 1^{er} février 2023, les BIS sont tenues de satisfaire à une exigence de réserve de fonds propres au titre du premier pilier de 0,5 % pour ce qui est du ratio de levier et du ratio de levier TLAC.

3) Le BSIF exige des BIS qu'elles constituent une réserve pour stabilité intérieure au titre des risques associés aux vulnérabilités systémiques dont il est question dans le deuxième pilier. Cette réserve a été établie à 3,0 % au 30 avril 2023. Le BSIF a augmenté la réserve pour stabilité intérieure d'une fourchette de 0 % à 2,5 %, à 0 % à 4 %, et la réserve pour stabilité intérieure augmentera à 3,0 % à compter du 1^{er} février 2023. Une banque qui manque à ses obligations relatives à la réserve pour stabilité intérieure ne se voit pas automatiquement assujettie à des limites de distribution de fonds propres. Les banques pourraient être tenues de détenir des réserves supplémentaires pouvant s'appliquer aux ratios des fonds propres, de levier et de la TLAC.

s. o. – sans objet

Fonds propres réglementaires et TLAC ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2023	T1-2023	T4-2022
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 1)	69 108	67 956	64 730
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(17 704)	(4 841)	(3 839)
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	51 404	63 115	60 891
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 2)	6 958	6 958	6 308
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(83)	(85)	(78)
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	6 875	6 873	6 230
Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)	58 279	69 988	67 121
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 3)	9 086	8 447	8 238
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(67)	(79)	(50)
Fonds propres de catégorie 2	9 019	8 368	8 188
Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)	67 298	78 356	75 309
Autres instruments TLAC 4)	46 232	50 997	45 554
Ajustements appliqués aux autres instruments TLAC	(52)	(116)	(200)
Autres instruments TLAC disponibles après ajustements	46 180	50 881	45 354
TLAC	113 478	129 237	120 663
Actifs pondérés en fonction des risques 5)	419 994	347 454	363 997
Exposition aux fins du ratio de levier	1 371 512	1 181 914	1 189 990
Ratios des fonds propres, de levier et de la TLAC (%)			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	12,2	18,2	16,7
Ratio des fonds propres de catégorie 1	13,9	20,1	18,4
Ratio du total des fonds propres	16,0	22,6	20,7
Ratio TLAC	27,0	37,2	33,1
Ratio de levier	4,2	5,9	5,6
Ratio de levier TLAC	8,3	10,9	10,1

1) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.

2) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement.

3) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les débentures subordonnées et peuvent comprendre une partie des dotations à la provision pour pertes sur créances attendues.

4) Les autres instruments TLAC englobent la dette de premier rang non garantie admissible aux fins du régime de recapitalisation interne des banques au Canada.

5) Les institutions qui utilisent des approches internes modélisées pour le risque de crédit, le risque de contrepartie ou le risque de marché sont assujetties aux exigences en matière de plancher de fonds propres s'appliquant aux actifs pondérés en fonction des risques, tel que le prescrit la ligne directrice NFP du BSIF.

La ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) du BSIF comprend une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) selon laquelle il faut convertir en actions ordinaires des instruments des autres éléments de fonds propres de catégorie 1 et des instruments de fonds propres de catégorie 2 si le BSIF annonçait qu'une banque n'est plus viable, ou sur le point de le devenir, ou que l'administration fédérale ou une administration provinciale canadienne annonce publiquement que la banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capitaux, ou une aide équivalente, pour éviter la non-viabilité. Conformément aux principes énoncés dans la ligne directrice NFP, la méthode de conversion en actions ordinaires doit tenir compte de la hiérarchie des créances en liquidation afin de s'assurer que les détenteurs d'instruments des autres éléments de fonds propres de catégorie 1 et des instruments de fonds propres de catégorie 2 reçoivent des droits économiques qui sont plus favorables que ceux accordés aux actionnaires ordinaires existants.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires ¹⁾

Au 30 avril 2023	Nombre d'actions	Montant (en millions)
Actions ordinaires ²⁾	713 025 530	22 062 \$
Actions privilégiées de catégorie B*		
Série 27	20 000 000	500 \$
Série 29	16 000 000	400 \$
Série 31	12 000 000	300 \$
Série 33	8 000 000	200 \$
Série 44	16 000 000	400 \$
Série 46	14 000 000	350 \$
Série 50	500 000	500 \$
Série 52	650 000	650 \$
Autres instruments de capitaux propres*		
Billets subordonnés à 4,800 % aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires		500 \$ US
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 à 4,300 %		1 250 \$
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 2 à 5,625 %		750 \$
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 3 à 7,325 %		1 000 \$
Billets à moyen terme*		
Billets subordonnés à 3,803 % échéant en 2032		1 250 \$ US
Billets subordonnés à 4,338 % échéant en 2028		850 \$ US
Série J – tranche 1		1 000 \$
Série J – tranche 2		1 250 \$
Série K – tranche 1		1 000 \$
Billets subordonnés à 3,088 % échéant en 2037		1 250 \$ US
Série L – tranche 1		750 \$
Options sur actions		
Droits acquis	3 071 192	
Droits non acquis	3 722 714	

* Convertible en actions ordinaires. Les billets avec remboursement de capital à recours limité sont convertibles en actions ordinaires en vertu du recours aux actions privilégiées, série 48, aux actions privilégiées, série 49, et aux actions privilégiées, série 51 au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1, série 2 et série 3, respectivement émises en même temps que les billets avec remboursement de capital à recours limité, qui comprennent actuellement les actifs détenus dans une fiducie à recours limité.

- 1) Des détails sur les billets à moyen terme sont présentés à la note 15 des états financiers consolidés audités du Rapport annuel de BMO pour 2022. La note 5 des états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 16 des états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022, traitent en détail du capital social et des autres instruments de capitaux propres.
- 2) Le nombre d'actions ordinaires est présenté déduction faite de 169 003 actions propres.

Advenant le cas où se produirait un événement déclencheur de FPUNV, nos instruments compris dans les FPUNV seraient convertis en actions ordinaires de BMO selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (calculé selon un prix moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$, ces instruments de capital compris dans les FPUNV seraient convertis en environ 4,0 milliards d'actions ordinaires de BMO, dans l'hypothèse où il n'y aurait ni intérêts courus ni dividendes déclarés et impayés.

Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre, nous avons émis des actions ordinaires pour un montant de 435 millions de dollars dans le cadre du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions et aux termes de l'exercice d'options sur actions.

Le 31 janvier 2023, nous avons procédé à une offre publique au Canada portant sur l'émission d'actions privilégiées de catégorie B à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 52 (FPUNV) pour un montant de 650 millions de dollars.

Le 25 janvier 2023, nous avons procédé à un placement privé d'actions ordinaires pour un montant de 750 millions de dollars en faveur de BNP Paribas SA. Le 16 décembre 2022, nous avons procédé à une offre publique et à un placement privé simultané portant sur l'émission d'actions ordinaires pour un montant totalisant 2,6 milliards de dollars. Les actions ordinaires ont été émises afin de rendre la situation en matière de capital conforme aux exigences réglementaires accrues et aux fins des besoins généraux d'exploitation.

Le 1^{er} décembre 2022, nous avons émis 1 162 711 actions pour un montant de 153 millions de dollars aux fins de l'acquisition de Radicle Group Inc.

Dividendes

Le 24 mai 2023, BMO a annoncé que le Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel sur les actions ordinaires de 1,47 \$ par action, en hausse de 0,04 \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 0,08 \$, ou de 6 %, par rapport à l'exercice précédent. Le dividende doit être versé le 28 août 2023 aux actionnaires inscrits le 28 juillet 2023. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de réinvestir leurs dividendes en trésorerie dans des actions ordinaires de BMO, conformément au Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions. Jusqu'à nouvel ordre, les actions ordinaires émises par la Banque en vertu du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions seront de nouvelles actions comportant un escompte de 2 % calculé conformément aux modalités du Régime. L'escompte ne s'appliquera pas aux actions ordinaires achetées dans le volet « versements facultatifs en espèces » du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions.

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Méthode de présentation des résultats des groupes d'exploitation de BMO

BMO présente les résultats financiers de ses trois groupes d'exploitation, dont l'un comprend deux unités d'exploitation, et ils sont tous soutenus par les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations des Services d'entreprise. Les résultats des unités d'exploitation comprennent les ventilations des revenus liées à la trésorerie, les ventilations des charges autres que d'intérêts provenant des unités fonctionnelles et de l'unité Technologie et opérations (T&O), et les fonds propres imputés. L'incidence de l'acquisition est prise en compte dans nos résultats du trimestre à l'étude et du premier semestre en tant que regroupement d'entreprises, et les résultats d'exploitation sont principalement répartis entre PE États-Unis et BMO Gestion de patrimoine, selon la segmentation de la clientèle de Bank of the West et nos méthodes d'imputation, lesquelles pourraient être modifiées après la conversion.

BMO a recours à la fixation des prix de cession interne des fonds et des liquidités entre la trésorerie et les unités d'exploitation pour attribuer le coût et le crédit appropriés aux fonds afin d'établir adéquatement le prix des prêts et des dépôts et de faciliter l'évaluation de la performance en matière de rentabilité de chaque secteur d'activité. En outre, ces méthodes tiennent compte du coût des actifs liquides supplémentaires qui sont détenus afin de combler d'éventuels besoins en liquidité et de faciliter la gestion du risque de taux d'intérêt et du risque de liquidité dans le respect de notre cadre d'appétit pour le risque et des exigences réglementaires. Nous passons en revue nos méthodologies de prix de cession interne au moins une fois l'an afin qu'elles soient conformes à nos pratiques de gestion des risques de taux d'intérêt, de liquidité et de financement.

Les coûts associés aux services fournis par les unités fonctionnelles et l'unité T&O sont en grande partie répartis entre les quatre unités d'exploitation, les montants restants étant pris en compte dans les Services d'entreprise. Les charges directement engagées pour soutenir une unité d'exploitation spécifique sont généralement attribuées à cette unité d'exploitation. Les autres charges qui ne sont pas directement attribuables à une unité d'exploitation spécifique sont réparties entre les unités d'exploitation d'une manière qui reflète raisonnablement le niveau de soutien fourni à chaque unité d'exploitation. Nous passons en revue périodiquement ces méthodes de répartition des charges.

Les fonds propres sont imputés aux unités d'exploitation en fonction du montant de fonds propres réglementaires requis pour soutenir les activités commerciales. À compter du premier trimestre de l'exercice 2023, notre taux d'imputation des fonds propres a été porté à 11,0 % des actifs pondérés en fonction des risques, contre 10,5 % pour l'exercice 2022, afin de tenir compte du renforcement des exigences de fonds propres. Les fonds propres non imputés sont comptabilisés dans les Services d'entreprise. Nous passons en revue chaque année nos méthodes d'imputation des fonds propres.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités de notre structure organisationnelle soient réorientés pour appuyer nos priorités stratégiques, et les chiffres des périodes antérieures ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

À l'instar des membres de notre groupe bancaire de référence au Canada, nous analysons les revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans les états financiers consolidés annuels audités plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses unités d'exploitation sur une bic. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat de BMO Marchés des capitaux et de Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des unités d'exploitation est reflétée dans les revenus et la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2023	T1-2023	T2-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
Revenus nets d'intérêts (bic) 2)	4 139	3 519	2 904	7 658	5 847
Revenus autres que d'intérêts	1 004	901	935	1 905	1 918
Total des revenus (bic) 2)	5 143	4 420	3 839	9 563	7 765
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	239	202	121	441	224
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	58	24	(106)	82	(259)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	297	226	15	523	(35)
Charges autres que d'intérêts	2 665	1 950	1 785	4 615	3 521
Bénéfice avant impôts sur le résultat	2 181	2 244	2 039	4 425	4 279
Charge d'impôts sur le résultat (bic) 2)	531	566	511	1 097	1 066
Bénéfice net comptable	1 650	1 678	1 528	3 328	3 213
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	22	18	20	40	41
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 628	1 660	1 508	3 288	3 172
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 3)	2	-	-	2	-
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	78	1	2	79	3
Bénéfice net ajusté	1 730	1 679	1 530	3 409	3 216
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	1 708	1 661	1 510	3 369	3 175

1) Les résultats ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Des montants sur une base d'imposition comparable (bic) de 8 millions de dollars à la fois pour le deuxième trimestre de 2023 et pour le premier trimestre de 2023, de 5 millions pour le deuxième trimestre de 2022, de 16 millions pour le cumul 2023 et de 11 millions pour le cumul 2022 ont été comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts, les revenus et la charge d'impôts sur le résultat.

3) Au deuxième trimestre de 2023, le bénéfice net tenait compte de coûts d'intégration des acquisitions de 3 millions de dollars avant impôts liés à l'acquisition annoncée d'Air Miles^{MD}, comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

4) Des montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions des Services bancaires PE de 105 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2023, de 2 millions pour à la fois le premier trimestre de 2023 et le deuxième trimestre de 2022, de 107 millions pour le cumul 2023 et de 4 millions pour le cumul 2022 ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net comptable des Services bancaires PE s'est chiffré à 1 650 millions de dollars, en hausse de 122 millions, ou 8 % par rapport à l'exercice précédent et en baisse de 28 millions, ou 2 % par rapport au trimestre précédent. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2023	T1-2023	T2-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
Revenus nets d'intérêts	1 983	2 030	1 763	4 013	3 550
Revenus autres que d'intérêts	563	599	622	1 162	1 242
Total des revenus	2 546	2 629	2 385	5 175	4 792
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	173	154	86	327	186
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	55	10	(32)	65	(108)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	228	164	54	392	78
Charges autres que d'intérêts	1 126	1 117	1 060	2 243	2 084
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 192	1 348	1 271	2 540	2 630
Charge d'impôts sur le résultat	331	368	331	699	686
Bénéfice net comptable	861	980	940	1 841	1 944
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	9	10	10	19	21
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	852	970	930	1 822	1 923
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 2)	2	-	-	2	-
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	1	-	1	1	1
Bénéfice net ajusté	864	980	941	1 844	1 945
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	855	970	931	1 825	1 924
Charges autres que d'intérêts ajustées	1 122	1 117	1 059	2 239	2 083
Revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises	1 808	1 852	1 654	3 660	3 327
Revenus des Services bancaires aux grandes entreprises	738	777	731	1 515	1 465
Croissance du bénéfice net (%)	(8,3)	(2,5)	20,9	(5,3)	27,3
Croissance des revenus (%)	6,7	9,2	11,3	8,0	13,0
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	6,1	9,1	11,1	7,6	10,3
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	5,9	9,1	11,2	7,5	10,3
Rendement des capitaux propres (%) 4)	25,1	30,7	32,5	27,8	33,6
Rendement des capitaux propres ajusté (%) 4)	25,2	30,7	32,6	27,8	33,6
Levier d'exploitation (%)	0,6	0,1	0,2	0,4	2,7
Levier d'exploitation ajusté (%)	0,8	0,1	0,1	0,5	2,7
Ratio d'efficience (%)	44,2	42,5	44,5	43,3	43,5
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,70	2,70	2,66	2,70	2,67
Actif productif moyen	301 268	298 149	272 231	299 682	268 435
Solde moyen brut des prêts et acceptations	312 685	309 981	284 717	311 310	280 828
Solde moyen des dépôts	268 342	261 331	237 565	264 779	236 988

1) Les résultats et les ratios ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Au deuxième trimestre de 2023, le bénéfice net tenait compte de coûts d'intégration des acquisitions de 3 millions de dollars avant impôts liés à l'acquisition annoncée d'Air Miles[®], comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

3) Des montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 1 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2023, de néant pour le premier trimestre de 2023, de 1 million pour le deuxième trimestre de 2022 et de 1 million pour à la fois le cumul 2023 et le cumul 2022 ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

4) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. À compter du premier trimestre de l'exercice 2023, notre taux d'imputation des fonds propres a été porté à 11,0 % des actifs pondérés en fonction des risques, contre 10,5 % pour l'exercice 2022. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements.

Comparaison du deuxième trimestre de 2023 et du deuxième trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable de PE Canada s'est chiffré à 861 millions de dollars, en baisse de 79 millions, ou de 8 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le total des revenus s'est établi à 2 546 millions de dollars, en hausse de 161 millions, ou de 7 %, par rapport à l'an dernier. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 220 millions, ou de 12 %, en raison de l'accroissement des soldes et de l'élargissement des marges nettes d'intérêts. Les revenus autres que d'intérêts ont diminué de 59 millions, ou de 9 %, du fait surtout de la baisse des profits sur les investissements dans nos Services bancaires aux grandes entreprises et de la baisse des revenus tirés des commissions de distribution de fonds d'investissement. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,70 %, a progressé de 4 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de l'accroissement des marges sur les dépôts, contrebalancé en partie par le rétrécissement des marges sur les prêts et un changement dans la composition des dépôts.

Les revenus des Services bancaires aux particuliers et entreprises ont augmenté de 154 millions de dollars, ou de 9 %, et les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises se sont renforcés de 7 millions, ou de 1 %, en raison dans les deux cas de la hausse des revenus nets d'intérêts, ce qui a été en partie contrebalancé par le recul des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 228 millions de dollars, par rapport à 54 millions à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 173 millions, en hausse de 87 millions, ce qui s'explique avant tout par l'augmentation des dotations aux provisions liées à nos Services bancaires Particuliers et entreprises. Au cours du trimestre à l'étude, une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 55 millions a été enregistrée, comparativement à un recouvrement de 32 millions à l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 126 millions de dollars, en hausse de 66 millions, ou de 6 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète l'augmentation des frais liés au personnel, y compris l'accroissement des effectifs de notre équipe de vente, les hausses de salaires et les coûts liés à la technologie plus élevés.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 28,0 milliards de dollars, ou de 10 %, par rapport à il y a un an, pour s'établir à 312,7 milliards. Les soldes des prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont progressé de 8 % et ceux des prêts des Services bancaires aux grandes entreprises se sont accrus de 12 %, tandis que les soldes de cartes de crédit ont augmenté de 22 %. Le solde moyen des dépôts a augmenté de 30,8 milliards, ou de 13 %, pour s'établir à 268,3 milliards. Les dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 16 %, grâce surtout à la forte croissance des dépôts à terme, qui a été contrée en partie par le recul des dépôts des comptes de chèques et d'épargne. Les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises ont quant à eux augmenté de 6 %.

Comparaison du deuxième trimestre de 2023 et du premier trimestre de 2023

Le bénéfice net comptable a diminué de 119 millions de dollars, ou de 12 %, comparativement au trimestre précédent.

Le total des revenus a diminué de 83 millions de dollars, ou de 3 % par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets d'intérêts ont diminué de 47 millions, ou de 2 %, en raison essentiellement de l'incidence des trois jours de moins qu'a comptés le trimestre à l'étude. Les revenus autres que d'intérêts ont diminué de 36 millions, ou 6 %, ce qui est essentiellement attribuable au recul des profits sur les investissements dans nos Services bancaires aux grandes entreprises. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,70 %, est demeurée inchangée par rapport au trimestre précédent, en raison de l'élargissement des marges sur les prêts, ce qui a été contrebalancé en partie par le rétrécissement des marges sur les dépôts et un changement dans la composition des dépôts.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont diminué de 44 millions de dollars, ou de 2 %, et les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises ont reculé de 39 millions, ou de 5 %, ce qui s'explique dans les deux cas par la baisse des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 64 millions de dollars, comparativement au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est accrue de 19 millions, ce qui s'explique par l'augmentation des dotations aux provisions liées aux Services bancaires Particuliers et entreprises, contrebalancée en partie par la baisse des dotations liées aux Services bancaires aux grandes entreprises. Au cours du trimestre à l'étude, une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 55 millions a été enregistrée, comparativement à une provision de 10 millions au trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 9 millions de dollars, ou de 1 % par rapport au trimestre précédent.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a progressé de 2,7 milliards de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent. Les soldes des prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises sont demeurés relativement inchangés tandis que les soldes des prêts des Services bancaires aux grandes entreprises se sont accrus de 2 % et les soldes de cartes de crédit, de 2 %. Le solde moyen des dépôts a augmenté de 7,0 milliards, ou de 3 % eu égard au trimestre précédent. Les dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 3 %, grâce surtout à la forte croissance des dépôts à terme, qui a été contrée en partie par le recul des dépôts des comptes de chèques et d'épargne. Les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises ont quant à eux augmenté de 1 %.

Comparaison du premier semestre de 2023 et du premier semestre de 2022

Le bénéfice net comptable s'est établi à 1 841 millions de dollars, en baisse de 103 millions, ou de 5 %, comparativement à l'an dernier.

Le total des revenus s'est établi à 5 175 millions de dollars, en hausse de 383 millions, ou de 8 %, par rapport à l'exercice précédent. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 463 millions, ou de 13 %, en raison de l'accroissement des soldes et de l'élargissement des marges nettes d'intérêts. Les revenus autres que d'intérêts ont diminué de 80 millions, ou de 6 %, du fait surtout de la baisse des profits sur les investissements dans nos Services bancaires aux grandes entreprises et du recul des revenus tirés des commissions de distribution de fonds d'investissement et des revenus tirés des commissions sur prêts, ce qui a été contré en partie par l'augmentation des revenus générés par les cartes de crédit. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,70 %, a progressé de 3 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'accroissement des marges sur les dépôts, contrebalancé en partie par le rétrécissement des marges sur les prêts et un changement dans la composition des dépôts.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 333 millions de dollars, ou de 10 %, par rapport à l'an dernier, et les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises se sont renforcés de 50 millions, ou de 3 %, dans les deux cas en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts, ce qui a été compensé partiellement par une baisse des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 392 millions de dollars, en hausse de 314 millions par rapport à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 327 millions, en hausse de 141 millions, ce qui s'explique par l'augmentation des dotations aux provisions liées à nos Services bancaires Particuliers et entreprises. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 65 millions a été comptabilisée pour l'exercice à l'étude, comparativement à un recouvrement de 108 millions pour l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 159 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète l'augmentation des frais liés au personnel, y compris l'élargissement de notre équipe de vente et la hausse des salaires ainsi que les coûts liés à la technologie plus élevés.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a progressé de 30,5 milliards de dollars, ou de 11 %, par rapport à l'exercice précédent. Les soldes des prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises se sont accrus de 9 %, les soldes des prêts des Services bancaires aux grandes entreprises, de 14 % et les soldes de cartes de crédit, de 21 %. Le solde moyen des dépôts a progressé de 27,8 milliards, ou de 12 %, par rapport à l'exercice précédent. Les dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 14 % et les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises ont quant à eux augmenté de 6 %.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis) ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2023	T1-2023	T2-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
Revenus nets d'intérêts (bic) 2)	2 156	1 489	1 141	3 645	2 297
Revenus autres que d'intérêts	441	302	313	743	676
Total des revenus (bic) 2)	2 597	1 791	1 454	4 388	2 973
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	66	48	35	114	38
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	3	14	(74)	17	(151)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	69	62	(39)	131	(113)
Charges autres que d'intérêts	1 539	833	725	2 372	1 437
Bénéfice avant impôts sur le résultat	989	896	768	1 885	1 649
Charge d'impôts sur le résultat (bic) 2)	200	198	180	398	380
Bénéfice net comptable	789	698	588	1 487	1 269
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	13	8	10	21	20
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	776	690	578	1 466	1 249
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	77	1	1	78	2
Bénéfice net ajusté	866	699	589	1 565	1 271
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	853	691	579	1 544	1 251
Charges autres que d'intérêts ajustées	1 435	831	724	2 266	1 434
Croissance du bénéfice net (%)	34,0	2,6	9,3	17,1	13,6
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	46,8	2,6	8,3	23,1	12,6
Croissance des revenus (%)	78,7	17,9	6,5	47,6	7,1
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	112,5	17,0	5,8	65,1	4,6
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	98,5	17,0	6,9	58,1	5,6
Actif productif moyen	223 100	150 527	133 774	186 212	132 654
Solde moyen brut des prêts et acceptations	216 697	145 020	127 677	180 265	126 391
Solde moyen net des prêts et acceptations	214 639	144 133	126 893	178 802	125 568
Solde moyen des dépôts	221 294	148 533	144 244	184 310	145 405

(équivalents en millions de dollars américains)

Revenus nets d'intérêts (bic) 4)	1 589	1 109	900	2 698	1 810
Revenus autres que d'intérêts	325	225	247	550	533
Total des revenus (bic) 4)	1 914	1 334	1 147	3 248	2 343
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	48	36	27	84	30
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	3	10	(57)	13	(118)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	51	46	(30)	97	(88)
Charges autres que d'intérêts	1 134	621	572	1 755	1 132
Bénéfice avant impôts sur le résultat	729	667	605	1 396	1 299
Charge d'impôts sur le résultat (bic) 4)	148	147	141	295	299
Bénéfice net comptable	581	520	464	1 101	1 000
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	9	6	7	15	15
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	572	514	457	1 086	985
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 5)	57	1	1	58	2
Bénéfice net ajusté	638	521	465	1 159	1 002
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	629	515	458	1 144	987
Charges autres que d'intérêts ajustées	1 056	620	570	1 676	1 129

Principaux facteurs et mesures de la performance (en dollars américains)

Revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises	755	420	318	1 175	655
Revenus des Services bancaires aux grandes entreprises	1 159	914	829	2 073	1 688
Croissance du bénéfice net (%)	25,2	(2,9)	7,7	10,1	13,3
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	37,2	(3,0)	6,7	15,7	12,3
Croissance des revenus (%)	66,8	11,5	5,2	38,6	7,0
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	98,5	10,7	4,5	55,0	4,5
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	85,3	10,8	5,5	48,4	5,5
Rendement des capitaux propres (%) 6)	9,6	19,2	17,3	12,6	18,4
Rendement des capitaux propres ajusté (%) 6)	10,6	19,2	17,3	13,3	18,4
Levier d'exploitation (%)	(31,7)	0,8	0,7	(16,4)	2,5
Levier d'exploitation ajusté (%)	(18,5)	0,7	(0,3)	(9,8)	1,5
Ratio d'efficience (%)	59,3	46,5	49,8	54,0	48,3
Ratio d'efficience ajusté (%)	55,2	46,4	49,7	51,6	48,2
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	3,96	3,92	3,50	3,95	3,49
Actif productif moyen	164 475	112 109	105 628	137 858	104 559
Solde moyen brut des prêts et acceptations	159 755	108 007	100 809	133 452	99 622
Solde moyen des dépôts	163 144	110 629	113 896	136 451	114 602

1) Les résultats et les ratios ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Des montants sur une base d'imposition comparable (bic) de 8 millions de dollars à la fois pour le deuxième trimestre de 2023 et le premier trimestre de 2023, de 5 millions pour le deuxième trimestre de 2022, de 16 millions pour le cumul 2023 et de 11 millions pour le cumul 2022 ont été comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts, les revenus et la charge d'impôts sur le résultat, et ils sont pris en compte dans les ratios.

3) Des montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 104 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2023, de 2 millions pour le premier trimestre de 2023, de 1 million pour le deuxième trimestre de 2022, de 106 millions pour le cumul 2023 et de 3 millions pour le cumul 2022 ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

4) Des montants sur une base d'imposition comparable (bic) de 6 millions de dollars américains à la fois pour le deuxième trimestre de 2023 et le premier trimestre de 2023, de 5 millions de dollars américains pour le deuxième trimestre de 2022, de 12 millions de dollars américains pour le cumul 2023 et de 9 millions de dollars américains pour le cumul 2022 ont été comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts, les revenus et la charge d'impôts sur le résultat, et ils sont pris en compte dans les ratios.

5) Des montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 78 millions de dollars américains pour le deuxième trimestre de 2023, de 1 million de dollars américains pour le premier trimestre de 2023, de 2 millions de dollars américains pour le deuxième trimestre de 2022, de 79 millions de dollars américains pour le cumul 2023 et de 3 millions de dollars américains pour le cumul 2022 ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

6) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. À compter du premier trimestre de l'exercice 2023, notre taux d'imputation des fonds propres a été porté à 11,0 % des actifs pondérés en fonction des risques, contre 10,5 % pour l'exercice 2022. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements.

Comparaison du deuxième trimestre de 2023 et du deuxième trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable de PE États-Unis s'est établi à 789 millions de dollars, en hausse de 201 millions, ou de 34 %, comparativement à il y a un an. Le raffermissement du dollar américain a entraîné une hausse du bénéfice net de 9 %, des revenus de 12 % et des charges de 14 %. Tous les montants dans le reste de la présente section sont exprimés en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 581 millions de dollars, en hausse de 117 millions, ou de 25 %, par rapport à l'exercice précédent. Bank of the West a contribué à hauteur de 107 millions au bénéfice net, de 663 millions aux revenus et de 523 millions aux charges autres que d'intérêts pour le trimestre considéré, y compris l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

Le total des revenus s'est établi à 1 914 millions de dollars, en hausse de 767 millions, ou de 67 %, par rapport à l'exercice précédent. Les revenus nets d'intérêts ont progressé de 689 millions, ou de 77 %, en raison surtout de l'inclusion de Bank of the West et de l'accroissement des marges nettes d'intérêts. Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 78 millions, ou de 31 %, du fait surtout de l'inclusion de Bank of the West, en partie compensée par la baisse des revenus tirés des contrats de location simple et des revenus tirés des dépôts. La marge nette d'intérêts, qui s'est établie à 3,96 %, a augmenté de 46 points de base, principalement du fait de l'élargissement des marges sur les dépôts, ce qui a été contré en partie par le rétrécissement des marges sur les prêts et la croissance plus rapide des prêts par rapport aux dépôts.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 437 millions de dollars, ou de 137 %, en raison de l'inclusion de Bank of the West et de la hausse des revenus nets d'intérêts sous-jacents. Les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises ont grimpé de 330 millions, ou de 40 %, en raison de l'inclusion de Bank of the West et de l'accroissement des revenus nets d'intérêts sous-jacents, contrebalancés en partie par le repli des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 51 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de 30 millions à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 48 millions, soit une augmentation de 21 millions, ce qui s'explique par une hausse des dotations à la provision liées aux Services bancaires Particuliers et entreprises, contrée en partie par la baisse des dotations liées aux Services bancaires aux grandes entreprises. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 3 millions a été enregistrée au cours du trimestre à l'étude, comparativement à un recouvrement de 57 millions à l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 1 134 millions de dollars, en hausse de 562 millions, ou de 98 %, par rapport à l'an dernier, en raison essentiellement de l'incidence de Bank of the West, de l'augmentation des frais liés au personnel et des autres coûts d'exploitation sous-jacents, y compris les coûts plus élevés liés à la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC).

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 58,9 milliards de dollars, ou de 58 %, par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 159,8 milliards, y compris un montant de 55,4 milliards provenant de Bank of the West et la croissance sous-jacente des Services bancaires aux grandes entreprises de 4 %, facteurs contrebalancés en partie par une baisse de 2 % des Services bancaires Particuliers et entreprises. Le total du solde moyen des dépôts a progressé de 49,2 milliards, ou de 43 % pour s'établir à 163,1 milliards, y compris un montant de 55,2 milliards provenant de Bank of the West, contrebalancé en partie par une baisse des dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises de 8 % et des dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises de 2 % sous-jacents.

Comparaison du deuxième trimestre de 2023 et du premier trimestre de 2023

Le bénéfice net comptable a progressé de 91 millions de dollars, ou de 13 %, par rapport au trimestre précédent. Tous les montants dans le reste de la présente section sont exprimés en dollars américains.

Le bénéfice net comptable a augmenté de 61 millions de dollars, ou de 12 %, par rapport à celui du trimestre précédent.

Le total des revenus a monté de 580 millions de dollars, ou de 44 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets d'intérêts ont progressé de 480 millions, ou de 43 %, en raison surtout de l'inclusion de Bank of the West, contré en partie par l'incidence des trois jours de moins qu'a comptés le trimestre à l'étude et les soldes moins élevés. Les revenus autres que d'intérêts ont grimpé de 100 millions, ou de 45 %, en raison de l'inclusion de Bank of the West. La marge nette d'intérêts, qui s'est établie à 3,96 %, a augmenté de 4 points de base par rapport au trimestre précédent et, compte non tenu de l'incidence de Bank of the West, a diminué de 1 point de base, en raison surtout des changements dans la combinaison des produits.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 335 millions de dollars, ou de 80 %, en raison surtout de l'inclusion de Bank of the West, contrebalancée en partie par la baisse des revenus nets d'intérêt sous-jacents. Les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 245 millions, ou de 27 %, en raison de l'inclusion de Bank of the West, compensée en partie par la baisse des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts sous-jacents.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 5 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 12 millions, ce qui s'explique par l'augmentation des dotations aux provisions liées aux Services bancaires Particuliers et entreprises, contrebalancée en partie par la baisse des dotations liées aux Services bancaires aux grandes entreprises. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 3 millions a été enregistrée au cours du trimestre à l'étude, comparativement à une dotation de 10 millions au trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 513 millions de dollars, ou de 83 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique essentiellement par l'incidence de Bank of the West.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 51,7 milliards de dollars, ou de 48 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de l'incidence de 55,4 milliards de dollars de Bank of the West, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des soldes sous-jacents des Services bancaires aux grandes entreprises et des Services bancaires Particuliers et entreprises de 4 % et de 3 %, respectivement. Le total des dépôts moyens a progressé de 52,5 milliards, ou de 47 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de l'incidence de 55,2 milliards de Bank of the West et de la croissance sous-jacente de 1 % des Services bancaires aux particuliers et entreprises, facteurs contrebalancés par une baisse de 5 % des dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises.

Comparaison du premier semestre 2023 et du premier semestre de 2022

Le bénéfice net comptable s'est établi à 1 487 millions de dollars, en hausse de 218 millions, ou de 17 %, comparativement à l'an dernier. Le raffermissement du dollar américain a entraîné une hausse du bénéfice net de 7 %, des revenus, de 9 %, et des charges, de 10 %, respectivement. Tous les montants dans le reste de la présente section sont exprimés en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 1 101 millions de dollars, en hausse de 101 millions, ou de 10 %, comparativement à l'an dernier.

Le total des revenus s'est établi à 3 248 millions de dollars, en hausse de 905 millions, ou de 39 %, en regard de l'exercice précédent. Les revenus nets d'intérêts ont avancé de 888 millions, ou de 49 %, en raison surtout de l'inclusion de Bank of the West, ainsi que l'accroissement des marges nettes d'intérêts et des soldes des prêts. Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 17 millions, ou de 3 %, ce qui s'explique surtout par l'inclusion de Bank of the West et a été contrebalancé en partie par la baisse des dépôts et des revenus tirés des contrats de location simple. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 46 points de base pour s'établir à 3,95 %, principalement du fait de l'accroissement des marges sur les dépôts, ce qui a été contré en partie par le rétrécissement des marges sur les prêts et la croissance plus rapide des prêts par rapport aux dépôts.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 520 millions de dollars, ou de 79 %, en raison de l'inclusion de Bank of the West et de la hausse des revenus nets d'intérêts sous-jacents, compensées en partie par la baisse des revenus autres que d'intérêts sous-jacents. Les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 385 millions, ou de 23 %, ce qui s'explique par l'inclusion de Bank of the West et la hausse des revenus nets d'intérêts sous-jacents, neutralisées en partie par la baisse des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 97 millions de dollars, comparativement à un total des recouvrements de 88 millions à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est élevée à 84 millions, en hausse de 54 millions, ce qui s'explique surtout par une hausse des dotations à la provision liées aux Services bancaires Particuliers et entreprises et aux Services bancaires aux grandes entreprises. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 13 millions a été comptabilisée pour l'exercice à l'étude, comparativement à un recouvrement de 118 millions pour l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts, établies à 1 755 millions de dollars, ont augmenté de 623 millions, ou de 55 %, par rapport à l'an dernier, ce qui s'explique surtout par l'incidence de Bank of the West et la hausse des frais liés au personnel et des coûts liés à la technologie.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 33,8 milliards de dollars, ou de 34 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 133,5 milliards, ce qui s'explique essentiellement par l'incidence de 27,3 milliards de Bank of the West et la croissance sous-jacente de 8 % des Services bancaires aux grandes entreprises, tandis que les soldes des prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises sont demeurés relativement inchangés. Le total des dépôts moyens a augmenté de 21,8 milliards, ou de 19 %, pour s'établir à 136,5 milliards, en raison de l'incidence de 27,1 milliards de Bank of the West, contrebalancée en partie par la baisse des dépôts sous-jacents des Services bancaires aux grandes entreprises et des Services bancaires Particuliers et entreprises de 7 % et de 2 %, respectivement.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

BMO Gestion de patrimoine ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2023	T1-2023	T2-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
Revenus nets d'intérêts	372	313	278	685	550
Revenus autres que d'intérêts	1 588	2 191	206	3 779	1 339
Total des revenus	1 960	2 504	484	4 464	1 889
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	591	1 193	(808)	1 784	(727)
Revenus, déduction faite des SCVPI	1 369	1 311	1 292	2 680	2 616
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	1	1	-	2	-
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs	3	5	1	8	5
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	4	6	1	10	5
Charges autres que d'intérêts	993	946	874	1 939	1 782
Bénéfice avant impôts sur le résultat	372	359	417	731	829
Charge d'impôts sur le résultat	88	82	103	170	200
Bénéfice net comptable	284	277	314	561	629
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	2	2	2	4	4
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	282	275	312	557	625
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ²⁾	1	1	1	2	2
Bénéfice net ajusté	285	278	315	563	631
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	283	276	313	559	627
Charges autres que d'intérêts ajustées	991	945	872	1 936	1 779
Bénéfice net comptable Gestion d'actifs et de patrimoine	221	207	247	428	508
Bénéfice net ajusté Gestion d'actifs et de patrimoine	222	208	248	430	510
Bénéfice net comptable des activités d'assurance	63	70	67	133	121
Bénéfice net ajusté des activités d'assurance	63	70	67	133	121
Croissance du bénéfice net (%)	(9,7)	(11,9)	(2,5)	(10,8)	(4,4)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(9,5)	(11,9)	(4,5)	(10,7)	(6,3)
Croissance des revenus (%)	305,1	78,2	(56,6)	136,3	(38,9)
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	5,9	(0,9)	(7,5)	2,4	(5,7)
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	13,6	4,2	(10,1)	8,8	(6,7)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	13,5	4,2	(9,3)	8,8	(5,8)
Rendement des capitaux propres (%) ³⁾	17,8	19,4	24,2	18,6	24,1
Rendement des capitaux propres ajusté (%) ³⁾	17,9	19,4	24,2	18,6	24,2
Lever d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	(7,7)	(5,1)	2,6	(6,4)	1,0
Lever d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	(7,6)	(5,1)	1,8	(6,4)	0,1
Ratio d'efficacité comptable (%)	50,6	37,8	180,5	43,4	94,3
Ratio d'efficacité comptable, déduction faite des SCVPI (%)	72,5	72,1	67,6	72,3	68,1
Ratio d'efficacité ajusté (%)	50,5	37,7	180,3	43,3	94,2
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	72,4	72,0	67,5	72,2	68,0
Actifs sous gestion	338 172	321 540	312 452	338 172	312 452
Actifs sous administration ⁴⁾	429 233	416 745	425 383	429 233	425 383
Actif moyen	60 242	53 225	49 735	56 675	49 618
Solde moyen brut des prêts et acceptations	42 151	36 180	33 206	39 116	32 551
Solde moyen des dépôts	66 081	56 589	56 750	61 256	55 896

Activités aux États-Unis – Principales données financières (en millions de dollars américains)

Total des revenus	218	141	139	359	289
Charges autres que d'intérêts	166	113	109	279	230
Bénéfice net comptable	40	21	21	61	43
Charges autres que d'intérêts ajustées	165	112	108	277	228
Bénéfice net ajusté	41	22	21	63	44
Solde moyen brut des prêts et acceptations	10 808	6 476	5 712	8 606	5 558
Solde moyen des dépôts	14 686	6 759	7 826	10 657	7 869

1) Les mesures des revenus, déduction faite des SCVPI, les résultats et les ratios ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Des montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 2 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2023, de 1 million pour le premier trimestre de 2023, de 2 millions pour le deuxième trimestre de 2022 et de 3 millions pour à la fois le cumul 2023 et le cumul 2022 ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

3) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. À compter du premier trimestre de l'exercice 2023, notre taux d'imputation des fonds propres a été porté à 11,0 % des actifs pondérés en fonction des risques, contre 10,5 % pour l'exercice 2022. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements.

4) Certains actifs sous gestion qui sont aussi administrés par la Banque sont inclus dans les actifs sous administration.

Comparaison du deuxième trimestre de 2023 et du deuxième trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable de BMO Gestion de patrimoine s'est chiffré à 284 millions de dollars, en baisse de 30 millions, ou de 10 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net comptable tiré de la Gestion d'actifs et de patrimoine s'est établi à 221 millions, en baisse de 26 millions, ou de 11 %, par rapport à l'exercice précédent et le bénéfice net des activités d'assurance s'est quant à lui élevé à 63 millions, en baisse de 4 millions, ou de 5 %. Bank of the West a contribué à hauteur de 25 millions au bénéfice net, de 103 millions aux revenus et de 70 millions aux charges autres que d'intérêts pour le trimestre considéré, et a ajouté 10 milliards de dollars aux actifs sous gestion et 8 milliards aux actifs sous administration.

Le total des revenus s'est établi à 1 960 millions de dollars, en hausse de 1 476 millions par rapport à l'exercice précédent. Les revenus, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 1 369 millions, en hausse de 77 millions, ou de 6 %. Les revenus générés par la Gestion d'actifs et de patrimoine ont atteint 1 253 millions, ayant augmenté de 78 millions, ou de 7 %, du fait surtout de l'incidence de Bank of the West, des revenus nets d'intérêts plus élevés et de l'avantage plus important de la croissance des actifs nets des nouveaux clients, ce qui a été contrebalancé en partie par l'incidence de la faiblesse des marchés à l'échelle mondiale et la diminution des revenus de transactions de courtage en ligne. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 116 millions, ce qui représente une baisse de 1 million, ou de 1 % par rapport à l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 993 millions de dollars, en hausse de 119 millions, ou de 14 %, en raison surtout de l'incidence de Bank of the West et de la hausse des effectifs de notre équipe de vente et des coûts liés à la technologie.

Les actifs sous gestion ont augmenté de 25,7 milliards de dollars, ou de 8 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 338,2 milliards, tandis que les actifs sous administration ont progressé de 3,9 milliards, ou de 1 %, pour se chiffrer à 429,2 milliards, en raison de l'incidence de Bank of the West, de l'accroissement des actifs nets des clients et des fluctuations favorables des cours de change, facteurs contrebalancés en partie par la faiblesse des marchés à l'échelle mondiale. Le solde moyen brut des prêts et le solde moyen des dépôts ont augmenté respectivement de 27 % et de 16 %, ce qui s'explique essentiellement par l'inclusion de Bank of the West.

Comparaison du deuxième trimestre de 2023 et du premier trimestre de 2023

Le bénéfice net comptable a augmenté de 7 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net comptable tiré de la Gestion d'actifs et de patrimoine a crû de 14 millions, ou de 7 % alors que le bénéfice net des activités d'assurance a reculé de 7 millions, ou de 10 %.

Le total des revenus s'est chiffré à 1 960 millions de dollars, contre 2 504 millions au trimestre précédent. Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont progressé de 58 millions, ou de 4 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus générés par la Gestion d'actifs et de patrimoine se sont accrus de 67 millions, ou de 6 %, en raison surtout de l'incidence de Bank of the West, contrebalancée en partie par l'incidence des trois jours de moins qu'a comptés le trimestre à l'étude et la baisse des revenus nets d'intérêts découlant du rétrécissement des marges et de la baisse des soldes des dépôts. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, ont reculé de 9 millions, ou de 8 %, en raison avant tout des ventes de produits de retraite exceptionnellement élevées au cours du trimestre précédent, ce qui a été compensé en partie par les variations favorables des marchés.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 47 millions de dollars, ou de 5 %, du fait essentiellement de l'incidence de Bank of the West, ce qui a été contré en partie par l'incidence de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est passée en charges au premier trimestre de chaque exercice.

Les actifs sous gestion ont augmenté de 16,6 milliards de dollars, ou de 5 % par rapport au trimestre précédent, et les actifs sous administration ont augmenté de 12,5 milliards, ou de 3 %, reflet de l'incidence de Bank of the West, des fluctuations favorables des cours de change par rapport au trimestre précédent, du regain des marchés mondiaux et de la croissance des actifs nets des clients. Le solde moyen brut des prêts a crû de 17 % et le solde moyen des dépôts a grimpé de 17 %, en raison essentiellement de l'incidence de Bank of the West.

Comparaison du premier semestre de 2023 et du premier semestre de 2022

Le bénéfice net comptable s'est établi à 561 millions de dollars, en baisse de 68 millions comparativement à l'an dernier. Le bénéfice net comptable de Gestion d'actifs et de patrimoine s'est élevé à 428 millions, ce qui représente une diminution de 80 millions, ou de 16 %, et le bénéfice net des activités d'assurance s'est établi à 133 millions, en hausse de 12 millions, ou de 10 %.

Le total des revenus s'est établi à 4 464 millions de dollars, en hausse par rapport à ceux de 2 575 millions. Les revenus, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 2 680 millions, en hausse de 64 millions, ou de 2 %. Les revenus de Gestion d'actifs et de patrimoine ont été de 2 439 millions, en hausse de 33 millions, ou de 1 %, l'incidence de Bank of the West, les revenus nets d'intérêts plus élevés, qui découlent de l'élargissement des marges et de l'accroissement des soldes, et la croissance des actifs nets des nouveaux clients ayant été contrebalancés en partie par la faiblesse des marchés mondiaux et la diminution des revenus de transactions de courtage en ligne. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 241 millions, en hausse de 31 millions, ou de 15 %, par rapport à l'exercice précédent, du fait surtout de la croissance des activités sous l'effet des fortes ventes de produits de retraite, contrebalancée en partie par les variations moins favorables des marchés au cours de l'exercice à l'étude.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 939 millions de dollars, en hausse de 157 millions, ou de 9 %, ce qui reflète l'incidence de Bank of the West et l'augmentation des coûts liés à notre équipe de vente et à la technologie.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

BMO Marchés des capitaux ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2023	T1-2023	T2-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
Revenus nets d'intérêts (bic) 2)	601	719	745	1 320	1 669
Revenus autres que d'intérêts	985	999	819	1 984	1 834
Total des revenus (bic) 2)	1 586	1 718	1 564	3 304	3 503
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	–	(3)	1	(3)	(15)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	17	(7)	32	10	(3)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	17	(10)	33	7	(18)
Charges autres que d'intérêts	1 060	1 091	929	2 151	1 970
Bénéfice avant impôts sur le résultat	509	637	602	1 146	1 551
Charge d'impôts sur le résultat (bic) 2)	129	134	154	263	398
Bénéfice net comptable	380	503	448	883	1 153
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	8	9	9	17	19
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	372	494	439	866	1 134
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 3)	2	3	2	5	5
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	6	4	3	10	7
Bénéfice net ajusté	388	510	453	898	1 165
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	380	501	444	881	1 146
Charges autres que d'intérêts ajustées	1 050	1 082	923	2 132	1 955
Revenus des Marchés mondiaux	935	1 100	928	2 035	2 099
Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés	651	618	636	1 269	1 404
Croissance du bénéfice net (%)	(15,2)	(28,6)	(19,7)	(23,4)	11,3
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(14,3)	(28,4)	(19,7)	(22,9)	11,0
Croissance des revenus (%)	1,4	(11,4)	1,6	(5,7)	12,5
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	14,1	4,8	10,3	9,2	14,0
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	13,7	4,9	10,6	9,0	14,2
Rendement des capitaux propres (%) 5)	13,3	16,2	15,9	14,8	20,5
Rendement des capitaux propres ajusté (%) 5)	13,6	16,4	16,1	15,0	20,7
Levier d'exploitation (%)	(12,7)	(16,2)	(8,7)	(14,9)	(1,5)
Levier d'exploitation ajusté (%)	(12,3)	(16,3)	(9,0)	(14,7)	(1,7)
Ratio d'efficacité (%)	66,8	63,5	59,4	65,1	56,2
Ratio d'efficacité ajusté (%)	66,1	63,0	59,0	64,5	55,8
Actif moyen	406 721	424 503	374 309	415 760	383 968
Solde moyen brut des prêts et acceptations	76 380	74 233	59 159	75 290	58 529

Activités aux États-Unis – Principales données financières (en millions de dollars américains)

Total des revenus (bic) 6)	435	521	533	956	1 210
Charges autres que d'intérêts	406	402	363	808	730
Bénéfice net comptable	9	104	119	113	380
Charges autres que d'intérêts ajustées	402	398	358	800	719
Bénéfice net ajusté	12	107	124	119	389
Actif moyen	136 552	135 770	132 694	136 155	135 839
Solde moyen brut des prêts et acceptations	28 412	28 110	24 265	28 259	24 074

- 1) Les résultats et les ratios ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.
- 2) Des montants sur une base d'imposition comparable (bic) de 84 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2023, de 70 millions pour le premier trimestre de 2023, de 60 millions pour le deuxième trimestre de 2022, de 154 millions pour le cumul 2023 et de 124 millions pour le cumul 2022 ont été comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts, les revenus et la charge d'impôts sur le résultat, et ils sont pris en compte dans les ratios.
- 3) Les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts de Clearpool et de Radicle de 2 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2023, de 4 millions pour le premier trimestre de 2023, de 2 millions pour le deuxième trimestre de 2022 et de 6 millions pour la fois le cumul 2023 et le cumul 2022 ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.
- 4) Des montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 8 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2023, de 5 millions pour le premier trimestre de 2023, de 4 millions pour le deuxième trimestre de 2022, de 13 millions pour le cumul 2023 et de 9 millions pour le cumul 2022 ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.
- 5) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. À compter du premier trimestre de l'exercice 2023, notre taux d'imputation des fonds propres a été porté à 11,0 % des actifs pondérés en fonction des risques, contre 10,5 % pour l'exercice 2022. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.
- 6) Des montants sur une base d'imposition comparable (bic) de néant à la fois pour le deuxième trimestre de 2023 et le premier trimestre de 2023, de 5 millions de dollars américains pour le deuxième trimestre de 2022, de néant pour le cumul 2023 et de 7 millions de dollars américains pour le cumul 2022 ont été comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts, les revenus et la charge d'impôts sur le résultat.

Comparaison du deuxième trimestre de 2023 et du deuxième trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable de BMO Marchés des capitaux s'est situé à 380 millions de dollars, en baisse de 68 millions, ou de 15 %, comparativement à l'an dernier.

Le total des revenus s'est établi à 1 586 millions de dollars, en hausse de 22 millions, ou de 1 %, comparativement à l'exercice précédent. Les revenus des Marchés mondiaux ont progressé de 7 millions, ou de 1 %, sous l'effet du raffermissement du dollar américain et de la hausse des revenus de négociation de contrats de change et de contrats sur titres de participation, facteurs largement compensés par la baisse des nouvelles émissions de titres d'emprunt et de titres de participation et le recul des revenus de négociation de contrats de taux d'intérêt. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont crû de 15 millions, ou de 2 %, ce qui reflète la hausse des revenus de consultation et des revenus liés aux services bancaires aux sociétés, et le raffermissement du dollar américain, ce qui a été compensé par le ralentissement des activités de prise ferme.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 17 millions de dollars, en baisse de 16 millions par rapport à l'exercice précédent. Il n'y a eu aucune dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au cours du trimestre considéré, comparativement à une dotation de 1 million un an plus tôt. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 17 millions a été enregistrée pour le trimestre à l'étude, comparativement à une dotation de 32 millions inscrite un an plus tôt.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 060 millions de dollars, en hausse de 131 millions, ou de 14 %, par rapport à l'an dernier, du fait d'une provision pour frais juridiques, de la hausse des coûts liés à la technologie et de l'incidence du raffermissement du dollar américain.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations, établi à 76,4 milliards de dollars, a monté de 17,2 milliards, ou de 29 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique par l'accroissement des activités d'octroi de prêts dans l'ensemble de nos portefeuilles de prêts et le raffermissement du dollar américain.

Comparaison du deuxième trimestre de 2023 et du premier trimestre de 2023

Le bénéfice net comptable a reculé de 123 millions de dollars, ou de 24 %, par rapport au trimestre précédent.

Le total des revenus a diminué de 132 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus des Marchés mondiaux ont diminué de 165 millions, ou de 15 %, en raison de la baisse des revenus de négociation de contrats de change et de contrats de taux d'intérêt. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté de 33 millions, ou de 5 %, ce qui s'explique par la hausse des commissions de consultation, contrebalancée en partie par le recul des revenus liés aux services bancaires aux sociétés.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 17 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de 10 millions pour le trimestre précédent. Il n'y a eu aucune dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs au cours du trimestre à l'étude, contre un recouvrement de 3 millions au trimestre précédent. Au cours du trimestre à l'étude, une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 17 millions a été enregistrée, comparativement à un recouvrement de 7 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 31 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au trimestre précédent, du fait surtout de la baisse des frais liés au personnel découlant du rendement, y compris l'incidence de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est passée en charges au premier trimestre de chaque exercice, ce qui a été contrebalancé en partie par une provision pour frais juridiques et les coûts plus élevés liés à la technologie et à l'expansion des affaires.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 2,1 milliards de dollars, ou de 3 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de l'accroissement des activités d'octroi de prêts dans l'ensemble de nos portefeuilles de prêts.

Comparaison du premier semestre de 2023 et du premier semestre de 2022

Le bénéfice net comptable s'est établi à 883 millions de dollars, en baisse de 270 millions, ou de 23 %, comparativement à l'an dernier.

Le total des revenus s'est établi à 3 304 millions de dollars, en baisse de 199 millions, ou de 6 %, en regard de l'exercice précédent. Les revenus des Marchés mondiaux ont diminué de 64 millions, ou de 3 %, sous l'effet de la baisse des revenus de négociation de contrats sur titres de participation et de contrats de taux d'intérêt ainsi que du recul des nouvelles émissions de titres d'emprunt et de capitaux propres, facteurs contrebalancés en partie par les revenus de négociation de contrats de change plus élevés et l'incidence du raffermissement du dollar américain. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont diminué de 135 millions, ou de 10 %, en raison surtout de la baisse des revenus du secteur Banque d'affaires, contrebalancée en partie par la hausse des revenus liés aux services bancaires aux sociétés et l'incidence du raffermissement du dollar américain.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 7 millions de dollars, comparativement à un total des recouvrements de 18 millions à l'exercice précédent. Le recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts douteux s'est fixé à 3 millions, comparativement à un recouvrement de 15 millions à l'exercice précédent. Au cours de l'exercice à l'étude, une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 10 millions a été enregistrée, comparativement à un recouvrement de 3 millions pour l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 2 151 millions de dollars, en hausse de 181 millions, ou de 9 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique par les coûts plus élevés liés à la technologie, l'incidence du raffermissement du dollar américain, une provision pour frais juridiques et la hausse des frais d'expansion des affaires, facteurs contrés en partie par la diminution des frais liés au personnel.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 16,8 milliards de dollars, ou de 29 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'accroissement des activités d'octroi de prêts dans l'ensemble de nos portefeuilles de prêts et de l'incidence du raffermissement du dollar américain.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

Services d'entreprise ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2023	T1-2023	T2-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(206)	(452)	40	(658)	(10)
Compensation sur une bic des groupes	(92)	(78)	(65)	(170)	(135)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(298)	(530)	(25)	(828)	(145)
Revenus autres que d'intérêts	49	(1 642)	3 456	(1 593)	4 029
Total des revenus (bic)	(249)	(2 172)	3 431	(2 421)	3 884
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	3	(4)	(2)	(1)	(3)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	702	(1)	3	701	2
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	705	(5)	1	700	(1)
Charges autres que d'intérêts	855	434	125	1 289	286
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	(1 809)	(2 601)	3 305	(4 410)	3 599
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	(554)	(390)	839	(944)	905
Bénéfice net (perte nette) comptable	(1 255)	(2 211)	2 466	(3 466)	2 694
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	3	-	-	3	-
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	95	9	21	104	43
Bénéfice (perte) net attribuable aux actionnaires ordinaires	(1 353)	(2 220)	2 445	(3 573)	2 651
Dotation initiale à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs acquis 2)	517	-	-	517	-
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 3)	545	178	26	723	33
Incidence des dessaisissements 4)	-	-	9	-	57
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 5)	-	1 461	(2 612)	1 461	(3 025)
Provision pour frais juridiques 6)	6	6	-	12	-
Incidence des mesures fiscales canadiennes 7)	-	371	-	371	-
Bénéfice (perte) net ajusté	(187)	(195)	(111)	(382)	(241)
Bénéfice (perte) net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	(285)	(204)	(132)	(489)	(284)
Total des revenus ajustés	(242)	(155)	(132)	(397)	(212)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances, après ajustement	-	(5)	1	(5)	(1)
Charges autres que d'intérêts ajustées	133	197	72	330	228

Activités aux États-Unis – Principales données financières (en millions de dollars américains)

Total des revenus (bic) 8)	97	(1 430)	2 817	(1 333)	3 252
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	517	(1)	-	516	(2)
Charges autres que d'intérêts	583	235	30	818	28
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	(269)	(461)	735	(730)	848
Bénéfice (perte) net comptable	(734)	(1 203)	2 052	(1 937)	2 378
Total des revenus ajustés	102	80	4	182	(4)
Charges autres que d'intérêts ajustées	54	59	(1)	113	47
Bénéfice (perte) net ajusté	49	26	9	75	(25)

1) Les résultats ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Le bénéfice net comptable du deuxième trimestre de 2023 tient compte d'une dotation initiale à la provision pour pertes sur créances de 517 millions de dollars (705 millions avant impôts) liée au portefeuille de prêts productifs acquis de Bank of the West.

3) Le bénéfice net comptable tient compte de coûts d'acquisition et d'intégration liés à l'acquisition de Bank of the West imputés aux charges autres que d'intérêts. Le deuxième trimestre de 2023 tient compte d'un montant de 545 millions de dollars (722 millions avant impôts), le premier trimestre de 2023 tient compte d'un montant de 178 millions (235 millions avant impôts), le deuxième trimestre de 2022 tient compte d'un montant de 26 millions (35 millions avant impôts) et le premier trimestre de 2022 tient compte d'un montant de 7 millions (8 millions avant impôts). Le cumul 2023 tient compte d'un montant de 723 millions (957 millions avant impôts) et le cumul 2022 tient compte d'un montant de 33 millions (43 millions avant impôts).

4) Le bénéfice net comptable de l'exercice 2022 tient compte de l'incidence des dessaisissements de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique ainsi qu'aux États-Unis. Au deuxième trimestre de 2022, les chiffres tiennent compte d'un profit de 6 millions de dollars (8 millions avant impôts) lié au transfert de certains clients des activités de gestion d'actifs aux États-Unis comptabilisé dans les revenus, et de charges de 15 millions (18 millions avant impôts), tous deux liés à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Au premier trimestre de 2022, le bénéfice net comptable tient compte d'une perte de 29 millions avant et après impôts découlant de la conversion des monnaies étrangères, ce montant ayant été reclassé du cumul des autres éléments du résultat global vers les revenus autres que d'intérêts, d'un recouvrement net avant impôts de charges autres que d'intérêts de 3 millions, et des impôts de 22 millions à la clôture de la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique.

5) Le bénéfice net comptable tient compte des revenus (pertes) liés à l'acquisition de Bank of the West, découlant de la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt, survenues entre l'annonce et la clôture, sur sa juste valeur et son écart d'acquisition. Les chiffres du premier trimestre de 2023 tiennent compte d'une perte de 1 461 millions de dollars (2 011 millions avant impôts), ce qui comprend des pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché avant impôts de 1 628 millions sur certains swaps de taux d'intérêt comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêts liés à la négociation ainsi que des pertes de 383 millions avant impôts liées à un portefeuille principalement composé de titres du Trésor des États-Unis et d'autres instruments inscrits au bilan, comptabilisées dans les revenus nets d'intérêts. Les chiffres du deuxième trimestre de 2022 tiennent compte de revenus de 2 612 millions (3 555 millions avant impôts), ce qui comprend des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché de 3 433 millions, avant impôts, et des revenus nets d'intérêts avant impôts de 122 millions, et les chiffres du premier trimestre de 2022 tiennent compte de revenus de 413 millions (562 millions avant impôts), ce qui comprend des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché avant impôts de 517 millions et des revenus nets d'intérêts avant impôts de 45 millions. Le cumul 2023 tient compte d'un montant de 1 461 millions (2 011 millions avant impôts) et le cumul 2022 tient compte d'un montant de 3 025 millions (4 117 millions avant impôts). Pour de plus amples renseignements sur cette acquisition, il y a lieu de se reporter à la section Faits marquants.

6) Le bénéfice net comptable du deuxième trimestre de 2023 tient compte d'une provision pour frais juridiques de 6 millions de dollars (7 millions avant impôts) liée à une poursuite relative à M&I Marshall and Ilsley Bank, une banque absorbée. Les chiffres du premier trimestre de 2023 tiennent compte d'un montant de 6 millions (8 millions avant impôts) se rapportant à des charges d'intérêts de 6 millions avant impôts et à des frais juridiques de 2 millions avant impôts. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Provisions et passifs éventuels à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022.

7) Le bénéfice net comptable du premier trimestre de 2023 tient compte d'une charge d'impôts ponctuelle de 371 millions de dollars liée à certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien, laquelle comprend un dividende pour la relance du Canada de 312 millions et un montant de 59 millions se rapportant à l'incidence fiscale proportionnelle pour 2022 de l'augmentation du taux d'impôt de 1,5 %, déduction faite d'une réévaluation de l'actif d'impôt différé, comptabilisée dans les Services d'entreprise.

8) Des montants liés à la compensation sur une bic des groupes de 6 millions de dollars américains pour le deuxième trimestre de 2023, de 6 millions de dollars américains pour le premier trimestre de 2023 et de 9 millions de dollars américains pour le deuxième trimestre de 2022 ont été comptabilisés dans les revenus et la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat. Le cumul 2023 comprend une somme de 12 millions de dollars américains et le cumul 2022 tient compte d'une somme de 16 millions de dollars américains.

Les résultats ajustés ne tiennent pas compte de l'incidence des éléments décrits dans les notes 2) à 7) du tableau.

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et des services de soutien et de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, la trésorerie, les finances, la conformité aux exigences juridiques et réglementaires, les ressources humaines, les communications, la commercialisation, les opérations immobilières et l'approvisionnement. T&O assure la conception, la surveillance, la gestion et le maintien de la

gouvernance en matière de technologie de l'information, y compris les données et les analyses, ainsi que la prestation de services de cybersécurité et de services opérationnels.

Les coûts associés aux services fournis par les unités fonctionnelles et T&O sont en grande partie répartis aux quatre unités d'exploitation (PE Canada, PE États-Unis, BMO Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), les montants restants étant pris en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence des autres activités de gestion de la trésorerie, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable et les dépenses résiduelles non attribuées.

Comparaison du deuxième trimestre de 2023 et du deuxième trimestre de 2022

La perte nette comptable des Services d'entreprise s'est établie à 1 255 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net comptable de 2 466 millions, et la perte nette ajustée s'est chiffrée à 187 millions, par rapport à 111 millions de dollars à l'exercice précédent. Les résultats du trimestre considéré tiennent compte d'une dotation initiale à la provision pour pertes sur créances sur le portefeuille de prêts acquis de Bank of the West. L'exercice précédent tenait compte de l'incidence des mesures de gestion de la juste valeur en lien avec l'acquisition de Bank of the West, de même que de l'incidence des dessaisissements liés à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Les résultats des deux trimestres tiennent compte des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de Bank of the West.

La baisse des revenus s'explique par les activités de gestion de la trésorerie et la baisse du bénéfice sur l'investissement de fonds propres non imputés, facteurs contrés en partie par l'incidence de Bank of the West, y compris la désactualisation de la juste valeur de marché selon la méthode de l'acquisition à l'égard des prêts et des dépôts et les escomptes sur les titres, déduction faite de l'amortissement de la couverture de juste valeur.

Comparaison du deuxième trimestre de 2023 et du premier trimestre de 2023

La perte nette comptable s'est établie à 1 255 millions de dollars, comparativement à une perte nette comptable de 2 211 millions pour le trimestre précédent, et la perte nette ajustée s'est chiffrée à 187 millions, comparativement à 195 millions au trimestre précédent. Le trimestre à l'étude tient compte des éléments d'ajustement précités. Quant au trimestre précédent, il tenait compte d'une perte découlant des mesures de gestion de la juste valeur et d'une charge d'impôts liée à certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien. La perte nette comptable a été réduite en raison des éléments mentionnés ci-dessus.

La perte nette ajustée ne tient pas compte des facteurs susmentionnés et découle surtout de la baisse des charges et de l'incidence d'un taux d'impôt plus favorable pour le trimestre considéré, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des revenus découlant d'un rendement supérieur sur l'investissement de fonds propres non imputés au trimestre précédent qui a compensé en partie l'incidence de Bank of the West, y compris la désactualisation de la juste valeur de marché selon la méthode de l'acquisition à l'égard des prêts et des dépôts et les escomptes sur les titres, déduction faite de l'amortissement de la couverture de juste valeur.

Comparaison du premier semestre de 2023 et du premier semestre de 2022

La perte nette comptable s'est établie à 3 466 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net comptable de 2 694 millions à l'exercice précédent, ce qui reflète les éléments susmentionnés ainsi que la réduction de valeur de l'écart d'acquisition en lien avec la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique à l'exercice précédent.

La perte nette ajustée s'est élevée à 382 millions de dollars, comparativement à une perte nette ajustée de 241 millions au cours de l'exercice précédent, en raison de la baisse des revenus et de la diminution des charges, ce qui a été contrebalancé en partie par un taux d'impôt plus favorable.

La baisse des revenus s'explique par les activités de gestion de la trésorerie, y compris le recul des profits sur titres, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse du bénéfice sur l'investissement de fonds propres non imputés et l'incidence de Bank of the West, y compris la désactualisation de la juste valeur de marché selon la méthode de l'acquisition à l'égard des prêts et des dépôts et les escomptes sur les titres, déduction faite de l'amortissement de la couverture de juste valeur.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2023	T1-2023	T4-2022	T3-2022	T2-2022	T1-2022	T4-2021	T3-2021
Revenus 1)	8 440	6 470	10 570	6 099	9 318	7 723	6 573	7 562
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	591	1 193	(369)	413	(808)	81	97	984
Revenus, déduction faite des SCVPI 1)	7 849	5 277	10 939	5 686	10 126	7 642	6 476	6 578
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	243	196	192	104	120	86	84	71
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	780	21	34	32	(70)	(185)	(210)	(141)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	1 023	217	226	136	50	(99)	(126)	(70)
Dotation initiale à la provision pour pertes sur créances sur le portefeuille de prêts productifs acquis 2)	705	-	-	-	-	-	-	-
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances ajustées 2)	318	217	226	136	50	(99)	(126)	(70)
Charges autres que d'intérêts 1)	5 573	4 421	4 776	3 859	3 713	3 846	3 803	3 684
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 253	639	5 937	1 691	6 363	3 895	2 799	2 964
Charge d'impôts sur le résultat	194	392	1 454	326	1 607	962	640	689
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	1 059	247	4 483	1 365	4 756	2 933	2 159	2 275
Dotation initiale à la provision pour pertes sur créances sur le portefeuille de prêts productifs acquis 2)	517	-	-	-	-	-	-	-
Coûts d'acquisition et d'intégration 3)	549	181	145	62	28	10	1	2
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	85	6	6	5	6	6	14	15
Incidence des dessaisissements 5)	-	-	(8)	6	9	48	52	18
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 6)	-	1 461	(3 336)	694	(2 612)	(413)	-	-
Coûts de restructuration (renversement) 7)	-	-	-	-	-	-	-	(18)
Provision pour frais juridiques 8)	6	6	846	-	-	-	-	-
Incidence liée à des mesures fiscales canadiennes 9)	-	371	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	2 216	2 272	2 136	2 132	2 187	2 584	2 226	2 292
Bénéfice net comptable par groupe d'exploitation								
Bénéfice net comptable de PE Canada	861	980	917	965	940	1 004	933	828
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 3)	2	-	-	-	-	-	-	-
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	1	-	-	-	1	-	-	-
Bénéfice net ajusté de PE Canada	864	980	917	965	941	1 004	933	828
Bénéfice net comptable de PE États-Unis	789	698	660	568	588	681	509	550
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	77	1	2	1	1	1	6	6
Bénéfice net ajusté de PE États-Unis	866	699	662	569	589	682	515	556
Bénéfice net comptable de BMO Gestion de patrimoine	284	277	298	324	314	315	345	379
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	1	1	-	1	1	1	4	5
Bénéfice net ajusté de BMO Gestion de patrimoine	285	278	298	325	315	316	349	384
Bénéfice net comptable de BMO Marchés des capitaux	380	503	357	262	448	705	531	553
Coûts d'acquisition et d'intégration 3)	2	3	2	1	2	3	1	2
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	6	4	4	3	3	4	4	4
Bénéfice net ajusté de BMO Marchés des capitaux	388	510	363	266	453	712	536	559
Bénéfice (perte) net comptable des Services d'entreprise	(1 255)	(2 211)	2 251	(754)	2 466	228	(159)	(35)
Dotation initiale à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs acquis 2)	517	-	-	-	-	-	-	-
Coûts d'acquisition et d'intégration 3)	545	178	143	61	26	7	-	-
Incidence des dessaisissements 5)	-	-	(8)	6	9	48	52	18
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 6)	-	1 461	(3 336)	694	(2 612)	(413)	-	-
Coûts de restructuration (renversement) 7)	-	-	-	-	-	-	-	(18)
Provision pour frais juridiques 8)	6	6	846	-	-	-	-	-
Incidence liée à des mesures fiscales canadiennes 9)	-	371	-	-	-	-	-	-
Bénéfice (perte) net ajusté des Services d'entreprise	(187)	(195)	(104)	7	(111)	(130)	(107)	(35)
Bénéfice de base par action (\$) 10) 11)	1,31	0,30	6,52	1,96	7,15	4,44	3,24	3,42
Bénéfice dilué par action (\$) 10) 11)	1,30	0,30	6,51	1,95	7,13	4,43	3,23	3,41
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	2,93	3,22	3,04	3,09	3,23	3,89	3,33	3,44

1) Les mesures des revenus, déduction faite des SCVPI, et les résultats et les ratios ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Le bénéfice net comptable tient compte d'une dotation à la provision pour pertes sur créances de 517 millions de dollars (705 millions avant impôts) découlant du portefeuille de prêts productifs acquis de Bank of the West.

3) Le bénéfice net comptable tient compte de coûts d'acquisition et d'intégration comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts. Les coûts liés à l'acquisition de Bank of the West ont été comptabilisés dans les Services d'entreprise : les chiffres du deuxième trimestre de 2023 comprennent 545 millions de dollars (722 millions avant impôts), les chiffres du premier trimestre de 2023 comprennent 178 millions (235 millions avant impôts), les chiffres du quatrième trimestre de 2022 comprennent 143 millions (191 millions avant impôts), les chiffres du troisième trimestre de 2022 comprennent 61 millions (82 millions avant impôts), les chiffres du deuxième trimestre de 2022 comprennent 26 millions (35 millions avant impôts) et les chiffres du premier trimestre de 2022 comprennent 7 millions (8 millions avant impôts). Les coûts liés à Radicle et à Clearpool ont été comptabilisés dans BMO Marchés des capitaux : les chiffres du deuxième trimestre de 2023 comprennent 2 millions (2 millions avant impôts), les chiffres du premier trimestre de 2023 comprennent 3 millions (4 millions avant impôts), les chiffres du quatrième trimestre de 2022 comprennent 2 millions (2 millions avant impôts), les chiffres du troisième trimestre de 2022 comprennent 1 million (2 millions avant impôts), les chiffres du deuxième trimestre de 2022 comprennent 2 millions (2 millions avant impôts), les chiffres du premier trimestre de 2022 comprennent 3 millions (4 millions avant impôts), les chiffres du quatrième trimestre de 2021 comprennent 1 million (1 million avant impôts) et les chiffres du troisième trimestre de 2021 comprennent 2 millions (3 millions avant impôts). Les coûts liés à l'acquisition annoncée d'AIR MILESSM ont été comptabilisés dans PE Canada : les chiffres du deuxième trimestre de 2023 comprennent 2 millions (3 millions avant impôts).

4) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions a été inscrit dans les charges autres que d'intérêts du groupe d'exploitation pertinent.

5) Le bénéfice net comptable tenait compte de l'incidence des dessaisissements liés à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique ainsi qu'aux États-Unis, comptabilisés dans les Services d'entreprise. Les dessaisissements comprenaient ce qui suit pour l'exercice 2022 : le quatrième trimestre de 2022 tenait compte d'un recouvrement de charges autres que d'intérêts de 8 millions de dollars (6 millions avant impôts); le troisième trimestre de 2022 tenait compte de charges de 6 millions (7 millions avant impôts), le deuxième trimestre de 2022 tenait compte d'un profit de 6 millions (8 millions avant impôts) se rapportant au transfert de certains clients des activités de gestion d'actifs aux États-Unis comptabilisé dans les revenus et de charges de 15 millions (18 millions avant impôts). Le premier trimestre de 2022 tenait compte d'une perte de 29 millions (avant et après impôts) liée à la conversion de monnaies étrangères qui a été reclassée du cumul des autres éléments du résultat global vers les revenus autres que d'intérêts, d'un recouvrement net avant impôts de charges autres que d'intérêts de 3 millions, y compris des impôts de 22 millions à la clôture de la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Les dessaisissements au cours de l'exercice 2021 comprenaient ce qui suit : le quatrième trimestre de 2021 tenait compte de charges de

- 52 millions (62 millions avant impôts) liées à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, et le troisième trimestre de 2021 tenait compte de charges de 18 millions (24 millions avant impôts) se rapportant à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et de celle de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour.
- 6) Le bénéfice net comptable tient compte des revenus (pertes) afférents à l'acquisition de Bank of the West, attribuables à la gestion de l'incidence des variations des taux d'intérêt survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition sur sa juste valeur et son écart d'acquisition. Le premier trimestre de 2023 tient compte d'une perte de 1 461 millions de dollars (2 011 millions avant impôts), ce qui comprend des pertes autres que d'intérêts liées à l'évaluation à la valeur de marché avant impôts de 1 628 millions et des revenus d'intérêts de 383 millions avant impôts se rapportant à un portefeuille principalement composé de titres du Trésor des États-Unis comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts. Le quatrième trimestre de 2022 tenait compte de revenus de 3 336 millions (4 541 millions avant impôts), ce qui comprend des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché avant impôts de 4 698 millions sur certains swaps de taux d'intérêt comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêts liés à la négociation et une perte de 157 millions avant impôts se rapportant à un portefeuille principalement composé de titres du Trésor des États-Unis et comptabilisée dans les revenus nets d'intérêts; le troisième trimestre de 2022 tenait compte d'une perte de 694 millions (945 millions avant impôts), ce qui comprend des pertes autres que d'intérêts liées à l'évaluation à la valeur de marché de 983 millions et des revenus d'intérêts avant impôts de 38 millions tirés d'un portefeuille principalement composé de titres du Trésor des États-Unis comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts et le deuxième trimestre de 2022 tenait compte de revenus de 2 612 millions (3 555 millions avant impôts), ce qui comprend des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché avant impôts de 3 433 millions et des revenus nets d'intérêts avant impôts de 122 millions. Ces montants ont été imputés aux Services d'entreprise. Pour obtenir de plus amples renseignements sur cette acquisition, il y a lieu de se reporter à la section Faits marquants.
 - 7) Au troisième trimestre de 2021, le bénéfice net comptable tenait compte d'un renversement partiel de 18 millions de dollars (24 millions avant impôts) de charges de restructuration en lien avec des indemnités de départ comptabilisées en 2019 dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.
 - 8) Le bénéfice net comptable tient compte de l'incidence d'une poursuite se rapportant à une banque absorbée, M&I Marshall and Ilsley Bank. Le deuxième trimestre de 2023 tient compte de charges d'intérêts de 6 millions de dollars (7 millions avant impôts) et le premier trimestre de 2023 tenait compte d'un montant de 6 millions (8 millions avant impôts), ce qui comprend des charges d'intérêts de 6 millions avant impôts et des frais juridiques de 2 millions avant impôts. Le quatrième trimestre de 2022 tenait compte d'un montant de 846 millions (1 142 millions avant impôts), ce qui comprend des charges d'intérêts de 515 millions avant impôts et des charges autres que d'intérêts de 627 millions avant impôts, y compris des frais juridiques de 22 millions. Ces montants ont été imputés aux Services d'entreprise. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Provisions et passifs éventuels à la note 24 afférente aux états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022.
 - 9) Le bénéfice net comptable du premier trimestre de 2023 tient compte d'une charge d'impôts ponctuelle de 371 millions de dollars liée à certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien, laquelle comprend un dividende pour la relance du Canada de 312 millions et un montant de 59 millions se rapportant à l'incidence fiscale proportionnelle pour 2022 de l'augmentation du taux d'impôt de 1,5 %, déduction faite d'une réévaluation de l'actif d'impôt différé, comptabilisée dans les Services d'entreprise.
 - 10) Le bénéfice par action (BPA) est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du total des dividendes sur les actions privilégiées et des distributions sur les autres instruments de capitaux propres. Pour obtenir plus de renseignements sur le BPA, il y a lieu de se reporter à la note 9 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.
 - 11) Le bénéfice net et le résultat tirés de nos activités commerciales sont attribuables aux actionnaires par l'intermédiaire du BPA ajusté et du BPA dilué ajusté. Le BPA et le BPA dilué sont des mesures non conformes aux PCGR. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail à la section Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice figurant dans le Rapport annuel de BMO pour 2022. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats, notamment la hausse des frais liés au personnel découlant de l'accroissement des avantages du personnel et de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, qui sont toujours passés en charges au premier trimestre de l'exercice, ainsi que l'incidence des quelques jours de moins que compte le deuxième trimestre comparativement aux autres trimestres. La conversion des monnaies étrangères influe également sur le bénéfice trimestriel. Le 1^{er} février 2023, nous avons conclu l'acquisition de Bank of the West et de ses filiales. L'incidence de l'acquisition est comptabilisée dans nos résultats du trimestre considéré et du premier semestre en tant que regroupement d'entreprises, et les résultats d'exploitation sont principalement répartis entre PE États-Unis et BMO Gestion de patrimoine, selon la segmentation de la clientèle de Bank of the West et les méthodes d'imputation, lesquelles pourraient être modifiées après la conversion. Nous avons conclu la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique au cours du premier trimestre de 2022 et la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour au cours du deuxième trimestre de 2021. Ces dessaisissements ont été comptabilisés dans BMO Gestion de patrimoine et ont entraîné une baisse globale des revenus et des charges en 2022 comparativement à 2021. Le tableau précédent présente un sommaire des résultats obtenus entre le troisième trimestre de 2021 et le deuxième trimestre de 2023.

Tendances relatives au bénéfice

La performance financière du plus récent trimestre reflète l'inclusion de Bank of the West. Le premier trimestre de 2023 et le deuxième semestre de 2022 ont été touchés par la montée des taux d'intérêt et la volatilité des marchés boursiers, se traduisant par une diminution des activités menées par les clients de nos groupes sensibles aux marchés ainsi que par une augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances. Le rendement dégagé au premier semestre de 2022 et en 2021 a bénéficié du raffermissement des marchés et de l'intensification des activités des clients dans BMO Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux, ainsi que d'une bonne dynamique opérationnelle dans tous nos secteurs d'activité.

Les résultats comptables du deuxième trimestre de 2023 tiennent compte d'une dotation initiale à la provision pour pertes sur créances sur le portefeuille de prêts productifs acquis de Bank of the West. Le premier trimestre de 2023 et l'exercice 2022 tiennent compte des revenus (pertes) découlant des mesures de gestion de la juste valeur liées à l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition de Bank of the West sur sa juste valeur et son écart d'acquisition. Par ailleurs, les chiffres du premier trimestre de 2023 tiennent compte d'une charge d'impôts liée à certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien, et les chiffres du quatrième trimestre de 2022 tiennent compte d'une provision pour frais juridiques liée à une poursuite relative à M&I Marshall and Ilsley Bank, une banque absorbée. Les résultats de 2022 et de 2021 tenaient compte de l'incidence des dessaisissements liée à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique ainsi qu'aux États-Unis. Toutes les périodes tenaient compte de coûts liés à l'acquisition et à l'intégration et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

Le total des revenus témoigne de l'avantage découlant de nos activités diversifiées. Les revenus de nos Services bancaires PE se sont améliorés au cours des derniers trimestres, sous l'effet de l'incidence de Bank of the West dans PE États-Unis ainsi que de l'acquisition de clients, de l'augmentation des volumes et de l'élargissement des marges, ce qui reflète le contexte de taux d'intérêt plus élevés à la fois dans PE Canada et PE États-Unis. Les revenus de BMO Gestion de patrimoine ont bénéficié de la croissance des revenus nets d'intérêts, alors que les revenus autres que d'intérêts ont été touchés par les fluctuations des marchés à l'échelle mondiale. Les revenus de 2022 ont subi l'incidence des dessaisissements. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, sont susceptibles de fluctuer en raison des variations des taux d'intérêt et des marchés boursiers. Les revenus de BMO Marchés des capitaux des derniers trimestres ont subi l'incidence du contexte de ralentissement des activités de prise ferme. Le premier trimestre de 2023 tenait compte de la performance solide de Marchés mondiaux et de Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés.

Alors que l'économie a connu une reprise suivant le ralentissement causé par la pandémie, nous avons comptabilisé une diminution des dotations à la provision pour pertes sur créances liées aux prêts douteux ainsi que des recouvrements de dotations à la provision pour pertes sur créances liés aux prêts productifs, ce qui reflète une amélioration des perspectives économiques, des conditions de crédit favorables et une migration favorable du crédit. Au cours des quatre derniers trimestres, nous avons observé des signes de normalisation des conditions de crédit et des dotations à la provision pour pertes sur créances liées aux prêts productifs modestes, ce qui s'explique par la croissance des soldes, l'évolution des perspectives économiques ainsi que les avantages découlant des transactions comportant un transfert de risque.

La croissance des charges autres que d'intérêts au cours du trimestre considéré s'explique par l'inclusion de Bank of the West. La croissance des charges autres que d'intérêts au cours des quatre derniers trimestres a subi l'incidence de la hausse des frais liés au personnel, y compris le renforcement de l'équipe de vente, la hausse des salaires et la rémunération liée au rendement, ainsi que l'augmentation des frais liés à la technologie. La croissance des charges en 2022 a été influencée par les dessaisissements.

Le taux d'impôt effectif a varié à la suite de modifications législatives et des changements apportés à la politique fiscale, y compris leur interprétation par les autorités fiscales et les tribunaux, de la composition des résultats, y compris la proportion relative du bénéfice réalisé dans chaque territoire où nous exerçons nos activités, le niveau du bénéfice comptable avant impôts et le montant des investissements ou des titres qui génèrent des crédits d'impôt ou du bénéfice tiré des titres et exonéré d'impôts. Le taux d'impôt effectif comptable a été touché par certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien susmentionnées, par les mesures de gestion de la juste valeur dans le cadre de l'acquisition de Bank of the West au cours des cinq derniers trimestres, de même que par la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique ainsi qu'aux États-Unis en 2022 et en 2021.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice.

Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients privilégiés. Le personnel de direction clé s'entend des personnes qui ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, d'orienter et de contrôler les activités d'une entité, soit les administrateurs et les plus hauts dirigeants de la Banque. Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos entités détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence suivant les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour ces services. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative en regard de celles du 31 octobre 2022 et correspondent à celles décrites à la note 27 afférente aux états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de nos activités, nous concluons un certain nombre d'arrangements hors bilan. Parmi ceux-ci, les plus importants sont les entités structurées, les instruments de crédit et les garanties, lesquels sont décrits à la section Arrangements hors bilan du Rapport annuel de BMO pour 2022. Nous consolidons nos propres entités de titrisation, certaines entités de capital et de financement ainsi que d'autres entités structurées créées pour satisfaire à nos besoins et à ceux de nos clients. Nous ne consolidons pas les entités de titrisation canadiennes et américaines des clients, certaines entités de capital, ni divers fonds d'investissement gérés par BMO, ni diverses autres entités structurées dans lesquelles des placements sont détenus. Il ne s'est produit aucun changement important aux arrangements hors bilan de la Banque depuis le 31 octobre 2022. L'acquisition de Bank of the West a eu une incidence négligeable sur notre exposition liée aux éléments hors bilan.

Méthodes comptables et estimations et jugements comptables critiques

Le Rapport annuel de BMO pour 2022 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2022 ainsi que la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications à la note 1 des états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022 ainsi que dans les mises à jour fournies à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances se compose des provisions liées aux prêts douteux, qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et des provisions liées aux prêts productifs, qui constituent la meilleure estimation de la Banque en ce qui concerne la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux. Les pertes sur créances attendues sont calculées d'après des pondérations probabilistes en fonction des scénarios économiques décrits ci-dessous, et sont calculées pour chaque exposition dans le portefeuille en fonction de la probabilité de défaut (PD), de l'exposition en cas de défaut (ECD) et de la perte en cas de défaut (PCD), ainsi que du moment de la perte. Lorsqu'il y a eu une augmentation importante du risque de crédit, une perte sur créances attendue pour la durée de vie est comptabilisée; sinon, une perte sur créances attendue sur 12 mois est généralement comptabilisée. Une augmentation importante du risque de crédit tient compte de nombreux facteurs et variera en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la PD depuis l'octroi et certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Nous pouvons appliquer un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour tenir compte des facteurs qui ne sont pas pris en compte dans les modèles de pertes sur créances attendues, y compris l'incidence continue du contexte incertain sur les conditions de crédit et l'économie.

Au 30 avril 2023, le total des provisions pour pertes sur créances se chiffrait à 3 833 millions de dollars (2 998 millions au 31 octobre 2022), et il se composait d'une provision liée aux prêts productifs de 3 290 millions et d'une provision liée aux prêts douteux de 543 millions (2 441 millions et 557 millions, respectivement, au 31 octobre 2022). La provision liée aux prêts productifs a augmenté de 849 millions par rapport au quatrième trimestre de 2022, du fait principalement de la dotation initiale à la provision sur le portefeuille de prêts productifs de Bank of the West, de l'incertitude économique, de la migration du crédit du portefeuille et de la croissance de certains portefeuilles, facteurs en partie contrés par une légère amélioration des variables macroéconomiques et les fluctuations des taux de change.

Pour établir notre provision liée aux prêts productifs, nous appliquons des pondérations probabilistes à trois scénarios économiques, lesquels reflètent notre point de vue quant à la conjoncture économique et aux conditions des marchés, soit un scénario de référence qui, à notre avis, représente le résultat le plus probable, ainsi que des scénarios favorables et défavorables, tous élaborés par notre groupe Études économiques.

Lorsque des variations de la performance économique sont mesurées dans nos prévisions, nous nous appuyons sur le PIB réel, qui est le principal moteur des variations de bon nombre des autres variables économiques et du marché, y compris l'indice de volatilité (VIX), les écarts de taux de sociétés BBB, les taux de chômage, les indices des prix des habitations et le crédit à la consommation. Par ailleurs, nous tenons également compte de variables propres aux secteurs d'activité, le cas échéant. Bon nombre de ces variables présentent un degré élevé d'interdépendance et, par conséquent, il n'y a aucun facteur unique auquel l'ensemble des provisions sont sensibles.

Des renseignements sur la dotation à la provision pour pertes sur créances pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2023 se trouvent à la section Total des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Gestion des risques et à la section Provision pour pertes sur créances du Rapport annuel de BMO pour 2022, à la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, ainsi qu'à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Acquisition de Bank of the West – Évaluation des actifs et des passifs

Des jugements et des hypothèses importants ont été utilisés pour calculer la juste valeur des actifs et des passifs de Bank of the West, notamment le portefeuille de prêts, les immobilisations incorporelles au titre des dépôts de base, ainsi que les autres immobilisations incorporelles découlant de relations clients et les dépôts à échéance fixe.

Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Mise en garde

La section Méthodes comptables et estimations et jugements comptables critiques renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Modifications futures de méthodes comptables

Nous surveillons les éventuels changements proposés par l'International Accounting Standards Board (IASB) et analysons l'incidence que les changements de normes pourraient avoir sur la présentation de l'information financière et les méthodes comptables de BMO. Les nouvelles normes et les modifications apportées aux normes existantes, qui entreront en vigueur pour la Banque dans l'avenir, se trouvent à la note 1 des états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022.

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent document, et de nous y préparer.

Pour une analyse plus poussée des autres faits nouveaux en matière de réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risques pouvant influencer sur les résultats futurs, Risque de liquidité et de financement et Risque juridique et réglementaire du Rapport annuel de BMO pour 2022.

Nouvelles mesures fiscales canadiennes

Le budget fédéral canadien de 2023 prévoit un certain nombre de mesures fiscales, notamment une règle fiscale qui, dans certains cas, refuserait toute déduction pour les dividendes reçus après 2023, une modification de la définition de « service financier » afin de soumettre à la TPS/TVH les services de compensation pour les cartes de paiement, qui peut être appliquée rétrospectivement à l'entrée en vigueur de cette mesure pour le recouvrement de la TPS, et une taxe de 2 % sur les rachats d'actions effectués à partir du 1^{er} janvier 2024. En outre, le budget fédéral de 2023 réaffirme la volonté du Canada de mettre en œuvre le plan de réforme de la fiscalité internationale reposant sur deux piliers du cadre inclusif sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices de l'Organisation de coopération et de développement économiques (l'« OCDE ») et du Groupe des 20 (le « G20 »). Le Canada a déclaré qu'il adopterait le deuxième pilier, qui établira les règles d'un impôt minimum mondial de 15 % pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2023 des entreprises multinationales.

Le 15 décembre 2022, le gouvernement canadien a adopté un projet de loi se rapportant à certaines mesures fiscales qui s'appliquent à certaines sociétés canadiennes faisant partie d'un groupe de banques ou d'assureurs-vie, dont un impôt ponctuel de 15 % (appelé dividende pour la relance du Canada) calculé en fonction du revenu imposable moyen pour les années d'imposition 2020 et 2021, duquel est retranchée une exemption de 1 milliard de dollars, payable en versements égaux sur une période de cinq ans. Le projet de loi prévoit également une augmentation permanente du taux d'impôt de 1,5 % qui est calculée sur le revenu imposable supérieur à 100 millions de dollars (en vigueur pour les années d'imposition se terminant après le 7 avril 2022 et calculé proportionnellement pour la première année).

Au cours du premier trimestre de 2023, nous avons comptabilisé une charge d'impôt ponctuelle de 371 millions de dollars liée au dividende pour la relance du Canada ainsi qu'à l'incidence fiscale proportionnelle pour 2022 de l'augmentation de 1,5 % du taux d'impôt, déduction faite d'une réévaluation de l'actif d'impôt différé net.

Faits nouveaux en matière de réglementation aux États-Unis

À la suite de la conclusion de l'acquisition de la Bank of the West et de l'augmentation de la taille et de la portée de nos activités aux États-Unis, la société de portefeuille américaine de BMO, BMO Financial Corp (BFC), devrait franchir le seuil requis pour être désignée comme entreprise de catégorie III en vertu des normes prudentielles plus strictes (*Enhanced Prudential Standards*) du Conseil de la Réserve fédérale. Ce changement exigera de BFC qu'elle respecte certaines exigences réglementaires accrues en matière de fonds propres, de liquidités, de gestion des risques et de gouvernance.

Par ailleurs, le Conseil de la Réserve fédérale et la Federal Deposit Insurance Corporation des États-Unis ont relevé des faiblesses dans les pratiques de supervision et de réglementation qui ont contribué à la récente faillite de certaines banques régionales américaines. En réponse, les organismes de réglementation prévoient d'améliorer la rapidité, la rigueur et l'agilité de la supervision au cours des prochaines années. BMO prévoit se conformer aux exigences réglementaires accrues dans les délais prévus.

Le 11 mai 2023, la Federal Deposit Insurance Corporation (la « FDIC ») a publié un avis de projet de règlement pour recueillir les commentaires du public concernant les évaluations spéciales sur les institutions de dépôts afin de recouvrer les pertes subies par le Fonds d'assurance-dépôts attribuables aux coûts de la couverture des dépôts non assurés de Silicon Valley Bank et de Signature Bank. Le règlement proposé prévoit que l'évaluation spéciale serait calculée à un taux annuel d'environ 12,5 points de base sur les dépôts non assurés estimés d'une institution de dépôts américaine. L'incidence de ce projet de règlement sur nos résultats dépendra des règles définitives publiées par la FDIC.

Mise en garde

La présente section qui traite d'autres faits nouveaux en matière de réglementation contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Gestion des risques

Les politiques en matière de gestion des risques de BMO et les procédés qu'il emploie pour détecter, évaluer, gérer, surveiller, atténuer et signaler ses risques de crédit et de contrepartie, de marché, d'assurance, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, y compris le risque lié aux technologies et le cyberrisque, le risque juridique et réglementaire, le risque de stratégie, le risque environnemental et social et le risque de réputation sont décrits dans la section Gestion globale des risques du Rapport annuel de BMO pour 2022.

Principaux risques et risques émergents pouvant influencer sur les résultats futurs

Les principaux risques, les risques émergents et les autres risques de BMO qui pourraient influencer sur les résultats futurs sont décrits dans la section Gestion globale des risques du Rapport annuel de BMO pour 2022. Ce qui suit constitue une mise à jour du Rapport annuel pour 2022.

Mise à jour sur la situation économique générale

BMO est exposée à l'évolution des conditions économiques externes qui peuvent avoir une incidence importante sur ses résultats financiers, son efficacité opérationnelle et son orientation stratégique. Plusieurs turbulences économiques pèsent sur l'Amérique du Nord, comme l'inflation élevée, les risques géopolitiques mondiaux (y compris le conflit en Ukraine qui perdure) et l'endettement élevé des ménages. En outre, la récente volatilité du marché découlant de la faillite de certaines banques régionales aux États-Unis et les risques suscités par le plafond de la dette aux États-Unis sont source de risques potentiels pour la stabilité du marché et la croissance économique.

L'inflation commence à ralentir tant au Canada qu'aux États-Unis puisque les contraintes afférentes à la chaîne d'approvisionnement et les coûts liés à l'habitation montrent des signes d'amélioration et les mesures prises par les banques centrales pour contrer l'inflation en majorant les taux d'intérêt semblent s'atténuer. Depuis mars 2023, la Banque du Canada a maintenu ses taux stables et la Réserve fédérale américaine compte également mettre un terme au cycle de resserrement actuel d'ici la fin du deuxième trimestre civil de 2023. D'autres interventions dépendront des niveaux d'inflation qui devraient encore ralentir cette année, comme en témoigne le repli récent du prix des habitations, ce qui atténue les pressions qu'exercent les taux hypothécaires plus élevés sur les coûts. Les taux de chômage sont aussi demeurés à leur niveau le plus bas ou près de celui-ci en Amérique du Nord. Bien que certains de ces principaux indicateurs affichent des tendances positives, la faillite de plusieurs banques aux États-Unis et en Europe a provoqué l'instabilité des marchés des capitaux ainsi que dans le secteur des services financiers. Les mesures d'atténuation prises par la Réserve fédérale américaine ont allégé les préoccupations à court terme immédiates dans le secteur des banques régionales aux États-Unis; cependant, le risque de contagion pourrait se traduire par un accès réduit au crédit et nuire à la croissance économique.

L'administration fédérale des États-Unis a atteint le plafond de sa dette en janvier 2023 et le Trésor américain a instauré des mesures extraordinaires, qui prendront fin dans les mois à venir, visant à continuer à financer l'administration. Les décideurs négocient une entente potentielle pour relever le plafond de la dette et ainsi éviter un défaut de paiement. L'incertitude quant à l'aboutissement d'une entente, au moment où une telle entente sera conclue ainsi qu'à ses modalités pose un certain risque pour la stabilité des marchés financiers et peut avoir des conséquences sur la croissance économique à long terme.

Les risques auxquels est exposée la conjoncture actuelle pourraient avoir une incidence notable sur nos résultats financiers, notre efficacité opérationnelle et nos clients. Un déclin économique ou la volatilité des marchés financiers dans les mois à venir pourraient entraîner un repli des revenus et nuire à la rentabilité. Les coûts de financement élevés ont une incidence directe sur nos clients et, de ce fait, ils pourraient alourdir le budget des ménages et le bilan des entreprises.

La direction surveille régulièrement le climat économique afin de repérer les changements importants et leurs répercussions sur nos activités et nos clients. Des mesures d'atténuation sont prises, au besoin, pour faire face à de telles incertitudes afin de limiter les répercussions sur la Banque et ses résultats.

Taux interbancaires offerts (TIO)

La transition des taux interbancaires offerts à Londres (TIOL) et d'autres TIO vers des taux de référence complémentaires se poursuit. L'exposition de Bank of the West aux autres taux TIOL en dollars américains était négligeable au 30 avril 2023. L'acquisition de Bank of the West n'a donc pas eu d'incidence importante sur nos risques liés au projet ou à la transition aux TIO par rapport à l'information présentée à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2022.

Alors que nous approchons de la date de cessation du 30 juin 2023 en ce qui a trait aux autres taux TIOL en dollars américains, nos expositions globales au TIOL en dollars américains diminuent encore et nos expositions existantes associées aux produits dérivés au TIOL en dollars américains ont fait pour la plupart l'objet d'une transition après que les contreparties centrales ont converti les opérations fondées sur le TIOL existantes au taux SOFR (Secured Overnight Financing Rate).

Risque de marché

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites à la section Risque de marché de son Rapport annuel pour 2022.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau ci-dessous présente les éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2023				Au 31 octobre 2022				Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	
		Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)			Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		
Actifs exposés au risque de marché									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	68 495	–	68 495	–	87 466	–	87 466	– Taux d'intérêt	
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	5 275	157	5 118	–	5 734	142	5 592	– Taux d'intérêt	
Valeurs mobilières 3)	315 956	118 901	197 055	–	273 262	108 303	164 959	– Taux d'intérêt, écart de taux, titres de participation	
Titres pris en pension ou empruntés	118 575	–	118 575	–	113 194	–	113 194	– Taux d'intérêt	
Prêts et acceptations (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	634 775	4 153	630 622	–	551 339	3 501	547 838	– Taux d'intérêt, change	
Instruments dérivés	31 960	30 241	1 719	–	48 160	45 537	2 623	– Taux d'intérêt, change	
Engagements des clients aux termes d'acceptations	10 591	–	10 591	–	13 235	–	13 235	– Taux d'intérêt	
Actifs divers	65 264	5 222	24 994	35 048	46 809	3 030	26 561	17 218 Taux d'intérêt	
Total des actifs	1 250 891	158 674	1 057 169	35 048	1 139 199	160 513	961 468	17 218	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts	875 443	32 572	842 871	–	769 478	26 305	743 173	– Taux d'intérêt, change	
Instruments dérivés	41 802	38 055	3 747	–	59 956	46 803	13 153	– Taux d'intérêt, change	
Acceptations	10 591	–	10 591	–	13 235	–	13 235	– Taux d'intérêt	
Titres vendus à découvert	45 302	45 302	–	–	40 979	40 979	–	–	
Titres mis en pension ou prêtés	105 179	–	105 179	–	103 963	–	103 963	– Taux d'intérêt	
Passifs divers	88 294	65	88 115	114	72 400	60	71 815	525 Taux d'intérêt	
Dette subordonnée	8 195	–	8 195	–	8 150	–	8 150	– Taux d'intérêt	
Total des passifs	1 174 806	115 994	1 058 698	114	1 068 161	114 147	953 489	525	

- 1) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme, et qui sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.
- 2) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance ainsi qu'à des transactions de financement garanties.
- 3) Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités pour un complément d'informations sur les valeurs mobilières.

Mesures du risque de marché lié aux activités de négociation

La moyenne du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation a diminué alors que la moyenne du total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension a augmenté d'un trimestre à l'autre du fait du risque de variations dans les portefeuilles de contrats sur titres de participation et sur taux d'intérêt. La diminution de la VaR a été en partie compensée par la volatilité accrue du marché en lien avec la faillite de plusieurs banques aux États-Unis et en Europe.

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation en période de tension ^{1) 2)}

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2023				31 janvier 2023	30 avril 2022
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	Moyenne	Moyenne
VaR liée aux produits de base	2,0	1,7	2,2	1,2	2,2	3,7
VaR liée aux actions	12,8	15,7	24,5	12,0	14,5	11,7
VaR liée au change	2,9	3,2	5,4	1,4	2,9	2,3
VaR liée aux taux d'intérêt 3)	29,1	27,8	36,3	23,1	31,8	15,7
Risque propre à la dette	10,9	11,1	15,9	7,6	12,2	4,6
Diversification	(25,1)	(25,5)	n. s.	n. s.	(26,4)	(16,3)
Total de la VaR – Négociation	32,6	34,0	41,0	24,8	37,2	21,7
Total de la VaR en période de tension – Négociation	76,9	73,7	86,3	62,9	63,9	43,8

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les profits sont indiqués par des montants entre parenthèses et les pertes, par des montants positifs.

2) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire et à la fin du mois.

3) La VaR liée aux taux d'intérêt comprend le risque d'écart de crédit général.

n. s. – non significatif

Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation)

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt et l'avantage d'une baisse des taux d'intérêt ont augmenté alors que l'avantage d'une hausse des taux d'intérêt pour le résultat et l'exposition à une baisse des taux ont diminué par rapport au 31 janvier 2023. Une plus grande sensibilité du résultat a été observée au trimestre précédent du fait du positionnement par avance au titre du bilan acquis de Bank of the West. La durée de la position de la Banque était intentionnellement plus courte (pour une plus grande sensibilité du résultat) dans le but de contrer la durée naturellement plus longue du bilan de Bank of the West. Comme l'acquisition a été réalisée, les mesures du risque du trimestre visé reflètent une position relativement neutre.

Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt ^{1) 2)}

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Sensibilité de la valeur économique					Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois				
	30 avril 2023			31 janvier 2023	30 avril 2022	30 avril 2023			31 janvier 2023	30 avril 2022
	Canada 3)	États-Unis	Total	Total	Total 4)	Canada 3)	États-Unis	Total	Total	Total
Hausse de 100 points de base	(770,0)	(1 231,5)	(2 001,5)	(574,2)	(1 235,2)	93,6	187,9	281,5	542,1	635,0
Baisse de 25 points de base	171,6	235,2	406,8	75,7	236,3	(23,7)	(52,3)	(76,0)	(134,3)	(202,0)
Baisse de 100 points de base 4)	650,8	704,7	1 355,5	84,3	s. o.	(96,0)	(227,7)	(323,7)	(545,0)	s. o.

1) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

2) L'incidence du risque de marché lié à l'assurance n'est pas reflétée dans le tableau. Le risque de marché lié à l'assurance englobe le risque de taux d'intérêt et le risque lié au marché boursier découlant des activités d'assurance de BMO. Une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 30 avril 2023 donnerait lieu à une augmentation de 46 millions de dollars du résultat avant impôts (34 millions au 31 janvier 2023 et 39 millions au 30 avril 2022). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 30 avril 2023 donnerait lieu à une diminution de 54 millions du résultat avant impôts (36 millions au 31 janvier 2023 et 38 millions au 30 avril 2022). Une hausse de 10 % de la valeur du marché boursier au 30 avril 2023 entraînerait une augmentation de 15 millions du résultat avant impôts (15 millions au 31 janvier 2023 et 20 millions au 30 avril 2022). Une baisse de 10 % de la valeur du marché boursier au 30 avril 2023 entraînerait une diminution de 13 millions du résultat avant impôts (13 millions au 31 janvier 2023 et 20 millions au 30 avril 2022). BMO peut conclure des arrangements de couverture pour compenser l'incidence des variations des valeurs du marché boursier sur ses résultats, ce qu'il a fait au cours de l'exercice 2022. L'incidence du risque de marché lié à l'assurance sur le résultat est reflétée au poste sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités de l'état consolidé des résultats, une variation correspondante de la juste valeur des passifs au titre des indemnités de la Banque étant comptabilisée au poste autres passifs du bilan consolidé.

3) Comprend le dollar canadien et autres monnaies.

4) Du fait du contexte de faiblesse des taux d'intérêt entre le 30 avril 2020 et le 30 avril 2022, la sensibilité de la valeur économique et la sensibilité du résultat aux baisses de taux d'intérêt sont évaluées en fonction d'une baisse de 25 points de base.

s. o. – sans objet

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

BMO a continué à maintenir une solide position de liquidité au deuxième trimestre de 2023. Les prêts des clients et les dépôts des clients ont tous deux affiché une augmentation avec la clôture de l'acquisition de Bank of the West. En excluant l'incidence de l'acquisition de Bank of the West, les prêts des clients ont augmenté alors que les dépôts des clients sont demeurés essentiellement inchangés au cours du trimestre écoulé. Le financement de gros a augmenté, reflet des émissions nettes. Les paramètres de liquidité de BMO, y compris le ratio de liquidité à court terme (RLCT) et le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLT), sont demeurés largement supérieurs aux cibles internes et aux exigences réglementaires. Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a annoncé des modifications à la ligne directrice Normes de liquidités (NL) qui sont entrées en vigueur en avril 2023. Les modifications portent principalement sur le calcul de l'indicateur des flux de trésorerie nets cumulatifs (NCCF) qui est un outil de surveillance. Ces modifications n'ont eu aucune incidence importante sur notre liquidité, nos pratiques ou exigences en matière de financement.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que dans des portefeuilles d'actifs liquides qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel et comme des investissements de liquidités structurelles excédentaires. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de haute qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau ci-après résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada, aux États-Unis et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté dans le but de soutenir ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, totalisaient 347,7 milliards de dollars au 30 avril 2023 comparativement à 357,0 milliards au 31 janvier 2023. La baisse des actifs liquides non grevés est essentiellement attribuable à la diminution de la trésorerie compensée en partie par des soldes de titres plus élevés.

Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par nos activités de courtage. Outre ses actifs liquides, BMO a accès aux programmes d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'il détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le total des actifs grevés et des actifs liquides non grevés de BMO est présenté dans le tableau qui porte sur les actifs grevés.

Les faillites récentes de certaines banques régionales américaines ont mis en jeu l'incidence qu'ont eue les hausses de taux d'intérêt sur les valeurs de marché des portefeuilles de titres au coût amorti et de titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La valeur comptable et la juste valeur de nos titres au coût amorti se sont chiffrées respectivement à 122,1 milliards de dollars et à 113,2 milliards au 30 avril 2023, pour une perte latente avant impôts de 8,9 milliards. Plus de la moitié de la perte latente est liée aux mesures de gestion de la juste valeur que la Banque a prises au moment de l'annonce de l'acquisition de Bank of the West, lesquelles comprennent l'achat d'un portefeuille de titres de créance d'administrations publiques assortis d'une durée comparable. La majorité de ces titres ont été placés dans des couvertures comptables de juste valeur à la clôture, cristallisant la perte latente sur ces titres qui sera portée en diminution des revenus d'intérêts sur leur durée résiduelle. La valeur comptable de nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global s'établissait à 56,5 milliards au 30 avril 2023. La perte nette latente découlant des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, déduction faite des couvertures de juste valeur, s'établissait à 217 millions de dollars après impôts au 30 avril 2023. Pour un complément d'informations sur les titres au coût amorti et les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, il y a lieu de se reporter aux notes 2 et 12 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Actifs liquides

	Au 30 avril 2023					Au 31 janvier 2023
(en millions de dollars canadiens)	Actifs appartenant à la Banque	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 2)	Actifs nets non grevés 2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	68 495	–	68 495	104	68 391	103 249
Dépôts à d'autres banques	5 275	–	5 275	–	5 275	5 080
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	153 263	101 365	254 628	133 864	120 764	111 622
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires émis par des agences américaines et titres garantis par des créances hypothécaires	85 708	6 960	92 668	34 110	58 558	45 638
Titres de créance d'entreprises et autres	22 731	20 172	42 903	10 384	32 519	31 866
Titres de participation d'entreprises	54 254	54 180	108 434	64 556	43 878	42 285
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés 3)	315 956	182 677	498 633	242 914	255 719	231 411
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 4)	23 116	–	23 116	4 759	18 357	17 219
Total des actifs liquides	412 842	182 677	595 519	247 777	347 742	356 959

1) Les actifs bruts comprennent les actifs appartenant à la Banque ainsi que les éléments de trésorerie et les valeurs mobilières reçus de tiers.

2) Les actifs nets non grevés désignent le total des actifs bruts, moins les actifs grevés.

3) Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités pour un complément d'informations sur le total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés.

4) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH) qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

Actifs grevés

(en millions de dollars canadiens)	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 30 avril 2023					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	73 770	-	104	-	73 666
Valeurs mobilières 5)	521 749	196 626	51 047	15 514	258 562
Prêts	611 659	95 064	657	334 720	181 218
Autres actifs					
Instruments dérivés	31 960	-	-	31 960	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	10 591	-	-	10 591	-
Bureaux et matériel	6 111	-	-	6 111	-
Écart d'acquisition	16 025	-	-	16 025	-
Immobilisations incorporelles	5 158	-	-	5 158	-
Actifs d'impôt exigible	2 127	-	-	2 127	-
Actifs d'impôt différé	2 369	-	-	2 369	-
Actifs divers	33 474	9 213	-	24 261	-
Total des autres actifs	107 815	9 213	-	98 602	-
Total des actifs	1 314 993	300 903	51 808	448 836	513 446

(en millions de dollars canadiens)	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 31 janvier 2023					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	108 422	-	93	-	108 329
Valeurs mobilières 5)	483 010	183 155	51 225	13 740	234 890
Prêts	524 138	69 670	631	295 793	158 044
Autres actifs					
Instruments dérivés	33 294	-	-	33 294	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	13 636	-	-	13 636	-
Bureaux et matériel	4 865	-	-	4 865	-
Écart d'acquisition	5 260	-	-	5 260	-
Immobilisations incorporelles	2 277	-	-	2 277	-
Actifs d'impôt exigible	1 815	-	-	1 815	-
Actifs d'impôt différé	1 392	-	-	1 392	-
Actifs divers	28 924	9 843	-	19 081	-
Total des autres actifs	91 463	9 843	-	81 620	-
Total des actifs	1 207 033	262 668	51 949	391 153	501 263

1) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui font l'objet de restrictions de nature juridique ou autre, tels que les dépôts minimaux requis auprès de banques centrales et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces actifs se composaient de valeurs mobilières d'un montant de 15,5 milliards de dollars au 30 avril 2023, y compris les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO, de même que d'importants placements en titres de capitaux propres et certains investissements détenus par notre unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts compris dans les actifs pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts de BMO, notamment d'autres titrisations, des émissions d'obligations couvertes et des avances de la Federal Home Loan Bank (FHLB) des États-Unis.

5) Comprennent des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Stratégie de financement

Selon la stratégie de financement de BMO, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être d'une durée (généralement de deux à dix ans) pouvant étayer la durée à court terme de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est d'une durée nettement plus courte (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont essentiellement financés au moyen de sources de financement de gros à terme.

Nous maintenons une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable, qui, conjugués à notre situation en matière de capital importante, constitue de solides assises, favorisent le maintien d'une saine position de liquidité et réduisent notre dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 628,5 milliards de dollars au 30 avril 2023, en hausse par rapport à ceux de 545,1 milliards au 31 janvier 2023. L'acquisition de Bank of the West a accru de 84,5 milliards les dépôts des clients au cours du trimestre visé.

Au 30 avril 2023, l'encours du financement de gros, garanti et non garanti, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 261,6 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 77,4 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 184,2 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a augmenté en regard de celui de 251,1 milliards au 31 janvier 2023 en raison principalement des émissions nettes du financement de gros au cours du trimestre. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau suivant. D'autres renseignements à ce sujet figurent à la section Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan. Nous maintenons un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 347,7 milliards au 30 avril 2023 et qui, tel qu'il est décrit à la section sur les actifs liquides non grevés, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, type d'instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme au moyen de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens, australiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes, de prêts automobiles canadiens, et de marges de crédit sur valeur domiciliaire canadiennes, des prêts au financement de matériel de transport aux États-Unis, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang non garantis canadiens et américains.

Grâce à son plan de financement de gros, BMO vise à maintenir une capacité de financement qui lui permet de mettre de l'avant ses stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre de processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources disponibles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par les comités de la haute direction à qui incombent des responsabilités précises connexes, et approuvé par le Comité d'évaluation des risques, et est régulièrement mis à jour afin que les résultats réels y soient reflétés et les plus récentes informations prévisionnelles, intégrées.

Échéances du financement de gros ¹⁾

	Au 30 avril 2023								Au 31 janvier 2023
	Total partiel –								
(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total	Total
Dépôts d'autres banques	4 139	1 799	1 844	1 548	9 330	–	–	9 330	8 818
Certificats de dépôt et papier commercial	19 630	21 982	21 879	27 479	90 970	653	291	91 914	91 237
Billets de dépôt au porteur	346	198	244	197	985	–	–	985	1 538
Papier commercial adossé à des actifs	797	864	866	471	2 998	–	–	2 998	1 539
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	66	5 361	4 143	9 655	19 225	16 536	29 189	64 950	67 759
Billets structurés non garantis de premier rang 2)	154	214	–	134	502	14	8 311	8 827	8 213
Financement garanti									
Titrisations de créances hypothécaires et de marges de crédit sur valeur domiciliaire	–	620	1 557	1 715	3 892	3 717	12 459	20 068	20 252
Obligations couvertes	–	–	2 610	2 357	4 967	–	23 269	28 236	30 100
Autres titrisations adossées à des actifs 3)	–	–	–	20	20	202	5 332	5 554	6 185
Avances de la Federal Home Loan Bank	–	1 760	1 760	–	3 520	12 967	4 062	20 549	7 334
Dette subordonnée	–	–	–	–	–	–	8 194	8 194	8 154
Total	25 132	32 798	34 903	43 576	136 409	34 089	91 107	261 605	251 129
Composé de ce qui suit :									
Financement garanti	797	3 244	6 793	4 563	15 397	16 886	45 122	77 405	65 410
Financement non garanti	24 335	29 554	28 110	39 013	121 012	17 203	45 985	184 200	185 719
Total 4)	25 132	32 798	34 903	43 576	136 409	34 089	91 107	261 605	251 129

1) Le financement de gros englobe essentiellement celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans la section Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants et qui n'est pas consolidé aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.

3) Comprennent les titrisations de créances de cartes de crédit, de prêts automobiles et de prêts au financement de matériel de transport.

4) Le total du financement de gros était constitué de 48,4 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 213,2 milliards de fonds libellés en dollars américains et en d'autres monnaies au 30 avril 2023.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à la section Risque de liquidité et de financement du Rapport annuel de BMO pour 2022. Il y a également lieu de se reporter à la section Gestion des risques.

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important pour la Banque dans la capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès aux marchés du financement de gros à des taux attractifs. Si les cotes de BMO se détérioraient, il est probable que le coût de ses fonds augmenterait et qu'il lui serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés du financement de gros. Un abaissement majeur des cotes de BMO pourrait également avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 des états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité. Moody's, S&P et DBRS ont attribué une perspective stable à BMO, tandis que Fitch a attribué une perspective négative.

Au 30 avril 2023

Agence de notation	Dette à court terme	Dette de premier rang 1)	Dépôts à long terme/ ancienne dette de premier rang 2)	Dette subordonnée – (FPUNV)	Perspective
Moody's	P-1	A2	Aa2	Baa1 (hybr.)	Stable
S&P	A-1	A-	A+	BBB+	Stable
Fitch	F1+	AA-	AA	A	Négative
DBRS	R-1 (élevée)	AA (faible)	AA	A (faible)	Stable

1) Sous réserve de la conversion aux termes du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

2) Les dépôts à long terme/l'ancienne dette de premier rang comprennent la dette de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 et la dette de premier rang émise depuis le 23 septembre 2018 inclusivement, laquelle est exclue du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

BMO est tenu de fournir des garanties à certaines contreparties si ses cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant.

Au 30 avril 2023, si nos cotes étaient abaissées de un cran, de deux crans et de trois crans, nous devrions fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 137 millions de dollars, 396 millions et 843 millions, respectivement.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme (RLCT) est calculé selon la ligne directrice Normes de liquidités (NL) établie par le BSIF et est résumé dans le tableau ci-après. Le RLCT est calculé quotidiennement et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité détenus au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres ainsi que d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le BSIF sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Le RLCT ne tient pas compte des liquidités excédentaires au-delà de 100 % dans BMO Financial Corp. (BFC) en raison des restrictions quant au transfert de liquidités entre BFC et la banque mère. Les banques d'importance systémique nationale (BISN), y compris BMO, sont tenues de maintenir un RLCT minimal de 100 %. Le RLCT moyen quotidien pour le trimestre clos le 30 avril 2023 a été de 129 %, ce qui correspond à un excédent de 52,0 milliards de dollars par rapport au seuil réglementaire minimal. Le RLCT a diminué de 15 % par rapport à 144 % au trimestre précédent, en raison de la hausse des sorties nettes de trésorerie qui s'explique principalement par l'inclusion des activités de Bank of the West dans le calcul de ce ratio. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de la période visée. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir au cours d'une période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau intitulé Actifs liquides.

(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour le trimestre clos le 30 avril 2023		
	Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2)	Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3)
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	229,1
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	297,4	21,0
Dépôts stables	140,7	4,2
Dépôts moins stables	156,7	16,8
Financement de gros non garanti, dont :	286,4	130,1
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	144,2	35,9
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	116,3	68,3
Dettes non garanties	25,9	25,9
Financement de gros garanti		22,7
Exigences supplémentaires, dont :	238,3	45,1
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	25,0	6,7
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	4,3	4,3
Facilités de crédit et de liquidité	209,0	34,1
Autres obligations de financement contractuelles	0,7	-
Autres obligations de financement conditionnelles	518,7	10,0
Total des sorties de trésorerie	*	228,9
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., prises en pension)	155,6	34,1
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	16,4	9,0
Autres entrées de trésorerie	8,7	8,7
Total des entrées de trésorerie	180,7	51,8

Pour le trimestre clos le 30 avril 2023		Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité		229,1
Total des sorties nettes de trésorerie		177,1
Ratio de liquidité à court terme (%) 2)		129

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2023		Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité		229,3
Total des sorties nettes de trésorerie		158,8
Ratio de liquidité à court terme (%)		144

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) Les valeurs sont calculées en fonction de la moyenne simple du RLCT quotidien sur 61 jours ouvrables au deuxième trimestre de 2023.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice *Normes de liquidité*.

Ratio structurel de liquidité à long terme

Le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) est une mesure réglementaire de la liquidité qui évalue la stabilité du profil de financement d'une banque par rapport à la liquidité de ses actifs et est calculé selon la ligne directrice Normes de liquidités (NL) établie par le BSIF. Contrairement au RLCT, lequel est une mesure à court terme, le RSLLT calcule la résilience à moyen et à long terme d'une banque. Le RSLLT s'entend du montant du financement stable disponible (FSD) par rapport à celui du financement stable requis (FSR). Le montant du FSD représente la part des fonds propres et des passifs censée être disponible de manière fiable à un horizon de un an (ce qui comprend les dépôts de clients, le financement de gros à long terme et le capital). Les exigences relatives au financement stable pour chacune des institutions sont établies par le BSIF et fondées sur la liquidité et les caractéristiques inhérentes à la durée de ses actifs inscrits au bilan et des autres éléments hors bilan. Les pondérations prescrites par le BSIF s'appliquent aux soldes nominaux des actifs et passifs, afin de calculer le FSD, le FSR et le RSLLT. Les banques d'importance systémique (BIS) au Canada, y compris BMO, sont tenues de maintenir un RSLLT minimal de 100 %. Le FSD et le FSR ont augmenté au cours du trimestre du fait surtout de l'incidence de l'acquisition de Bank of the West. Le RSLLT de BMO était de 113 % au 30 avril 2023, ce qui équivaut à un excédent de 79,2 milliards de dollars par rapport au seuil réglementaire minimal. Le RSLLT a diminué par rapport à celui de 120 % au trimestre précédent, taux temporairement élevé en attente de la clôture de l'acquisition de Bank of the West.

Pour le trimestre clos le 30 avril 2023					
(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Valeur non pondérée par échéance résiduelle				Valeur pondérée 2)
	Sans échéance 1)	Moins de 6 mois	De 6 à 12 mois	Plus de 1 an	
Élément de financement stable disponible (FSD)					
Fonds propres :	–	–	–	87,5	87,5
Fonds propres réglementaires	–	–	–	87,5	87,5
Autres instruments de fonds propres	–	–	–	–	–
Dépôts des particuliers et dépôts des petites entreprises :	249,5	45,6	31,2	51,4	344,2
Dépôts stables	129,1	18,6	11,6	10,9	162,3
Dépôts moins stables	120,4	27,0	19,6	40,5	181,9
Financement de gros :	274,3	250,9	53,5	110,3	267,8
Dépôts opérationnels	143,3	0,2	–	–	71,7
Autres financements de gros	131,0	250,7	53,5	110,3	196,1
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants	–	2,1	0,9	12,1	–
Autres passifs :	3,7	*	*	36,7	5,2
Passifs d'instruments dérivés du RSLLT	*	*	*	15,9	*
Tous les autres passifs ou fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus	3,7	15,2	0,8	4,8	5,2
FSD total	*	*	*	*	704,7
Élément de financement stable requis (FSR)					
Total des actifs liquides de haute qualité du RSLLT	*	*	*	*	14,4
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	–	–	–	–	–
Prêts et titres productifs :	189,3	175,3	52,2	375,0	525,3
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1	–	76,5	0,8	0,8	3,1
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs à des institutions non garantis	35,2	50,6	5,5	16,3	59,7
Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts aux particuliers et aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, dont :	111,7	35,3	37,3	208,3	307,7
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	–	–	–	–	–
Crédits hypothécaires au logement productifs, dont :	13,1	11,0	8,2	133,2	114,8
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	13,1	11,0	8,2	133,2	114,8
Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les HQLA, y compris les actions négociées sur les marchés organisés	29,3	1,9	0,4	16,4	40,0
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants	–	2,1	0,9	12,1	–
Autres actifs :	41,2	*	*	57,1	65,5
Produits de base physiques, y compris l'or	5,0	*	*	*	4,3
Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et contributions à des fonds de garantie de contreparties centrales	*	*	*	12,0	10,2
Actifs d'instruments dérivés du RSLLT	*	*	*	7,7	–
Passifs d'instruments dérivés du RSLLT avant déduction de la marge de variation versée	*	*	*	23,8	1,2
Tous les autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus	36,2	6,3	0,3	7,0	49,8
Éléments hors bilan	*	*	*	*	20,3
FSR total	*	*	*	*	625,5
Ratio structurel de liquidité à long terme (%)	*	*	*	*	113
Trimestre clos le 31 janvier 2023					Valeur pondérée 2)
FSD total					626,5
FSR total					523,8
Ratio structurel de liquidité à long terme (%)					120

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RSLLT.

- 1) Les éléments devant être classés dans la catégorie « Sans échéance » ne sont assortis d'aucune échéance stipulée. Ces éléments peuvent inclure notamment des dépôts sans échéance, des positions vendeurs, des positions à échéance ouverte, des titres autres que des actifs liquides de haute qualité, des produits de base physiques et des prêts à vue.
- 2) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF eu égard au FSD et au FSR.

Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-après présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés, et pour quel montant (escompte), de même que les exigences en matière de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses.

(en millions de dollars canadiens)

	30 avril 2023								
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance Total
Instruments financiers inscrits au bilan									
Actifs									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	66 652	-	-	-	-	-	-	-	1 843 68 495
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 847	701	330	126	271	-	-	-	5 275
Valeurs mobilières	4 719	5 667	6 138	5 613	4 940	25 182	66 495	142 949	54 253 315 956
Titres pris en pension ou empruntés	98 242	14 040	4 388	879	218	808	-	-	- 118 575
Prêts 1)									
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 434	3 525	6 396	3 901	3 226	19 715	105 244	23 156	136 166 733
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	469	1 072	1 460	1 173	1 275	6 626	37 471	30 255	24 556 104 357
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	11 063 11 063
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	19 118	10 448	12 390	10 134	14 103	49 741	118 816	27 336	93 886 355 972
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(3 350) (3 350)
Total des prêts, déduction faite de la provision	21 021	15 045	20 246	15 208	18 604	76 082	261 531	80 747	126 291 634 775
Autres actifs									
Instruments dérivés	2 516	2 500	2 385	2 783	1 574	6 578	7 357	6 267	- 31 960
Engagements de clients aux termes d'acceptations	7 450	3 133	7	1	-	-	-	-	- 10 591
Divers	3 849	1 019	286	12	6	9	18	7 451	52 614 65 264
Total des autres actifs	13 815	6 652	2 678	2 796	1 580	6 587	7 375	13 718	52 614 107 815
Total des actifs	208 296	42 105	33 780	24 622	25 613	108 659	335 401	237 414	235 001 1 250 891

(en millions de dollars canadiens)

	30 avril 2023								
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance Total
Passifs et capitaux propres									
Dépôts 2) 3)	51 166	53 950	60 106	56 730	42 821	41 123	78 111	18 073	473 363 875 443
Autres passifs									
Instruments dérivés	2 696	4 657	3 284	5 599	1 710	5 976	8 880	9 000	- 41 802
Acceptations	7 450	3 133	7	1	-	-	-	-	- 10 591
Titres vendus à découvert 4)	45 302	-	-	-	-	-	-	-	- 45 302
Titres mis en pension ou prêtés 4)	98 342	4 666	1 064	1 107	-	-	-	-	- 105 179
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	85	728	1 749	723	1 263	5 396	9 668	6 147	- 25 759
Divers	17 035	1 980	1 865	1 121	5 643	6 171	2 693	6 281	19 746 62 535
Total des autres passifs	170 910	15 164	7 969	8 551	8 616	17 543	21 241	21 428	19 746 291 168
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	25	8 170	- 8 195
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	76 085 76 085
Total des passifs et des capitaux propres	222 076	69 114	68 075	65 281	51 437	58 666	99 377	47 671	569 194 1 250 891

1) Les prêts à vue sont inclus dans la colonne Sans échéance.

2) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

3) Des dépôts de 29 326 millions de dollars au 30 avril 2023 ont une date d'échéance fixe, mais ils peuvent toutefois faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé (en totalité ou en partie) par le client sans pénalité. Ils sont classés comme étant exigibles à une date fixe en raison de leur date d'échéance contractuelle déclarée.

4) Montants présentés selon leur date d'échéance la plus rapprochée.

(en millions de dollars canadiens)

	30 avril 2023								
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance Total
Engagements hors bilan									
Crédits fermes 1)	2 732	7 640	8 609	10 412	14 692	43 938	124 155	5 059	- 217 237
Lettres de crédit 2)	1 564	3 740	4 470	6 011	5 277	2 942	5 877	52	- 29 933
Concours de trésorerie	552	877	800	872	650	10 085	2 030	779	- 16 645
Contrats de location	-	-	-	-	2	3	19	47	- 71
Obligations d'achat	42	54	154	91	77	277	510	64	- 1 269

1) Les crédits fermes ne tiennent pas compte des marges de crédit personnelles et des cartes de crédit que BMO peut annuler sans condition à son entière discrétion. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

2) Les lettres de crédit peuvent faire l'objet de prélèvements en tout temps. Elles sont classées en fonction de leur date d'échéance contractuelle déclarée.

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2022

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	86 003	-	-	-	-	-	-	-	1 463	87 466
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 844	1 662	86	44	98	-	-	-	-	5 734
Valeurs mobilières	4 189	4 284	5 480	5 375	6 060	18 272	68 521	108 072	53 009	273 262
Titres pris en pension ou empruntés	83 861	21 736	5 101	2 448	48	-	-	-	-	113 194
Prêts 1)										
Prêts hypothécaires à l'habitation	526	1 519	3 708	5 778	6 501	14 665	105 285	10 810	88	148 880
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	211	553	940	1 693	1 537	4 844	37 742	14 084	24 499	86 103
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	9 663	9 663
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	13 003	9 595	11 724	9 300	11 394	37 250	105 009	17 776	94 259	309 310
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(2 617)	(2 617)
Total des prêts, déduction faite de la provision	13 740	11 667	16 372	16 771	19 432	56 759	248 036	42 670	125 892	551 339
Autres actifs										
Instruments dérivés	5 362	7 147	3 359	2 552	2 225	7 787	11 636	8 092	-	48 160
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 752	3 461	19	3	-	-	-	-	-	13 235
Divers	2 735	625	225	21	2	10	19	5 817	37 355	46 809
Total des autres actifs	17 849	11 233	3 603	2 576	2 227	7 797	11 655	13 909	37 355	108 204
Total des actifs	209 486	50 582	30 642	27 214	27 865	82 828	328 212	164 651	217 719	1 139 199

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2022

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 2) 3)	38 064	44 637	49 626	47 908	48 444	39 992	62 978	16 265	421 564	769 478
Autres passifs										
Instruments dérivés	3 370	11 764	4 399	3 814	2 895	7 619	14 092	12 003	-	59 956
Acceptations	9 752	3 461	19	3	-	-	-	-	-	13 235
Titres vendus à découvert 4)	40 979	-	-	-	-	-	-	-	-	40 979
Titres mis en pension ou prêtés 4)	94 215	6 476	1 046	2 226	-	-	-	-	-	103 963
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	14	2 803	1 300	794	1 673	5 136	9 342	6 006	-	27 068
Divers	12 143	4 980	101	97	146	872	2 558	5 722	18 713	45 332
Total des autres passifs	160 473	29 484	6 865	6 934	4 714	13 627	25 992	23 731	18 713	290 533
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	25	8 125	-	8 150
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	71 038	71 038
Total des passifs et des capitaux propres	198 537	74 121	56 491	54 842	53 158	53 619	88 995	48 121	511 315	1 139 199

1) Les prêts à vue sont inclus dans la colonne Sans échéance.

2) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

3) Des dépôts de 29 966 millions de dollars au 31 octobre 2022 ont une date d'échéance fixe, mais ils peuvent toutefois faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé (en totalité ou en partie) par le client sans pénalité. Ils sont classés comme étant exigibles à une date fixe en raison de leur date d'échéance contractuelle déclarée.

4) Montants présentés selon leur date d'échéance la plus rapprochée.

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2022

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 932	3 610	10 461	13 373	14 753	38 057	119 430	5 490	-	207 106
Lettres de crédit 2)	1 680	4 601	4 936	4 662	4 922	2 832	3 680	57	-	27 370
Concours de trésorerie	-	585	393	1 438	1 275	3 465	9 189	985	-	17 330
Contrats de location	-	-	-	-	-	3	44	256	-	303
Obligations d'achat	27	98	55	55	58	217	309	22	-	841

1) Les crédits fermes ne tiennent pas compte des marges de crédit personnelles et des cartes de crédit que BMO peut annuler sans condition à son entière discrétion. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

2) Les lettres de crédit peuvent faire l'objet de prélèvements en tout temps. Elles sont classées en fonction de leurs échéances contractuelles déclarées.

Prêts garantis par un bien immobilier

Les prêts garantis par un bien immobilier englobent les prêts hypothécaires à l'habitation et les marges de crédit sur valeur domiciliaire. Les tableaux suivants présentent une ventilation des prêts hypothécaires à l'habitation et des marges de crédit sur valeur domiciliaire par région ainsi que l'encours des prêts assurés et non assurés. Les prêts hypothécaires à l'habitation et les marges de crédit sur valeur domiciliaire sont garantis par des propriétés résidentielles.

Prêts garantis par un bien immobilier au Canada

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Prêts hypothécaires à l'habitation	Marges de crédit sur la valeur domiciliaire amortissables	Total des prêts garantis par un bien immobilier amortissables	Prêts garantis par un bien immobilier non amortissables	Total des prêts garantis par un bien immobilier au Canada
Au 30 avril 2023	143 816	34 957	178 773	13 138	191 911
Au 31 janvier 2023	141 740	34 836	176 576	13 135	189 711

Prêts hypothécaires à l'habitation ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Au 30 avril 2023					Au 31 janvier 2023				
	Encours				Pour le trimestre clos le	Encours				Pour le trimestre clos le
	Assurés 3)	Non assurés	Total	En % du total	RPV moyen non assuré 4)	Assurés 3)	Non assurés	Total	En % du total	RPV moyen non assuré 4)
Région 2)										
Atlantique	3 240	3 319	6 559	3,9 %	71 %	3 190	3 321	6 511	4,3 %	72 %
Québec	9 028	12 416	21 444	12,9 %	71 %	8 914	12 378	21 292	14,1 %	71 %
Ontario	14 482	52 554	67 036	40,2 %	71 %	14 415	51 290	65 705	43,4 %	71 %
Alberta	9 770	7 045	16 815	10,1 %	73 %	9 563	6 970	16 533	10,9 %	72 %
Colombie-Britannique	4 700	23 415	28 115	16,9 %	67 %	4 683	23 184	27 867	18,4 %	67 %
Ailleurs au Canada	2 231	1 616	3 847	2,3 %	74 %	2 192	1 640	3 832	2,6 %	73 %
Total au Canada	43 451	100 365	143 816	86,3 %	71 %	42 957	98 783	141 740	93,7 %	70 %
États-Unis	26	22 891	22 917	13,7 %	74 %	20	9 534	9 554	6,3 %	79 %
Total	43 477	123 256	166 733	100,0 %	71 %	42 977	108 317	151 294	100,0 %	71 %

Marges de crédit sur valeur domiciliaire ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Au 30 avril 2023					Au 31 janvier 2023				
	Portefeuille				Pour le trimestre clos le	Portefeuille				Pour le trimestre clos le
	Encours	En %	Montants autorisés	En %	RPV moyen 4)	Encours	En %	Montants autorisés	En %	RPV moyen 4)
Région 2)										
Atlantique	981	1,8 %	1 876	1,7 %	59 %	971	1,9 %	1 854	1,9 %	61 %
Québec	9 029	16,6 %	17 612	15,9 %	67 %	8 983	17,6 %	17 379	17,4 %	64 %
Ontario	24 231	44,5 %	44 401	40,1 %	59 %	24 128	47,2 %	44 044	44,2 %	58 %
Alberta	3 231	5,9 %	6 934	6,3 %	60 %	3 273	6,4 %	6 927	6,9 %	60 %
Colombie-Britannique	9 876	18,1 %	18 438	16,6 %	58 %	9 868	19,3 %	18 242	18,3 %	58 %
Ailleurs au Canada	747	1,4 %	1 471	1,3 %	68 %	748	1,5 %	1 466	1,5 %	61 %
Total au Canada	48 095	88,3 %	90 732	81,9 %	61 %	47 971	93,9 %	89 912	90,2 %	59 %
États-Unis	6 383	11,7 %	20 057	18,1 %	61 %	3 119	6,1 %	9 787	9,8 %	60 %
Total	54 478	100,0 %	110 789	100,0 %	61 %	51 090	100,0 %	99 699	100,0 %	59 %

1) Les méthodes de présentation de l'information utilisées sont conformes à ce qui est énoncé en vertu de la ligne directrice B-20 du BSIF.

2) La région est déterminée selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire.

3) Les prêts hypothécaires assurés constituant le portefeuille s'entendent des prêts hypothécaires assurés individuellement ou par portefeuille par l'intermédiaire d'un assureur admissible (c.-à-d. la SCHL et Sagen MI CanadaSM).

4) Le ratio prêt/valeur (RPV) est fonction de la valeur de la propriété lors du montage du prêt hypothécaire, de l'encours des prêts hypothécaires et des montants autorisés pouvant être prélevés sur les marges de crédit sur valeur domiciliaire.

Prêts hypothécaires à l'habitation par période d'amortissement restante ^{1) 2)}

	Au 30 avril 2023						
	Période d'amortissement						
	Moins de 5 ans (en %)	De 6 à 10 ans (en %)	De 11 à 15 ans (en %)	De 16 à 20 ans (en %)	De 21 à 25 ans (en %)	De 26 à 30 ans (en %)	Plus de 30 ans (en %) 4)
Canada	0,8 %	2,6 %	6,0 %	13,5 %	31,8 %	14,3 %	31,0 %
États-Unis 3)	0,5 %	2,6 %	6,6 %	2,9 %	12,3 %	73,8 %	1,3 %
Total	0,8 %	2,6 %	6,1 %	12,1 %	29,0 %	22,5 %	26,9 %

	Au 31 janvier 2023						
	Période d'amortissement						
	Moins de 5 ans (en %)	De 6 à 10 ans (en %)	De 11 à 15 ans (en %)	De 16 à 20 ans (en %)	De 21 à 25 ans (en %)	De 26 à 30 ans (en %)	Plus de 30 ans (en %) 4)
Canada	0,8 %	2,7 %	5,9 %	13,4 %	31,7 %	13,1 %	32,4 %
États-Unis 3)	0,7 %	5,0 %	9,2 %	4,6 %	14,0 %	66,2 %	0,3 %
Total	0,8 %	2,8 %	6,1 %	12,8 %	30,6 %	16,4 %	30,5 %

- 1) La période d'amortissement restante tient compte de l'encours actuel, du taux d'intérêt, des montants des paiements effectués par les clients et de la fréquence des paiements au Canada. Des échéances contractuelles sont utilisées aux États-Unis.
- 2) Les méthodes de présentation de l'information utilisées sont conformes à ce qui est énoncé en vertu de la ligne directrice B-20 du BSIF.
- 3) Une vaste proportion des prêts hypothécaires contractés aux États-Unis dont les périodes d'amortissement sont les plus longues sont principalement consentis dans le cadre de programmes de modifications de prêts destinés aux emprunteurs en difficulté et de programmes de refinancement de prêts hypothécaires instaurés par un organisme de réglementation.
- 4) Les prêts à amortissement négatif sont inclus dans la catégorie de plus de 30 ans, ce qui reflète l'incidence des majorations de taux d'intérêt dans notre portefeuille de prêts hypothécaires à taux variables.

Expositions internationales

Sur le plan géographique, à l'extérieur du Canada et des États-Unis, les expositions de BMO sont assujetties à un cadre de gestion des risques qui met en jeu des évaluations des risques économiques et politiques dans chaque région ou pays ainsi qu'à la gestion des expositions conformément à des limites établies en fonction du produit, de l'entité et du pays où le risque final est assumé. Nos expositions à ces régions au 30 avril 2023 sont présentées dans le tableau ci-après.

Le 26 octobre 2021, le BSIF a recommandé que les banques canadiennes d'importance systémique mondiale (BIS^m) cessent de fournir les informations par pays relatives aux expositions en Europe et que les expositions sur des États souverains commencent à être présentées par région (continent) à compter du premier trimestre de 2022.

Le tableau ci-dessous indique les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux engagements inutilisés, aux titres, dont des produits de trésorerie, des titres de crédit négociables et des swaps sur défaillance, aux opérations de type mise en pension et aux dérivés. Les expositions associées aux opérations de type mise en pension et aux dérivés sont présentées à la valeur de marché. Les dérivés comprennent la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.

Expositions par région

Au 30 avril 2023												Au 31 janvier 2023	
(en millions de dollars canadiens)	Tranche financée des prêts et engagements				Titres				Opérations de type mise en pension et dérivés				Total
Région	Banque	Sociétés	États souverains	Total	Banque	Sociétés	États souverains	Total	Banque	Sociétés	États souverains	Total	montant net
Europe (excl. Royaume-Uni)	319	3 192	-	3 511	324	161	4 041	4 526	425	359	40	824	8 861
Royaume-Uni	36	5 328	538	5 902	72	237	480	789	732	480	22	1 234	7 925
Amérique latine	3 357	6 057	-	9 414	-	55	-	55	5	363	14	382	9 851
Asie-Pacifique	3 934	2 993	14	6 941	1 049	122	3 115	4 286	295	203	69	567	11 794
Afrique et Moyen-Orient	670	675	-	1 345	-	-	18	18	11	4	316	331	1 694
Autres 1)	-	9	31	40	8	-	4 613	4 621	-	-	1 476	1 476	6 137
Total	8 316	18 254	583	27 153	1 453	575	12 267	14 295	1 468	1 409	1 937	4 814	46 262
													50 446

1) Reflète l'exposition à des institutions supranationales.

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Glossaire de termes financiers

Acceptation bancaire Lettre de change ou autre effet négociable tiré par un emprunteur pour paiement à l'échéance et qui est accepté par une banque. L'acceptation bancaire constitue une garantie de paiement de la Banque et l'effet ainsi accepté peut être négocié sur le marché monétaire. La banque qui offre cette garantie perçoit une commission d'acceptation.

Actif productif moyen Solde moyen quotidien des dépôts auprès de banques centrales, des dépôts à d'autres banques, des titres pris en pension ou empruntés, des valeurs mobilières et des prêts pour une période de un an.

Actifs pondérés en fonction des risques Actifs définis comme les expositions inscrites au bilan et hors bilan qui sont pondérées en fonction des risques selon les lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Cette mesure est utilisée aux fins de la gestion du capital et de la présentation de l'information pour répondre aux exigences réglementaires.

Actifs sous administration et actifs sous gestion Actifs administrés ou gérés par une institution financière et appartenant effectivement à des clients; ces actifs ne sont donc pas inscrits au bilan de l'institution financière qui les administre ou les gère.

Base d'imposition comparable (bic) Les revenus des unités d'exploitation sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat de BMO Marchés des capitaux et des Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis relativement aux titres exonérés d'impôt sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter les comparaisons des revenus de sources impossibles et de sources exemptes d'impôt. La compensation des ajustements sur une bic des unités d'exploitation est reflétée dans les revenus et la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Bénéfice avant dotation et impôts Bénéfice calculé comme étant le bénéfice avant la charge d'impôts sur le résultat et la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances. Nous utilisons le bénéfice avant dotation et impôts sur une base comptable et ajustée pour évaluer notre capacité à générer une croissance soutenue des revenus à l'exception des pertes sur créances, qui sont influencées par la nature cyclique d'un cycle de crédit.

Bénéfice et mesures ajustés

La direction considère que les résultats comptables et les résultats ajustés sont utiles pour évaluer la performance des activités poursuivies sous-jacentes.

- **Revenus ajustés** – Ils sont calculés comme les revenus, compte non tenu de l'incidence de certains éléments non récurrents, et les revenus nets ajustés correspondent aux revenus ajustés déduction faite des SCVPI, tel qu'il est indiqué à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.
- **Provision pour pertes sur créances ajustée** – Elle est calculée comme la provision pour pertes sur créances, compte non tenu de l'incidence de certains éléments non récurrents définis à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.
- **Charges autres que d'intérêts ajustées** – Elles sont calculées comme les charges autres que d'intérêts, compte non tenu de l'incidence de certains éléments non récurrents définis à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.
- **Bénéfice net ajusté** – Il est calculé comme le bénéfice net, compte non tenu de l'incidence de certains éléments non récurrents définis à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Bénéfice par action (BPA) Bénéfice calculé en divisant le bénéfice net, déduction faite des dividendes sur actions privilégiées et des distributions sur d'autres instruments de capitaux propres, par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation. Le BPA ajusté est calculé de la même façon, à partir du bénéfice net ajusté. Le BPA dilué, qui sert de base à BMO et au secteur pour évaluer la performance, tient compte des conversions possibles d'instruments financiers en actions ordinaires qui auraient pour conséquence de réduire le BPA. La note 9 des états financiers consolidés intermédiaires non audités contient plus de détails sur cette mesure.

Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) Canada Organisme gouvernemental responsable de la réglementation des banques, des sociétés d'assurance, des sociétés de fiducie, des sociétés de prêt et des régimes de retraite au Canada.

Capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity ou TLAC) Elle s'entend du total des fonds propres et de la dette de premier rang non garantie admissibles aux fins du régime de recapitalisation interne des banques au Canada, moins certaines déductions réglementaires.

Capital économique Il correspond aux fonds propres que doit détenir l'organisation, compte tenu des risques économiques sous-jacents à ses activités commerciales. Il représente l'estimation par la direction de l'ampleur potentielle des pertes économiques qui pourraient découler de circonstances extrêmement défavorables. Le capital économique est calculé pour divers types de risques, y compris le risque de crédit, le risque de marché (lié aux activités de négociation et autres), le risque opérationnel non financier, le risque d'entreprise et le risque d'assurance, en fonction d'un horizon de un an et selon un degré de confiance préétabli.

Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires Ces capitaux propres constituent la forme la plus permanente de capital. Aux fins des fonds propres réglementaires, les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les déductions du capital.

Capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires Ces capitaux propres correspondent aux capitaux propres des actionnaires ordinaires, moins les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes.

Contrats à terme de gré à gré et contrats à terme standardisés Ces contrats sont des ententes contractuelles portant sur la vente ou l'achat d'un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt ou d'un titre à un prix et à une date ultérieure prédéterminés. Le contrat à terme de gré à gré est un contrat sur mesure négocié sur le marché hors cote. Le contrat à terme standardisé se négocie selon des montants préétablis sur des marchés boursiers réglementés et fait l'objet d'exigences quotidiennes sur les marges de sécurité.

Couverture Technique de gestion des risques utilisée pour neutraliser, gérer ou contrebalancer les risques qui sont liés aux taux d'intérêt, aux devises, aux titres de participation, aux produits de base ou au crédit, et qui découlent d'activités bancaires normales.

Dette admissible aux fins de recapitalisation interne

Elle s'entend de la dette de premier rang non garantie admissible aux fins du régime de recapitalisation interne des banques au Canada. Cette dette inclut la dette de premier rang non garantie émise directement par la Banque le 23 septembre 2018 ou après cette date, dont l'échéance initiale est supérieure à 400 jours et qui est négociable, sous réserve de certaines exceptions. Une partie ou la totalité de cette dette peut être, selon la loi, convertie en actions ordinaires de la Banque aux termes du régime de recapitalisation interne si la Banque dépose une résolution.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Charge portée en résultat, d'un montant jugé adéquat par la direction pour absorber toute perte de valeur des portefeuilles de prêts et acceptations et d'autres instruments de crédit, étant donné la composition des portefeuilles, la probabilité de défaut des emprunteurs, la conjoncture économique et la provision pour pertes sur créances déjà établie. La dotation à la provision pour pertes sur créances se compose de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Pour obtenir de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter aux sections Risque de crédit et de contrepartie – Dotation à la provision pour pertes sur créances et Estimations et jugements comptables critiques – Provision pour pertes sur créances ainsi qu'à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Entités structurées (ES) Elles s'entendent des entités pour lesquelles les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité. BMO est tenue de consolider une ES si elle contrôle cette entité, à savoir qu'elle détient le pouvoir sur celle-ci, qu'elle est exposée à des rendements variables en raison de ses liens avec elle et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur le montant de ces rendements.

Évaluation à la valeur de marché Évaluation d'instruments financiers à la juste valeur (tel que défini précédemment) à la date du bilan.

Exigences supplémentaires liées au risque (IRC)

Elles sont un complément aux mesures de la VaR et de la VaR en période de tension et représentent une estimation des risques de défaillance et de migration de produits autres que de titrisation détenus dans le portefeuille de négociation étant exposés au risque de taux d'intérêt, mesurée sur un an à un niveau de confiance de 99,9 %.

Expositions aux fins du ratio de levier Elles sont composées de la somme des éléments figurant au bilan et des éléments hors bilan spécifiés, moins les ajustements spécifiés.

Fonds propres de catégorie 1 Ils sont constitués des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires. Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires sont constitués des actions privilégiées et des autres instruments de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires, moins les déductions réglementaires.

Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires Ces fonds propres comprennent les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, nets des déductions pour les écarts d'acquisition, les immobilisations incorporelles, les actifs au titre des régimes de retraite, certains actifs d'impôt différé et d'autres éléments qui pourraient inclure une partie des dotations à la provision pour pertes sur créances attendues.

Fonds propres de catégorie 2 Ils se composent de débetures subordonnées et peuvent inclure certaines provisions pour pertes sur créances, moins les déductions réglementaires.

Instruments dérivés Contrats qui nécessitent peu ou pas du tout d'investissement initial dont la valeur est dérivée des mouvements des taux d'intérêt ou de change, du cours des titres de participation ou des produits de base ou d'autres indicateurs sous-jacents. L'instrument dérivé est utilisé pour transférer, modifier ou réduire les risques existants ou prévus résultant de fluctuations des taux ou des cours.

Instruments financiers hors bilan Ils s'entendent des divers arrangements financiers offerts aux clients, notamment les instruments dérivés de crédit, les options de vente position vendeur, les concours de trésorerie, les lettres de crédit de soutien, les garanties de bonne exécution, les facilités de rehaussement de crédit, les crédits fermes, le prêt de titres, les crédits documentaires et les lettres de crédit commerciales et d'autres types d'indemnisation.

Juste valeur Elle s'entend du montant de la contrepartie qui serait convenu dans le cadre d'une transaction conclue dans des conditions normales de concurrence entre deux parties averties et consentantes agissant en toute liberté dans une transaction normale sur le marché.

Lever d'exploitation Écart entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des charges autres que d'intérêts. Le levier d'exploitation ajusté correspond à l'écart entre le taux de croissance des revenus ajustés et le taux de croissance des charges autres que d'intérêts ajustés.

Lever d'exploitation, déduction faite des SCVPI Écart entre le taux de croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (ce qui correspond aux revenus nets), et le taux de croissance des charges autres que d'intérêts. Le levier d'exploitation net ajusté correspond à l'écart entre le taux de croissance des revenus ajustés, déduction faite des SCVPI, et le taux de croissance des charges autres que d'intérêts ajustés. La Banque évalue sa performance au moyen des revenus ajustés, déduction faite des SCVPI.

Marge nette d'intérêts Elle correspond au ratio des revenus nets d'intérêts à l'actif productif moyen, exprimé en pourcentage ou en points de base. La marge nette d'intérêts, compte non tenu des activités de négociation, est calculée de la même manière que si l'on excluait les revenus d'intérêts et l'actif productif lié à la négociation.

Montant nominal de référence Montant de capital utilisé pour calculer les intérêts et autres paiements aux termes d'instruments dérivés. Le montant de capital ne change pas de mains selon les modalités des instruments dérivés, sauf dans le cas de swaps de devises.

Options Contrats donnant à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt ou d'un titre à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans une période future préétablie.

Papier commercial adossé à des actifs Instrument de placement à court terme. Le papier commercial est adossé à des actifs, tels que des comptes clients, et est généralement utilisé pour répondre à des besoins de financement à court terme.

Point de base Il équivaut à un centième de point.

Prêts douteux Prêts pour lesquels il n'est plus raisonnable de croire qu'il sera possible de recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus.

Prêts douteux acquis Prêts pour lesquels il n'est plus raisonnable de croire qu'il sera possible de recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus. Ces prêts sont considérés comme douteux lors de la comptabilisation initiale.

Provision pour pertes sur créances Montant jugé approprié par la direction pour éponger les pertes sur les créances liées aux prêts et acceptations et aux autres instruments de crédit, conformément aux normes comptables applicables. Une *provision liée aux prêts productifs* est maintenue afin de couvrir la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux. Une *provision liée aux prêts douteux* est maintenue afin de ramener la valeur comptable des prêts qui ont été individuellement désignés comme douteux au montant recouvrable attendu.

Ratio de distribution Ce ratio représente les dividendes sur les actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires. Il correspond aux dividendes par action divisés par le bénéfice de base par action. Le ratio de distribution ajusté est calculé de la même façon, à partir du bénéfice net ajusté.

Ratio d'efficacité (ou ratio des charges aux revenus) Ce ratio est une mesure de la productivité. Il se calcule en divisant les charges autres que d'intérêts par le total des revenus (sur une base d'imposition comparable pour les groupes d'exploitation) et est exprimé en pourcentage.

Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI Ce ratio se calcule en divisant les charges autres que d'intérêts par le total des revenus, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI). Le ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI, se calcule de la même façon, à partir des revenus ajustés, déduction faite des SCVPI et des charges autres que d'intérêts ajustés.

Ratio de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) Ce ratio reflète la mesure du TLAC, divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

Ratio de levier Ce ratio représente les fonds propres de catégorie 1, divisés par les expositions aux fins du ratio de levier.

Ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) Ce ratio reflète la TLAC, divisée par les expositions aux fins du levier.

Ratio de liquidité à court terme Ce ratio est une mesure réglementaire calculée selon Bâle III et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension sur 30 jours conformément à un scénario de tension prévu par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Ratio des fonds propres de catégorie 1 Ce ratio représente les fonds propres de catégorie 1, divisés par les actifs pondérés en fonction des risques.

Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires Ce ratio s'entend des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, qui comprennent les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, nets des déductions pour les écarts d'acquisition, les immobilisations incorporelles, les actifs au titre des régimes de retraite, certains actifs d'impôt différé et d'autres éléments qui peuvent comprendre une portion des provisions pour pertes sur créances attendues, divisés par les actifs pondérés en fonction des risques. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires est calculé conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) établie par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Ratio du total des fonds propres Ce ratio représente le total des fonds propres, divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

Ratio structurel de liquidité à long terme (RSLT) Ce ratio est une mesure réglementaire de la liquidité qui évalue la stabilité du profil de financement d'une banque par rapport à la liquidité de ses actifs et est calculé selon la ligne directrice Normes de liquidités (NL) établie par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (RCPCAA0) Rendement calculé à partir du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, et exprimé en pourcentage des capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le RCPCAA0 ajusté est calculé à partir du bénéfice net ajusté plutôt qu'à partir du bénéfice net.

Rendement des capitaux propres ordinaires ou attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) Ce rendement équivaut au bénéfice net moins les dividendes sur actions privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres, exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comprennent le capital social ordinaire, le surplus d'apport, le cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) et les résultats non distribués. Le RCP ajusté est calculé à partir du bénéfice net ajusté plutôt qu'à partir du bénéfice net.

Rendement total des capitaux propres (RTCP) Rendement annualisé qui correspond au rendement total moyen d'un placement en actions ordinaires de BMO effectué au début de la période visée. Le rendement tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires.

Rendement total des capitaux propres (RTCP) annuel moyen Correspond au rendement total annuel moyen d'un placement en actions ordinaires de BMO effectué au début d'une période déterminée. Le rendement tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires.

Revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI Ils désignent les revenus d'assurance, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI).

Revenus de négociation Ils se composent des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts qui proviennent d'opérations inscrites au bilan et hors bilan effectuées à des fins de négociation. La gestion de ces opérations comprend généralement leur évaluation quotidienne à la valeur de marché. Les revenus de négociation comprennent également les revenus (charges) et les profits (pertes) relatifs aux instruments inscrits au bilan ainsi qu'aux contrats suivants : contrats de taux d'intérêt et de change (y compris les opérations au comptant), contrats sur titres de participation et sur produits de base et contrats de crédit.

Revenus nets autres que d'intérêts Ils correspondent aux revenus autres que d'intérêts, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI).

Revenus nets d'intérêts Ils correspondent aux revenus perçus sur les actifs, notamment les prêts et les valeurs mobilières, y compris les revenus d'intérêts et certains revenus de dividendes, moins les charges d'intérêts liées aux passifs, notamment les dépôts. Les revenus nets d'intérêts, compte non tenu des revenus de négociation, sont présentés sur une base qui exclut les revenus d'intérêts liés à la négociation.

Risque d'assurance Ce risque correspond au risque qu'une perte soit causée par une situation qui, dans les faits, diffère de ce qui avait été envisagé lors de la conception et de la tarification d'un produit d'assurance, et se compose du risque de réclamation, du risque lié au comportement des titulaires de police et du risque lié aux frais.

Risque de crédit et de contrepartie Ce risque désigne la possibilité de subir une perte sur créances si un débiteur (p. ex. un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie) ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préalable.

Risque de liquidité et de financement Ce risque désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Les engagements financiers comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantissements.

Risque de marché Ce risque représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations défavorables par suite de variations de paramètres du marché, notamment les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des titres de participation et le prix des produits de base ainsi que leur volatilité implicite et les écarts de taux. Il désigne également les risques de migration du crédit et de défaillance de notre portefeuille de négociation.

Risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme Ce risque est associé à l'achat et à la vente de produits financiers pour répondre aux besoins des clients, y compris les activités de tenue de marché et de financement connexes, et à l'appui offert aux clients pour lever des fonds au moyen de l'émission de titres.

Risque de modèle Ce risque désigne la possibilité que des décisions fondées sur des résultats obtenus au moyen de modèles erronés ou mal utilisés aient des conséquences négatives, dont une perte financière, la prise de décisions inappropriées ou une atteinte à la réputation.

Risque de réputation Ce risque correspond au risque de perte ou de préjudice lié à la marque BMO, ce qui peut se produire même si les autres risques sont gérés adéquatement.

Risque de stratégie Ce risque découle de la possibilité que la Banque puisse subir une perte financière ou d'autres types de préjudices en raison des changements du contexte commercial et de l'incapacité de s'adapter de manière efficace à ces changements à cause d'un défaut d'agir, de l'utilisation de stratégies inappropriées ou de l'application déficiente des stratégies. Le risque de stratégie comprend également le risque d'entreprise, lequel découle des activités propres à une entreprise, ainsi que des effets que ces activités pourraient avoir sur son résultat.

Risque environnemental et social Ce risque correspond au risque de perte ou de préjudice, directement ou indirectement, découlant de facteurs environnementaux et sociaux qui ont une incidence sur BMO ou ses clients, et de l'impact de BMO.

Risque juridique et réglementaire Ce risque désigne le risque de perte ou de préjudice qui découle du non-respect des lois, des obligations contractuelles ou des exigences réglementaires, notamment le risque de ne pas se conformer à la loi (dans son esprit et dans sa lettre) ou de ne pas maintenir les normes de diligence, de ne pas mettre en œuvre des exigences légales ou réglementaires, de ne pas exécuter ou de ne pas se conformer à des modalités contractuelles, de ne pas faire valoir des droits non contractuels, de ne pas régler efficacement les litiges ou de ne pas agir de manière à préserver notre réputation.

Risque opérationnel non financier Ce risque englobe une vaste gamme de risques non financiers, y compris ceux qui touchent les changements organisationnels, la confiance des clients, la réputation et les données et qui peuvent entraîner une perte financière. Ces pertes peuvent provenir de processus ou de systèmes internes inadéquats ou de leur défaillance, d'erreurs humaines, ou d'inconduite, et d'événements externes qui sont susceptibles d'avoir une incidence directe ou indirecte sur la juste valeur des actifs que nous détenons dans nos portefeuilles de prêts ou de placements. Ces risques comprennent notamment le risque lié à la cybersécurité et à la sécurité infonuagique, les risques technologiques, le risque de fraude, le risque lié à la continuité des opérations et le risque lié aux ressources humaines, mais ils excluent les risques juridiques et réglementaires, le risque d'entreprise, le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité et d'autres types de risques financiers.

Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation) Ce risque englobe le risque de taux d'intérêt qui découle de nos activités bancaires (prêts et dépôts) et le risque de change qui résulte de nos opérations en devises et expositions aux devises.

Sensibilité de la valeur économique Elle constitue une mesure de l'incidence des fluctuations éventuelles des taux d'intérêt sur la valeur marchande d'un portefeuille d'actifs, de passifs et de positions hors bilan, compte tenu de variations des taux d'intérêt parallèles et prescrites, les taux d'intérêt étant limités à un taux plancher de zéro.

Sensibilité du résultat Elle constitue une mesure de l'incidence des fluctuations éventuelles des taux d'intérêt sur le bénéfice net avant impôts projeté sur 12 mois d'un portefeuille d'actifs, de passifs et de positions hors bilan, compte tenu de variations des taux d'intérêt parallèles et prescrites, les taux d'intérêt étant limités à un taux plancher de zéro.

Solde brut des prêts et acceptations douteux Il est calculé comme le solde des prêts douteux et des engagements de clients aux termes d'acceptations.

Solde moyen net des prêts et acceptations Solde quotidien ou mensuel moyen des prêts et des engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances, pour une période de un an.

Swap Contrat entre deux parties visant l'échange d'une série de flux de trésorerie. Les divers contrats de swaps que BMO conclut sont les suivants :

- *Swap d'actions* – les contreparties s'échangent le rendement d'une action ou d'un groupe d'actions contre un rendement fondé sur un taux d'intérêt fixe ou variable ou le rendement d'une autre action ou d'un autre groupe d'actions.
- *Swap de devises* – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et des montants en capital dans des devises différentes.
- *Swap de produits de base* – les contreparties s'échangent généralement des versements à taux fixe et variable, fondés sur la valeur nominale de référence d'un seul produit de base.
- *Swap de taux d'intérêt* – les contreparties s'échangent habituellement des versements d'intérêts à taux fixe et variable, fondés sur une valeur nominale de référence dans une même devise.
- *Swap de taux d'intérêt et de devises* – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et variable, et des montants en capital dans des devises différentes.
- *Swap sur défaillance* – une contrepartie verse des frais à l'autre contrepartie en échange d'un accord par lequel cette dernière accepte de faire un paiement si un incident de crédit survient, comme une faillite ou un défaut de paiement.

- *Swap sur rendement total* – une contrepartie accepte de payer à l'autre contrepartie ou de recevoir d'elle des sommes en trésorerie dont le montant est fonction des variations de la valeur d'un actif ou d'un groupe d'actifs de référence, y compris les rendements comme l'intérêt gagné sur ces actifs, en échange de sommes dont le montant est fonction des taux de financement en vigueur sur le marché.

Taux d'impôt effectif ajusté Taux calculé comme la charge d'impôts sur le résultat après ajustement divisée par le bénéfice ajusté avant charge d'impôts sur le résultat.

Taux de recommandation net (TRN) S'entend du pourcentage de clients sondés qui recommanderaient BMO à un ami ou à un collègue. Les données sont recueillies dans le cadre d'un sondage qui utilise une échelle de 0 à 10 points. « Détracteurs » s'entend de ceux qui attribuent une note de 0 à 6, « Passifs » s'entend de ceux qui attribuent une note de 7 ou 8, et « Ambassadeurs », de ceux qui attribuent une note de 9 ou 10. Le TRN est calculé en soustrayant le pourcentage de « Détracteurs » du pourcentage d'« Ambassadeurs ».

Titres mis en pension ou prêtés Passifs à faible coût et à risque peu élevé, souvent étayés du nantissement de garanties liquides, et résultant de transactions qui nécessitent le prêt ou la vente de titres.

Titres pris en pension ou empruntés Instruments à faible coût et à risque peu élevé, souvent étayés du nantissement de garanties liquides, et résultant de transactions qui nécessitent l'emprunt ou l'achat de titres.

Titrisation Elle consiste à vendre des lots de titres de créance contractuels, tels que des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts automobiles et des créances sur cartes de crédit, à des tiers ou à des fiduciaires, qui, en général émettent des titres adossés à des actifs à l'intention des investisseurs pour financer l'achat des titres de créance contractuels.

Total des fonds propres Il inclut les fonds propres de catégorie 1 et de catégorie 2.

Valeur à risque (VaR) Elle mesure la perte maximale susceptible de survenir dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme, selon un niveau de confiance de 99 %, sur une période de détention de un jour. La VaR est calculée en fonction des diverses catégories de risques que posent les activités de négociation et de prise ferme de BMO, ce qui englobe les taux d'intérêt, les cours de change, les écarts de taux, les cours des titres de participation et prix des produits de base ainsi que leur volatilité implicite.

Valeur à risque en période de tension (VaR en période de tension) Elle mesure la perte maximale susceptible de survenir dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme, selon un niveau de confiance de 99 %, sur une période de détention de un jour, les données d'entrée des modèles étant définies d'après les données historiques enregistrées dans une période caractérisée par de fortes tensions financières. La VaR en période de tension est calculée en fonction des diverses catégories de risques que posent les activités de négociation et de prise ferme de BMO, ce qui englobe les taux d'intérêt, les cours de change, les écarts de taux, les cours des titres de participation et prix des produits de base ainsi que leur volatilité implicite.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trimestres clos le			Pour les semestres clos le	
	30 avril 2023	31 janvier 2023	30 avril 2022	30 avril 2023	30 avril 2022
Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions					
Prêts	10 005 \$	8 194 \$	4 197 \$	18 199 \$	8 278 \$
Valeurs mobilières (notes 2 et 12)	2 895	2 138	1 252	5 033	2 319
Dépôts à d'autres banques	882	1 039	74	1 921	132
	13 782	11 371	5 523	25 153	10 729
Charges d'intérêts					
Dépôts	6 262	5 283	854	11 545	1 559
Dette subordonnée	103	101	51	204	96
Autres passifs	2 603	1 966	716	4 569	1 153
	8 968	7 350	1 621	16 318	2 808
Revenus nets d'intérêts	4 814	4 021	3 902	8 835	7 921
Revenus autres que d'intérêts					
Commissions et droits sur titres	258	263	281	521	563
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	395	316	332	711	661
Revenus de négociation (note 12)	340	(1 283)	3 629	(943)	4 428
Commissions sur prêts	383	382	334	765	719
Frais de services de cartes	173	147	143	320	274
Frais de gestion de placements et de garde de titres	462	439	441	901	907
Revenus tirés de fonds d'investissement	307	313	332	620	688
Commissions de prise ferme et de consultation	269	208	308	477	742
Profits sur titres, autres que de négociation (note 2)	36	75	86	111	224
Profits de change, autres que de négociation	59	54	59	113	81
Revenus d'assurance	726	1 331	(673)	2 057	(481)
Quote-part du bénéfice des entreprises associées et des coentreprises	66	69	50	135	116
Autres	152	135	94	287	198
	3 626	2 449	5 416	6 075	9 120
Total des revenus	8 440	6 470	9 318	14 910	17 041
Dotation à la provision pour pertes sur créances (notes 3 et 12)	1 023	217	50	1 240	(49)
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	591	1 193	(808)	1 784	(727)
Charges autres que d'intérêts					
Rémunération du personnel	2 975	2 566	2 087	5 541	4 386
Bureaux et matériel	1 261	955	850	2 216	1 678
Amortissement des immobilisations incorporelles	280	163	147	443	297
Publicité et expansion des affaires	195	140	115	335	221
Communications	91	74	75	165	139
Honoraires	312	232	180	544	335
Autres	459	291	259	750	503
	5 573	4 421	3 713	9 994	7 559
Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat	1 253	639	6 363	1 892	10 258
Charge d'impôts sur le résultat (note 10)	194	392	1 607	586	2 569
Bénéfice net	1 059 \$	247 \$	4 756 \$	1 306 \$	7 689 \$
Attribuable à ce qui suit :					
Actionnaires de la Banque	1 056	247	4 756	1 303	7 689
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	3	–	–	3	–
Bénéfice net	1 059 \$	247 \$	4 756 \$	1 306 \$	7 689 \$
Bénéfice par action ordinaire (en dollars canadiens) (note 9)					
De base	1,31 \$	0,30 \$	7,15 \$	1,62 \$	11,61 \$
Dilué	1,30	0,30	7,13	1,62	11,57
Dividendes par action ordinaire	1,43	1,43	1,33	2,86	2,66

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos le			Pour les semestres clos le	
	30 avril 2023	31 janvier 2023	30 avril 2022	30 avril 2023	30 avril 2022
Bénéfice net	1 059 \$	247 \$	4 756 \$	1 306 \$	7 689 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts					
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net					
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global					
Profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période 1)	23	142	(238)	165	(300)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes au cours de la période 2)	(17)	(6)	6	(23)	(22)
	6	136	(232)	142	(322)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie					
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	(144)	1 124	(2 433)	980	(2 911)
Reclassement, dans le résultat et l'écart d'acquisition, de (profits) pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période (note 12) 4)	26	235	(111)	261	(249)
	(118)	1 359	(2 544)	1 241	(3 160)
Profits (pertes) nets à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger					
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	937	(850)	322	87	1 130
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	(174)	23	(64)	(151)	(192)
Reclassement, dans le résultat, de pertes nettes liées aux dessaisissements 6)	-	-	-	-	29
	763	(827)	258	(64)	967
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net					
Profits latents nets sur les titres de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période 7)	-	-	-	-	2
Profits (pertes) nets sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 8)	5	(64)	444	(59)	606
Profits (pertes) nets sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 9)	174	(410)	538	(236)	604
	179	(474)	982	(295)	1 212
Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts	830	194	(1 536)	1 024	(1 303)
Total du résultat global	1 889 \$	441 \$	3 220 \$	2 330 \$	6 386 \$
Attribuable à ce qui suit :					
Actionnaires de la Banque	1 886	441	3 220	2 327	6 386
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	3	-	-	3	-
Total du résultat global	1 889 \$	441 \$	3 220 \$	2 330 \$	6 386 \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (7) millions de dollars, de (48) millions et de 84 millions pour le trimestre et de (55) millions et de 105 millions pour le semestre, respectivement.

2) Après la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de 7 millions de dollars, de 2 millions et de (2) millions pour le trimestre et de 9 millions et de 8 millions pour le semestre, respectivement.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 49 millions de dollars, de (317) millions et de 878 millions pour le trimestre et de (268) millions et de 1 050 millions pour le semestre, respectivement.

4) Après la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de 7 millions de dollars, de (104) millions et de 40 millions pour le trimestre et de (97) millions et de 90 millions pour le semestre, respectivement.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 67 millions de dollars, de (59) millions et de 23 millions pour le trimestre et de 8 millions et de 71 millions pour le semestre, respectivement.

6) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de s. o., de s. o. et de s. o. pour le trimestre et de s. o. et de néant pour le semestre, respectivement.

7) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de néant, de néant et de (1) million de dollars pour le trimestre et de néant et de (1) million pour le semestre, respectivement.

8) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (2) millions de dollars, de 2 millions et de (160) millions pour le trimestre et de néant et de (220) millions pour le semestre, respectivement.

9) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (67) millions de dollars, de 139 millions et de (194) millions pour le trimestre et de 72 millions et de (218) millions pour le semestre, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au		
	30 avril 2023	31 janvier 2023	31 octobre 2022
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	68 495 \$	103 342 \$	87 466 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	5 275	5 080	5 734
Valeurs mobilières (notes 2 et 12)			
Titres de négociation	119 081	110 728	108 177
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	16 764	14 739	13 641
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	56 519	48 365	43 561
Titres de créance au coût amorti	122 102	105 784	106 590
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	1 490	1 411	1 293
	315 956	281 027	273 262
Titres pris en pension ou empruntés	118 575	118 531	113 194
Prêts (notes 3 et 12)			
Prêts hypothécaires à l'habitation	166 733	151 294	148 880
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	104 357	84 184	86 103
Prêts sur cartes de crédit	11 063	9 841	9 663
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	355 972	303 582	309 310
	638 125	548 901	553 956
Provision pour pertes sur créances (notes 3 et 12)	(3 350)	(2 638)	(2 617)
	634 775	546 263	551 339
Autres actifs			
Instruments dérivés	31 960	33 294	48 160
Engagements de clients aux termes d'acceptations	10 591	13 636	13 235
Bureaux et matériel	6 111	4 865	4 841
Écart d'acquisition (note 12)	16 025	5 260	5 285
Immobilisations incorporelles (note 12)	5 158	2 277	2 193
Actifs d'impôt exigible	2 127	1 815	1 421
Actifs d'impôt différé	2 369	1 392	1 175
Actifs divers	33 474	28 924	31 894
	107 815	91 463	108 204
Total des actifs	1 250 891 \$	1 145 706 \$	1 139 199 \$
Passifs et capitaux propres			
Dépôts (notes 4 et 12)	875 443 \$	787 376 \$	769 478 \$
Autres passifs			
Instruments dérivés	41 802	44 090	59 956
Acceptations	10 591	13 636	13 235
Titres vendus à découvert	45 302	45 226	40 979
Titres mis en pension ou prêtés	105 179	101 484	103 963
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	25 759	26 336	27 068
Passifs divers	62 535	44 488	45 332
	291 168	275 260	290 533
Dettes subordonnées	8 195	8 156	8 150
Total des passifs	1 174 806 \$	1 070 792 \$	1 068 161 \$
Capitaux propres			
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 5)	6 958	6 958	6 308
Actions ordinaires (note 5)	22 062	21 637	17 744
Surplus d'apport	327	335	317
Résultats non distribués	44 143	44 238	45 117
Cumul des autres éléments du résultat global	2 576	1 746	1 552
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	76 066	74 914	71 038
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales (note 5)	19	–	–
Total des capitaux propres	76 085	74 914	71 038
Total des passifs et des capitaux propres	1 250 891 \$	1 145 706 \$	1 139 199 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos le		Pour les semestres clos le	
	30 avril 2023	30 avril 2022	30 avril 2023	30 avril 2022
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 5)				
Solde à l'ouverture de la période	6 958 \$	5 558 \$	6 308 \$	5 558 \$
Émises au cours de la période	-	750	650	750
Rachetées au cours de la période	-	(600)	-	(600)
Solde à la clôture de la période	6 958	5 708	6 958	5 708
Actions ordinaires (note 5)				
Solde à l'ouverture de la période	21 637	13 625	17 744	13 599
Émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	419	301	765	301
Émises en vertu du régime d'options sur actions	16	21	39	43
Rachetées aux fins d'annulation et actions propres vendues ou achetées	(10)	(15)	1	(11)
Émises pour rendre la situation en matière de capital conforme aux exigences réglementaires accrues annoncées par le BSIF (note 5)	-	-	3 360	-
Émises aux fins des acquisitions (notes 5 et 12)	-	3 106	153	3 106
Solde à la clôture de la période	22 062	17 038	22 062	17 038
Surplus d'apport				
Solde à l'ouverture de la période	335	319	317	313
Charges liées aux options sur actions, déduction faite des options exercées	(4)	-	10	5
Autres	(4)	(1)	-	-
Solde à la clôture de la période	327	318	327	318
Résultats non distribués				
Solde à l'ouverture de la période	44 238	37 513	45 117	35 497
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 056	4 756	1 303	7 689
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	(127)	(52)	(165)	(107)
Dividendes sur les actions ordinaires	(1 020)	(894)	(2 035)	(1 756)
Frais d'émission de titres de capitaux propres et prime payée au rachat d'actions privilégiées	-	(48)	(73)	(48)
Escompte net à la vente d'actions propres	(4)	-	(4)	-
Solde à la clôture de la période	44 143	41 275	44 143	41 275
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable aux titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	(223)	83	(359)	171
Profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période	23	(238)	165	(300)
Profits latents sur les titres de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période	-	-	-	2
Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes au cours de la période	(17)	6	(23)	(22)
Solde à la clôture de la période	(217)	(149)	(217)	(149)
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable aux couvertures de flux de trésorerie, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	(3 770)	(431)	(5 129)	185
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période	(144)	(2 433)	980	(2 911)
Reclassement, dans le résultat et l'écart d'acquisition, de (profits) pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période (note 12)	26	(111)	261	(249)
Solde à la clôture de la période	(3 888)	(2 975)	(3 888)	(2 975)
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	4 341	2 978	5 168	2 269
Profits latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	937	322	87	1 130
(Pertes) latentes sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(174)	(64)	(151)	(192)
Reclassement, dans le résultat, de pertes nettes liées aux dessaisissements	-	-	-	29
Solde à la clôture de la période	5 104	3 236	5 104	3 236
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux régimes de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	880	447	944	285
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel	5	444	(59)	606
Solde à la clôture de la période	885	891	885	891
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	518	(288)	928	(354)
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur	174	538	(236)	604
Solde à la clôture de la période	692	250	692	250
Total du cumul des autres éléments du résultat global	2 576	1 253	2 576	1 253
Total des capitaux propres	76 066	65 592	76 066	65 592
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales				
Solde à l'ouverture de la période	-	-	-	-
Acquisition (note 12)	16	-	16	-
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	3	-	3	-
Solde à la clôture de la période	19	-	19	-
Total des capitaux propres	76 085 \$	65 592 \$	76 085 \$	65 592 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trimestres clos le		Pour les semestres clos le	
	30 avril 2023	30 avril 2022	30 avril 2023	30 avril 2022
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	1 059 \$	4 756 \$	1 306 \$	7 689 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation				
(Profits) sur titres, autres que de négociation (note 2)	(36)	(86)	(111)	(224)
Amortissement des bureaux et du matériel	269	192	472	387
Amortissement d'autres actifs	17	22	36	50
Amortissement des immobilisations incorporelles	280	147	443	297
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances (note 3)	1 023	50	1 240	(49)
Impôts différés	(21)	426	(69)	609
Perte nette liée aux dessaisissements	-	-	-	29
Variation des actifs et des passifs d'exploitation				
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	(7 211)	19 493	(11 015)	6 746
Variation des instruments dérivés - (augmentation) diminution des actifs dérivés	3 697	(12 221)	21 384	(9 003)
- augmentation (diminution) des passifs dérivés	(4 688)	12 020	(20 683)	9 274
(Augmentation) diminution nette des actifs d'impôt exigible	(235)	399	(696)	430
(Diminution) nette des passifs d'impôt exigible	(171)	(120)	(390)	(162)
Variation des intérêts courus - (augmentation) des intérêts à recevoir	(383)	(436)	(639)	(380)
- augmentation des intérêts à payer	799	181	1 989	110
Variation nette des autres éléments et charges à payer	2 830	(681)	2 878	(6 683)
Augmentation (diminution) nette des dépôts	(8 611)	3 398	15 993	12 293
(Augmentation) nette des prêts	(9 665)	(16 112)	(9 856)	(37 742)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	(341)	2 507	4 182	6 928
(Diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	(3 575)	(11 569)	(4 646)	(2 715)
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	1 200	10 730	(5 205)	2 180
(Diminution) nette des passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	(708)	(519)	(1 260)	(1 000)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(24 471)	12 577	(4 647)	(10 936)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation (diminution) nette des passifs des filiales	4 803	(29)	4 803	3 766
Produit de l'émission d'obligations sécurisées	3 475	3 358	5 111	7 283
Remboursement/rachats d'obligations sécurisées	(6 007)	-	(8 175)	(2 222)
Produit de l'émission de la dette subordonnée	-	-	-	1 587
Produit de l'émission d'actions privilégiées, déduction faite des frais d'émission (note 5)	-	749	648	749
Rachat d'actions privilégiées (note 5)	-	(600)	-	(600)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires (note 5)	20	3 080	3 318	3 097
Produit net de la vente (l'achat) d'actions propres	(10)	(15)	1	(11)
Dividendes et distributions versés en trésorerie	(634)	(617)	(1 305)	(1 363)
Remboursement des obligations locatives	(96)	(79)	(167)	(136)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement	1 551	5 847	4 234	12 150
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(111)	977	435	905
Achats de titres, autres que de négociation	(12 024)	(12 598)	(27 451)	(65 923)
Échéances de titres, autres que de négociation	5 247	5 057	9 926	12 248
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	8 893	8 750	13 422	27 150
Bureaux et matériel - (achats) nets	(202)	(166)	(376)	(301)
Logiciels achetés et développés - (achats) nets	(201)	(162)	(394)	(296)
Acquisition 1) (note 12)	(14 910)	-	(14 952)	-
Produit net de dessaisissements	-	8	-	1 226
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(13 308)	1 866	(19 390)	(24 991)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1 381	(127)	832	802
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(34 847)	20 163	(18 971)	(22 975)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	103 342	50 123	87 466	93 261
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	68 495 \$	70 286 \$	68 495 \$	70 286 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie				
Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :				
Intérêts versés au cours de la période 2)	8 035 \$	1 413 \$	14 180 \$	2 641 \$
Impôts sur le résultat payés au cours de la période	657 \$	446 \$	1 983 \$	991 \$
Intérêts reçus au cours de la période	12 403 \$	4 676 \$	23 158 \$	9 494 \$
Dividendes reçus au cours de la période	628 \$	446 \$	1 079 \$	870 \$

1) Ce montant est présenté déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis de 3 583 millions de dollars dans le cadre des acquisitions. Nous avons conclu des contrats à terme de gré à gré qui répondent aux conditions de la comptabilité de couverture dans le but d'atténuer les fluctuations du prix d'achat libellé en dollars canadiens à la clôture de la transaction.

2) Comprend les dividendes versés sur les titres vendus à découvert.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

30 avril 2023 (non audité)

Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque ou BMO) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés, qui offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX) et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) à l'aide des mêmes méthodes comptables qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2022, en plus de l'ajout de la comptabilisation des prêts acquis à la note 3 et de la participation ne donnant pas le contrôle décrite ci-après, par suite de notre acquisition de Bank of the West et de ses filiales (Bank of the West). Il y a lieu de se reporter à la note 12 pour de plus amples renseignements. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2022. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 24 mai 2023.

Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales

La participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales est présentée dans notre bilan consolidé comme une composante distincte des capitaux propres qu'il faut distinguer des capitaux propres attribuables aux actionnaires. Le bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales est présenté séparément dans notre état consolidé des résultats.

Réforme des taux interbancaires offerts (TIO)

La transition des taux interbancaires offerts à Londres (TIOL) et d'autres taux interbancaires offerts (TIO) vers des taux de référence complémentaires se poursuit. L'exposition de Bank of the West aux autres taux TIOL en dollars américains était négligeable au 30 avril 2023. L'acquisition de Bank of the West n'a donc pas eu d'incidence importante sur les risques liés au projet ou à la transition par rapport à l'information présentée à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2022.

Alors que nous approchons de la date de cessation du 30 juin 2023 en ce qui a trait aux autres taux TIOL en dollars américains, nos expositions globales au TIOL en dollars américains diminuent encore et nos expositions existantes associées aux produits dérivés au TIOL en dollars américains feront pour la plupart l'objet d'une transition lorsque les contreparties centrales convertiront les opérations fondées sur le TIOL existantes au taux SOFR (Secured Overnight Financing Rate).

Utilisation d'estimations et recours à des jugements

L'établissement des états financiers consolidés intermédiaires exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable de certains actifs et passifs ainsi que sur certains montants inclus dans le bénéfice net et d'autres informations connexes.

Les actifs et passifs les plus importants à l'égard desquels nous devons faire des estimations et poser des jugements comprennent : la provision pour pertes sur créances; les instruments financiers évalués à la juste valeur; les prestations de retraite et autres avantages futurs du personnel; la dépréciation de titres; les impôts sur le résultat et les actifs d'impôt différé; l'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles; les passifs liés à l'assurance; les provisions, y compris pour les poursuites judiciaires et les charges de restructuration, les transferts d'actifs financiers ainsi que la consolidation d'entités structurées. Nous posons des jugements pour évaluer le modèle économique utilisé pour les actifs financiers de même que la question de savoir si la quasi-totalité des risques et des avantages a été transférée lorsque nous procédons à des transferts d'actifs financiers et pour établir si nous contrôlons les entités structurées. Si les résultats réels différaient des estimations, l'incidence serait constatée dans des périodes ultérieures.

Les perspectives économiques du Canada et des États-Unis sont soumises à plusieurs risques qui pourraient entraîner un grave ralentissement économique, notamment la persistance d'une inflation élevée entraînant de nouvelles hausses importantes des taux d'intérêt, une pression permanente exercée sur le secteur bancaire régional aux États-Unis, une escalade du conflit en Ukraine et une montée des tensions géopolitiques entre les États-Unis et la Chine. En outre, le Congrès américain devra relever le plafond de la dette sous peu pour éviter un éventuel défaut de paiement qui pourrait conduire à des bouleversements sur les marchés financiers et à une économie beaucoup plus faible. L'incidence sur nos activités, nos résultats d'exploitation, notre réputation et notre situation financière, ce qui inclut le potentiel de pertes sur créances, des pertes liées à des contreparties et des pertes évaluées à la valeur de marché, nos notations de crédit et nos ratios de fonds propres réglementaires et de liquidité, de même que l'incidence sur nos clients et nos concurrents dépendra de l'évolution de la situation, qui demeure incertaine. En raison de leur nature, les jugements que nous posons et les estimations que nous faisons aux fins de l'établissement de nos états financiers consolidés portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Toutefois, nous disposons de politiques détaillées et de contrôles internes qui visent à assurer que les

jugements posés pour estimer ces montants sont bien contrôlés, vérifiés de façon indépendante, et que nous appliquons nos politiques uniformément d'une période à l'autre. Nous sommes d'avis que nos estimations de la valeur de nos actifs et de nos passifs sont adéquates en date du 30 avril 2023.

Provision pour pertes sur créances

Comme il est précisé de façon détaillée à la note 1 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2022, la provision pour pertes sur créances se compose des provisions liées aux prêts douteux qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux dans le portefeuille ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et les provisions liées aux prêts productifs, qui constituent notre meilleure estimation de la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues en général sur une période de 12 mois pour les prêts productifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante, il faut tenir compte de nombreux facteurs et cela varie en fonction des catégories de produits et de risques. La méthode de la Banque pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante est établie en fonction de la variation de la probabilité de défaut entre l'octroi et la date de clôture, et il est évalué à l'aide de scénarios pondérés en fonction de la probabilité et de certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Un jugement éclairé concernant la qualité du crédit devra être exercé afin d'évaluer si le risque de crédit a augmenté de manière importante.

Pour déterminer s'il y a eu une augmentation importante du risque de crédit et pour calculer le montant des pertes sur créances attendues, nous devons nous fonder sur des estimations et exercer notre jugement à l'égard de questions dont l'issue est incertaine. Par exemple, l'évolution de la situation peut faire en sorte que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent dans une mesure importante des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution de la provision pour pertes sur créances. Lors du calcul des pertes sur créances attendues, les prévisions de la conjoncture économique future sont prises en considération de façon explicite. Nous avons conçu des modèles qui incorporent des variables macroéconomiques spécifiques propres à chaque portefeuille. Les principales variables économiques propres aux portefeuilles de prêts aux particuliers comprennent les principaux marchés où nous exerçons nos activités, soit le Canada, les États-Unis et les marchés régionaux qui sont considérés comme importants. Les prévisions de la Banque sont élaborées en interne par notre groupe Études économiques, qui tient compte de données externes et de notre appréciation de la conjoncture économique future. Nous exerçons un jugement éclairé concernant la qualité du crédit afin d'intégrer diverses prévisions économiques qui sont pondérées en fonction de la probabilité pour déterminer les pertes sur créances attendues définitives. La provision est sensible aux changements des prévisions économiques et de la pondération selon la probabilité de chaque scénario de prévision.

On trouvera d'autres renseignements sur la provision pour pertes sur créances à la note 3.

Acquisition de Bank of the West – Évaluation des actifs et passifs

Des jugements et des hypothèses importants ont été utilisés pour calculer la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris de Bank of the West, notamment le portefeuille de prêts, les immobilisations incorporelles au titre des dépôts de base, les autres immobilisations incorporelles découlant de relations clients ainsi que les dépôts à échéance fixe.

Pour établir la juste valeur des prêts, il convient d'estimer les flux de trésorerie devant être obtenus relativement à tous les prêts acquis puis de les actualiser à leur valeur actualisée. Nous avons estimé les flux de trésorerie attendus en fonction de modèles qui intègrent la meilleure estimation de la direction quant aux hypothèses clés actuelles telles que les taux de défaillance, l'ampleur des taux de perte, le calendrier des remboursements anticipés et les garanties. Pour déterminer le taux d'actualisation, nous avons tenu compte de divers facteurs, dont les coûts que nous engageons pour mobiliser des fonds sur le marché actuel, la prime de risque associée aux prêts et les frais de gestion des portefeuilles.

La juste valeur des immobilisations incorporelles au titre des dépôts de base est calculée selon une approche axée sur les flux de trésorerie actualisés, en comparant la valeur actualisée du coût de maintien des dépôts acquis et du coût des modes de financement de rechange. La valeur actualisée relative au coût engagé pour maintenir les dépôts acquis tient compte d'une estimation des charges d'intérêts futures et des charges d'exploitation au titre des dépôts de base acquis. Les dépôts de base correspondent à des sources de financement que nous considérons stables à des taux inférieurs à ceux du marché. Le retrait de dépôts a été estimé à l'aide de données historiques sur l'attrition, ce qui a été comparé aux sources du marché à la date de l'acquisition.

Nous avons calculé la juste valeur des relations clients acquises afférentes aux portefeuilles de gestion de patrimoine et de cartes de crédit en fonction de l'excédent des entrées de trésorerie futures estimées (c.-à-d. les revenus provenant de relations acquises) sur les sorties de trésorerie estimées connexes (c.-à-d. les coûts d'exploitation et les charges relatives aux actifs contributifs) sur la durée d'utilité estimée de la clientèle.

Pour obtenir la juste valeur des dépôts à échéance fixe, nous avons estimé les flux de trésorerie devant être versés pour ensuite les actualiser à leur valeur actualisée. Le montant et le moment des sorties de trésorerie tient compte du jugement qu'a exercé la direction en ce qui a trait à la probabilité de rachat anticipé et au moment où le client effectuera un retrait. Les taux d'actualisation s'appuient sur les taux en vigueur que nous avons payés sur des dépôts semblables à la date d'acquisition.

La juste valeur de tous les autres actifs et passifs, y compris les biens immobiliers, a été obtenue par application des données de marché, dans la mesure du possible, ainsi que du jugement exercé par la direction pour déterminer le prix qui serait obtenu dans le cadre d'une transaction conclue dans des conditions normales de concurrence entre deux parties averties et consentantes.

Il y a lieu de consulter les notes 3 et 12 pour des renseignements complémentaires concernant la méthode de comptabilisation afférente à l'acquisition.

Note 2 : Valeurs mobilières

Classement des valeurs mobilières

Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net de la Banque, qui se chiffrent à 16 764 millions de dollars (13 641 millions au 31 octobre 2022), se composent de titres obligatoirement évalués à la juste valeur de 6 510 millions et de titres de placement détenus par les filiales du secteur de l'assurance, désignés à la juste valeur, de 10 254 millions (4 410 millions et 9 231 millions, respectivement, au 31 octobre 2022).

Nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qui totalisent 56 519 millions de dollars (43 561 millions au 31 octobre 2022), sont présentés déduction faite d'une provision pour pertes sur créances de 3 millions (3 millions au 31 octobre 2022).

Les titres au coût amorti, qui totalisent 122 102 millions de dollars (106 590 millions au 31 octobre 2022), sont présentés déduction faite d'une provision pour pertes sur créances de 3 millions (3 millions au 31 octobre 2022).

Titres au coût amorti

Le tableau qui suit présente un sommaire de la valeur comptable et de la juste valeur des titres de créance au coût amorti :

(en millions de dollars canadiens)		30 avril 2023		31 octobre 2022	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	
Titres émis ou garantis par :					
l'administration fédérale canadienne	6 351	6 355	7 136	7 129	
des administrations provinciales et municipales canadiennes	5 597	5 617	5 588	5 583	
l'administration fédérale américaine	58 221	52 797	59 245	51 717	
des municipalités, agences et États américains	187	190	109	105	
d'autres administrations publiques	1 123	1 141	1 387	1 377	
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH, titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines 1)	48 847	45 400	31 013	26 864	
Titres de créance d'entreprises	1 776	1 734	2 112	2 057	
Total	122 102	113 234	106 590	94 832	

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires assurés ou représentent des titres émis par des agences américaines et des entreprises parrainées par un gouvernement. LNH signifie *Loi nationale sur l'habitation*.

La valeur comptable des titres qui font partie de la relation de couverture de juste valeur est ajustée en fonction des profits (pertes) connexes sur les contrats de couverture.

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et pertes latents :

(en millions de dollars canadiens)		30 avril 2023				31 octobre 2022			
	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	
Titres émis ou garantis par :									
l'administration fédérale canadienne	15 816	92	90	15 818	12 498	11	208	12 301	
des administrations provinciales et municipales canadiennes	4 901	39	80	4 860	4 724	6	159	4 571	
l'administration fédérale américaine	5 581	38	187	5 432	3 403	-	293	3 110	
des municipalités, agences et États américains	5 152	13	99	5 066	3 863	5	154	3 714	
d'autres administrations publiques	7 216	35	41	7 210	6 532	4	125	6 411	
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH, titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	14 791	22	215	14 598	9 572	13	317	9 268	
Titres de créance d'entreprises	3 435	5	62	3 378	4 203	25	195	4 033	
Titres de participation d'entreprises	126	31	-	157	122	31	-	153	
Total	57 018	275	774	56 519	44 917	95	1 451	43 561	

Les profits (pertes) latents peuvent être compensés par les (pertes) profits connexes sur les contrats de couverture.

Revenus d'intérêts sur les titres de créance

Le tableau suivant présente les revenus d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos le		Pour les semestres clos le	
	30 avril 2023	30 avril 2022	30 avril 2023	30 avril 2022
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	644	94	1 123	190
Au coût amorti	884	300	1 415	472
Total	1 528	394	2 538	662

Revenus autres que d'intérêts

Les profits et pertes nets provenant des titres, compte non tenu des profits et des pertes sur les titres de négociation, ont été constatés dans notre état consolidé des résultats comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos le		Pour les semestres clos le	
	30 avril 2023	30 avril 2022	30 avril 2023	30 avril 2022
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	15	95	77	197
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global – profits (pertes) réalisés 1)	23	(9)	34	27
Perte de valeur	(2)	–	–	–
Profits sur titres, autres que de négociation	36	86	111	224

1) Les profits (pertes) réalisés sont présentés déduction faite des (pertes) profits sur les contrats de couverture.

Les revenus d'intérêts et de dividendes et les profits (pertes) sur les titres détenus relativement à nos activités d'assurance sont pris en compte dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance de notre état consolidé des résultats. Ils comprennent :

- Des revenus d'intérêts et de dividendes de 109 millions de dollars et de 217 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2023, respectivement (95 millions et 190 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2022, respectivement). Les revenus d'intérêts sont calculés à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif;
- Des profits (pertes) sur titres à la juste valeur par le biais du résultat net de 49 millions de dollars et de 609 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2023, respectivement ((1 111) millions et (1 354) millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2022, respectivement);
- Des profits réalisés sur titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 1 million de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2023, respectivement (néant pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2022, respectivement).

Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

Prêts acquis

Les prêts acquis sont initialement évalués à la juste valeur et ils sont désignés soit comme des prêts productifs acquis (prêts pour lesquels les paiements d'intérêts et de capital sont toujours faits dans les délais prévus) ou comme des prêts douteux acquis (prêts pour lesquels il n'est plus raisonnable de croire qu'il sera possible de recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus). Ces prêts sont par la suite évalués au coût amorti.

Prêts productifs acquis

Pour les prêts à échéance fixe, la juste valeur de marché est amortie par imputations dans les revenus d'intérêts sur la durée d'utilité attendue du prêt à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. La juste valeur de marché des prêts renouvelables est amortie dans les revenus nets d'intérêts selon le mode linéaire sur la durée contractuelle des prêts. Lors du remboursement des prêts, le reliquat de la juste valeur de marché non amortie afférente à ces prêts est comptabilisé dans les revenus d'intérêts dans la période au cours de laquelle le prêt est remboursé. Tous les prêts productifs acquis ont été initialement comptabilisés à l'étape 1 aux fins du calcul des pertes sur créances attendues.

Le 1^{er} février 2023, nous avons comptabilisé des prêts productifs acquis d'une juste valeur de 76 068 millions de dollars. La juste valeur reflète une estimation des pertes sur créances futures attendues à la date d'acquisition de 1 047 millions ainsi que des primes ou escomptes sur les taux d'intérêt par rapport aux taux en vigueur sur le marché. Les créances contractuelles brutes se sont élevées à 78 931 millions. Au 30 avril 2023, les prêts productifs acquis inscrits au bilan consolidé ont totalisé 70 530 millions, ce qui comprend une juste valeur de marché résiduelle de (2 679) millions.

Prêts douteux acquis

Après la date d'acquisition, nous réévaluerons sur une base régulière le montant que nous prévoyons recouvrer sur les prêts douteux acquis. Une augmentation des flux de trésorerie attendus donnera lieu à un recouvrement de pertes sur créances ainsi qu'à une baisse de la provision pour pertes sur créances ou bien, si aucune provision n'a été constituée, à une hausse de la valeur comptable en cours des prêts acquis. Une diminution des flux de trésorerie attendus donnera lieu à une charge portée à la dotation à la provision pour pertes sur créances et à une hausse de la provision pour pertes sur créances. Nous comptabiliserons les revenus d'intérêts à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée prévue du prêt. Les prêts douteux acquis relèvent de l'étape 3.

Le 1^{er} février 2023, nous avons comptabilisé des prêts douteux acquis d'une juste valeur totale de 415 millions de dollars, ce qui comprend une juste valeur de marché de (168) millions.

Le tableau suivant présente de plus amples renseignements sur les prêts douteux de la Bank of the West que nous avons acquis :

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2023
	Total
Solde du capital impayé 1)	491
Ajustement de la juste valeur	(152)
Valeur comptable	339
Provision à l'étape 3	2
Valeur comptable, déduction faite de la provision connexe	341

1) Exclut les prêts qui ont été sortis en totalité du bilan avant la date d'acquisition.

Engagements et lettres de crédit acquis

Dans le cadre de notre acquisition de Bank of the West, nous avons comptabilisé un passif afférent à des engagements non capitalisés et à des lettres de crédit. La juste valeur de marché totale associée aux engagements non capitalisés et aux lettres de crédit est amortie dans les revenus nets d'intérêts selon le mode linéaire sur la durée contractuelle des engagements acquis. Tous les engagements et les lettres de crédit que nous avons acquis relèvent de l'étape 1 aux fins du calcul des pertes sur créances attendues. Des pertes sur créances attendues sont comptabilisées à l'égard de ces engagements dans le cours normal des activités.

Le 1^{er} février 2023, nous avons inscrit une juste valeur de marché relative aux engagements non capitalisés et aux lettres de crédit de (37) millions de dollars dans les autres passifs du bilan consolidé. Au 30 avril 2023, la juste valeur de marché restante de ces engagements se chiffrait à (35) millions.

Exposition au risque de crédit

Le tableau qui suit présente notre exposition au risque de crédit pour tous les prêts comptabilisés au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net au 30 avril 2023 et au 31 octobre 2022. L'étape 1 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur une période maximale de 12 mois, l'étape 2 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie et l'étape 3 représente les prêts douteux comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2023				31 octobre 2022			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3 1)	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Exceptionnellement faible	1	-	-	1	7	-	-	7
Très faible	79 701	222	-	79 923	94 743	81	-	94 824
Bas	48 725	11 196	-	59 921	31 617	3 134	-	34 751
Moyen	7 423	3 184	-	10 607	13 474	3 871	-	17 345
Haut	374	1 691	-	2 065	138	341	-	479
Non coté 2)	13 735	99	-	13 834	1 126	53	-	1 179
Douteux	-	-	382	382	-	-	295	295
Solde brut des prêts hypothécaires à l'habitation	149 959	16 392	382	166 733	141 105	7 480	295	148 880
Provision pour pertes sur créances	77	130	3	210	59	66	10	135
Valeur comptable	149 882	16 262	379	166 523	141 046	7 414	285	148 745
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers								
Exceptionnellement faible	1 497	5	-	1 502	1 792	35	-	1 827
Très faible	38 728	32	-	38 760	33 554	83	-	33 637
Bas	21 666	997	-	22 663	24 369	1 307	-	25 676
Moyen	7 930	5 926	-	13 856	13 536	4 633	-	18 169
Haut	945	1 820	-	2 765	873	1 525	-	2 398
Non coté 2)	24 155	208	-	24 363	4 052	32	-	4 084
Douteux	-	-	448	448	-	-	312	312
Solde brut des prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	94 921	8 988	448	104 357	78 176	7 615	312	86 103
Provision pour pertes sur créances	241	344	130	715	101	288	102	491
Valeur comptable	94 680	8 644	318	103 642	78 075	7 327	210	85 612
Prêts sur cartes de crédit 3)								
Exceptionnellement faible	1 575	-	-	1 575	2 920	-	-	2 920
Très faible	1 750	-	-	1 750	442	1	-	443
Bas	1 646	36	-	1 682	1 569	51	-	1 620
Moyen	3 367	827	-	4 194	2 918	792	-	3 710
Haut	453	668	-	1 121	316	563	-	879
Non coté 2)	696	45	-	741	90	1	-	91
Douteux	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde brut des prêts sur cartes de crédit	9 487	1 576	-	11 063	8 255	1 408	-	9 663
Provision pour pertes sur créances	104	229	-	333	69	207	-	276
Valeur comptable	9 383	1 347	-	10 730	8 186	1 201	-	9 387
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 4)								
Risque acceptable								
Catégorie investissement	201 963	4 468	-	206 431	187 245	6 765	-	194 010
Catégorie spéculative	123 973	25 675	-	149 648	98 451	22 390	-	120 841
Liste de surveillance	1 129	7 527	-	8 656	-	6 310	-	6 310
Douteux	-	-	1 828	1 828	-	-	1 384	1 384
Solde brut des prêts aux entreprises et aux administrations publiques	327 065	37 670	1 828	366 563	285 696	35 465	1 384	322 545
Provision pour pertes sur créances	943	750	399	2 092	608	675	432	1 715
Valeur comptable	326 122	36 920	1 429	364 471	285 088	34 790	952	320 830
Total du solde brut des prêts et acceptations	581 432	64 626	2 658	648 716	513 232	51 968	1 991	567 191
Total du solde net des prêts et acceptations	580 067	63 173	2 126	645 366	512 395	50 732	1 447	564 574
Engagements de prêt et contrats de garantie financière								
Risque acceptable								
Catégorie investissement	190 969	2 337	-	193 306	182 153	5 134	-	187 287
Catégorie spéculative	51 436	13 405	-	64 841	45 920	14 047	-	59 967
Liste de surveillance	244	2 698	-	2 942	2	2 176	-	2 178
Douteux	-	-	344	344	-	-	292	292
Engagements de prêt et contrats de garantie financière, montant brut	242 649	18 440	344	261 433	228 075	21 357	292	249 724
Provision pour pertes sur créances	287	185	11	483	194	174	13	381
Valeur comptable 5) 6)	242 362	18 255	333	260 950	227 881	21 183	279	249 343

- 1) Comprend les prêts douteux de Bank of the West que nous avons acquis. Au 30 avril 2023, les soldes sur les prêts douteux acquis s'élevaient à 33 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation, à 58 millions de prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers et à 248 millions de prêts aux entreprises et aux administrations publiques.
- 2) Comprend les portefeuilles constitués et certains cas où des paramètres de notation interne du risque ne sont pas attribués. On recourt à d'autres sources d'évaluation de la qualité du risque de crédit ainsi qu'à des méthodes, des politiques et des outils de notation du crédit pour gérer le risque de crédit auquel sont exposés ces portefeuilles.
- 3) Les prêts sur cartes de crédit sont immédiatement sortis du bilan lorsque les versements de capital ou d'intérêts sont en souffrance depuis 180 jours; par conséquent, ils ne sont pas présentés comme douteux à l'étape 3.
- 4) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.
- 5) Représente le montant contractuel total des facilités de crédit inutilisées et les autres éléments hors bilan, exclusion faite des marges de crédit personnelles et des cartes de crédit que nous pouvons annuler sans condition à notre entière discrétion.
- 6) Certains engagements de grandes entreprises emprunteuses sont conditionnels et pourraient inclure un recours auprès de contreparties.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. Au 30 avril 2023, la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 3 833 millions de dollars (2 998 millions au 31 octobre 2022), dont une tranche de 3 350 millions (2 617 millions au 31 octobre 2022) a été comptabilisée dans les prêts et une tranche de 483 millions (381 millions au 31 octobre 2022), dans les autres passifs, à notre bilan consolidé.

Les importantes variations des soldes bruts, notamment en ce qui a trait aux montages, aux échéances et aux remboursements dans le cours normal des activités, ont une incidence sur la provision pour pertes sur créances. En outre, les prêts productifs acquis dans le cadre de l'acquisition de Bank of the West sont assujettis aux pertes sur créances attendues à la date d'acquisition, ce qui cadre avec le processus qui a été suivi pour les prêts montés. Une provision pour pertes sur créances de 705 millions de dollars a été initialement comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

Les tableaux ci-dessous présentent l'évolution de la provision pour pertes par catégorie de produit pour les trimestres et les semestres clos le 30 avril 2023 et le 30 avril 2022. Les transferts représentent les pertes sur créances attendues qui sont passées d'une étape à l'autre au cours de la période, par exemple des pertes sur créances attendues sur un horizon de 12 mois (étape 1) à des pertes sur la durée de vie (étape 2). Les réévaluations nettes correspondent à l'incidence des pertes sur créances attendues afférente au transfert d'étape, aux changements des prévisions économiques et à la qualité du crédit. Les changements apportés à un modèle comprennent de nouveaux modèles ou méthodologies de calcul.

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le	30 avril 2023				30 avril 2022			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3 1)	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Solde à l'ouverture de la période	50	96	13	159	49	40	17	106
Transfert à l'étape 1	15	(15)	-	-	9	(9)	-	-
Transfert à l'étape 2	(2)	5	(3)	-	(1)	3	(2)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(4)	5	-	-	(2)	2	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(25)	4	(2)	(23)	(27)	6	1	(20)
Montages des prêts	6	-	-	6	10	-	-	10
Acquisitions de prêts	31	-	-	31	-	-	-	-
Décomptabilisations et échéances	(1)	(1)	-	(2)	(2)	(2)	-	(4)
Changements apportés à un modèle	5	46	-	51	-	-	-	-
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 2)	28	35	-	63	(11)	(4)	1	(14)
Montants sortis du bilan 3)	-	-	(2)	(2)	-	-	(3)	(3)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	2	2	-	-	2	2
Change et autres	(1)	2	(5)	(4)	(1)	-	(1)	(2)
Solde à la clôture de la période	77	133	8	218	37	36	16	89
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers								
Solde à l'ouverture de la période	111	316	112	539	131	324	91	546
Transfert à l'étape 1	67	(64)	(3)	-	71	(68)	(3)	-
Transfert à l'étape 2	(14)	25	(11)	-	(13)	20	(7)	-
Transfert à l'étape 3	(12)	(22)	34	-	(1)	(20)	21	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(69)	125	73	129	(85)	60	15	(10)
Montages des prêts	15	1	-	16	20	-	-	20
Acquisitions de prêts	179	-	-	179	-	-	-	-
Décomptabilisations et échéances	(10)	(7)	-	(17)	(6)	(10)	-	(16)
Changements apportés à un modèle	(10)	(11)	-	(21)	(11)	(1)	-	(12)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 2)	146	47	93	286	(25)	(19)	26	(18)
Montants sortis du bilan 3)	-	-	(82)	(82)	-	-	(42)	(42)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	14	14	-	-	21	21
Change et autres	-	1	(7)	(6)	-	1	(4)	(3)
Solde à la clôture de la période	257	364	130	751	106	306	92	504
Prêts sur cartes de crédit								
Solde à l'ouverture de la période	126	269	-	395	113	206	-	319
Transfert à l'étape 1	45	(45)	-	-	34	(34)	-	-
Transfert à l'étape 2	(11)	11	-	-	(7)	7	-	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(40)	41	-	(1)	(27)	28	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(47)	80	47	80	(50)	55	14	19
Montages des prêts	21	-	-	21	12	-	-	12
Acquisitions de prêts	25	-	-	25	-	-	-	-
Décomptabilisations et échéances	(2)	(6)	-	(8)	(1)	(5)	-	(6)
Changements apportés à un modèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 2)	30	-	88	118	(13)	(4)	42	25
Montants sortis du bilan 3)	-	-	(104)	(104)	-	-	(57)	(57)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	23	23	-	-	20	20
Change et autres	-	1	(7)	(6)	(2)	1	(5)	(6)
Solde à la clôture de la période	156	270	-	426	98	203	-	301
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques								
Solde à l'ouverture de la période	751	771	413	1 935	700	735	386	1 821
Transfert à l'étape 1	51	(48)	(3)	-	74	(72)	(2)	-
Transfert à l'étape 2	(42)	44	(2)	-	(40)	45	(5)	-
Transfert à l'étape 3	(16)	(21)	37	-	-	(24)	24	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(78)	149	30	101	(176)	84	34	(58)
Montages des prêts	60	3	-	63	174	-	-	174
Acquisitions de prêts	470	-	-	470	-	-	-	-
Décomptabilisations et échéances	(37)	(42)	-	(79)	(32)	(32)	-	(64)
Changements apportés à un modèle	-	(1)	-	(1)	-	-	-	-
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 2)	408	84	62	554	-	1	51	52
Montants sortis du bilan 3)	-	-	(67)	(67)	-	-	(29)	(29)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	14	14	-	-	11	11
Change et autres	3	16	(17)	2	36	16	(7)	45
Solde à la clôture de la période	1 162	871	405	2 438	736	752	412	1 900
Total à la clôture de la période	1 652	1 638	543	3 833	977	1 297	520	2 794
Composition : Prêts	1 365	1 453	532	3 350	765	1 130	508	2 403
Autres instruments de crédit 4)	287	185	11	483	212	167	12	391

1) Inclut les variations à la provision liée aux prêts productifs acquis de (2) millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2023. Le montant total des pertes sur créances attendues au moment de la comptabilisation initiale des prêts productifs acquis s'est élevé à 79 millions.

2) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de 2 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2023 (5 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2022).

3) En règle générale, nous nous efforçons de recouvrer les montants qui ont été sortis du bilan au cours de l'exercice, à moins que le prêt ait été vendu, que nous n'ayons plus le droit de recouvrer le montant ou que nous ayons épuisé toutes les voies de recours raisonnables pour recouvrer le montant.

4) D'autres instruments de crédit, y compris des éléments hors bilan, sont comptabilisés dans les autres passifs dans notre bilan consolidé.

(en millions de dollars canadiens)

Pour les semestres clos le	30 avril 2023				30 avril 2022			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3 1)	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Solde à l'ouverture de la période	59	67	16	142	46	40	19	105
Transfert à l'étape 1	39	(39)	-	-	20	(19)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	(11)	15	(4)	-	(2)	6	(4)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(6)	7	-	-	(4)	4	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(32)	34	-	2	(38)	16	4	(18)
Montages des prêts	13	-	-	13	15	-	-	15
Acquisitions de prêts	31	-	-	31	-	-	-	-
Décomptabilisations et échéances	(2)	(2)	-	(4)	(3)	(4)	-	(7)
Changements apportés à un modèle	(19)	63	-	44	-	-	-	-
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 2)	18	65	3	86	(8)	(5)	3	(10)
Montants sortis du bilan 3)	-	-	(5)	(5)	-	-	(4)	(4)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	3	3	-	-	3	3
Change et autres	-	1	(9)	(8)	(1)	1	(5)	(5)
Solde à la clôture de la période	77	133	8	218	37	36	16	89
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers								
Solde à l'ouverture de la période	111	304	102	517	128	357	91	576
Transfert à l'étape 1	127	(122)	(5)	-	129	(124)	(5)	-
Transfert à l'étape 2	(25)	45	(20)	-	(22)	35	(13)	-
Transfert à l'étape 3	(13)	(44)	57	-	(2)	(43)	45	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(109)	202	123	216	(140)	100	33	(7)
Montages des prêts	27	1	-	28	36	-	-	36
Acquisitions de prêts	179	-	-	179	-	-	-	-
Décomptabilisations et échéances	(13)	(14)	-	(27)	(12)	(21)	-	(33)
Changements apportés à un modèle	(26)	(8)	-	(34)	(11)	(1)	-	(12)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 2)	147	60	155	362	(22)	(54)	60	(16)
Montants sortis du bilan 3)	-	-	(144)	(144)	-	-	(92)	(92)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	29	29	-	-	39	39
Change et autres	(1)	-	(12)	(13)	-	3	(6)	(3)
Solde à la clôture de la période	257	364	130	751	106	306	92	504
Prêts sur cartes de crédit								
Solde à l'ouverture de la période	115	250	-	365	114	245	-	359
Transfert à l'étape 1	85	(85)	-	-	85	(85)	-	-
Transfert à l'étape 2	(20)	20	-	-	(17)	17	-	-
Transfert à l'étape 3	(2)	(73)	75	-	(1)	(56)	57	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(83)	170	81	168	(107)	100	26	19
Montages des prêts	39	-	-	39	25	-	-	25
Acquisitions de prêts	25	-	-	25	-	-	-	-
Décomptabilisations et échéances	(3)	(11)	-	(14)	(3)	(11)	-	(14)
Changements apportés à un modèle	-	-	-	-	2	(8)	-	(6)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 2)	41	21	156	218	(16)	(43)	83	24
Montants sortis du bilan 3)	-	-	(184)	(184)	-	-	(114)	(114)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	42	42	-	-	40	40
Change et autres	-	(1)	(14)	(15)	-	1	(9)	(8)
Solde à la clôture de la période	156	270	-	426	98	203	-	301
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques								
Solde à l'ouverture de la période	746	789	439	1 974	662	855	401	1 918
Transfert à l'étape 1	138	(134)	(4)	-	167	(137)	(30)	-
Transfert à l'étape 2	(72)	119	(47)	-	(56)	102	(46)	-
Transfert à l'étape 3	(17)	(51)	68	-	-	(32)	32	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(192)	213	108	129	(305)	30	104	(171)
Montages des prêts	141	3	-	144	292	-	-	292
Acquisitions de prêts	470	-	-	470	-	-	-	-
Décomptabilisations et échéances	(78)	(93)	-	(171)	(73)	(91)	-	(164)
Changements apportés à un modèle	-	(1)	-	(1)	1	(6)	-	(5)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 2)	390	56	125	571	26	(134)	60	(48)
Montants sortis du bilan 3)	-	-	(143)	(143)	-	-	(56)	(56)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	25	25	-	-	18	18
Change et autres	26	26	(41)	11	48	31	(11)	68
Solde à la clôture de la période	1 162	871	405	2 438	736	752	412	1 900
Total à la clôture de la période	1 652	1 638	543	3 833	977	1 297	520	2 794
Composition : Prêts	1 365	1 453	532	3 350	765	1 130	508	2 403
Autres instruments de crédit 4)	287	185	11	483	212	167	12	391

1) Inclut les variations à la provision liée aux prêts productifs acquis de (2) millions de dollars pour le semestre clos le 30 avril 2023. Le montant total des pertes sur créances attendues au moment de la comptabilisation initiale des prêts productifs acquis s'est élevé à 79 millions.

2) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de 3 millions de dollars pour le semestre clos le 30 avril 2023 (1 million pour le semestre clos le 30 avril 2022).

3) En règle générale, nous nous efforçons de recouvrer les montants qui ont été sortis du bilan au cours de l'exercice, à moins que le prêt ait été vendu, que nous n'ayons plus le droit de recouvrer le montant ou que nous ayons épuisé toutes les voies de recours raisonnables pour recouvrer le montant.

4) D'autres instruments de crédit, y compris des éléments hors bilan, sont comptabilisés dans les autres passifs dans notre bilan consolidé.

Les prêts et la provision pour pertes sur créances par répartition géographique au 30 avril 2023 et au 31 octobre 2022 se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)				30 avril 2023			31 octobre 2022	
	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net
Répartition géographique 1) :								
Canada	351 219	394	1 167	349 658	342 430	363	1 102	340 965
États-Unis	275 308	133	1 628	273 547	200 439	176	959	199 304
Autres pays	11 598	5	23	11 570	11 087	5	12	11 070
Total	638 125	532	2 818	634 775	553 956	544	2 073	551 339

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

2) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 11 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (13 millions au 31 octobre 2022), laquelle est comprise dans les autres passifs.

3) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 472 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (368 millions au 31 octobre 2022), laquelle est comprise dans les autres passifs.

Le tableau ci-dessous fait état des prêts douteux (étape 3) ainsi que des provisions correspondantes au 30 avril 2023 et au 31 octobre 2022 :

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2023						31 octobre 2022
	Solde brut des prêts douteux	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 3)	Solde net des prêts douteux	Solde brut des prêts douteux	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 3)	Solde net des prêts douteux	
Prêts hypothécaires à l'habitation	382	3	379	295	10	285	
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	448	130	318	312	102	210	
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)	1 828	399	1 429	1 384	432	952	
Total	2 658	532	2 126	1 991	544	1 447	
Répartition géographique 2) :							
Canada	1 233	394	839	1 158	363	795	
États-Unis	1 412	133	1 279	820	176	644	
Autres pays	13	5	8	13	5	8	
Total	2 658	532	2 126	1 991	544	1 447	

1) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

2) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

3) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 11 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (13 millions au 31 octobre 2022), laquelle est comprise dans les autres passifs.

Prêts en souffrance non classés douteux

Les prêts qui sont en souffrance, mais qui n'ont pas été classés comme douteux, sont des prêts dont les titulaires n'ont pas fait les paiements dans les délais stipulés dans le contrat, mais pour lesquels nous nous attendons à recouvrer la totalité du capital et des intérêts ou qui sont détenus à la juste valeur. Le tableau suivant fait état des prêts en souffrance, mais non classés comme douteux au 30 avril 2023 et au 31 octobre 2022. Les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours sont exclus, car ils ne sont pas d'ordinaire représentatifs de la capacité des emprunteurs d'honorer leurs obligations de paiement.

(en millions de dollars canadiens)			30 avril 2023		31 octobre 2022	
	De 30 à 89 jours	90 jours ou plus	Total	De 30 à 89 jours	90 jours ou plus	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	484	12	496	411	19	430
Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	555	106	661	392	84	476
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	291	33	324	198	38	236
Total	1 330	151	1 481	1 001	141	1 142

Le solde des prêts entièrement garantis en souffrance depuis une période allant de 90 à 180 jours, mais qui n'avaient pas encore été classés comme douteux, s'établissait à 13 millions de dollars et à 43 millions au 30 avril 2023 et au 31 octobre 2022, respectivement.

Sensibilité des pertes sur créances attendues et principales variables économiques

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues en général sur une période de 12 mois pour les prêts productifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

La provision liée aux prêts productifs est sensible aux changements des prévisions économiques et de la pondération selon la probabilité de chaque scénario de prévision. Parmi les facteurs, nombreux sont ceux qui ont un niveau élevé d'interdépendance, mais les provisions pour dépréciation de prêts prises dans leur ensemble ne sont pas sensibles à un facteur unique en particulier.

Le scénario optimiste au 30 avril 2023 suppose un contexte économique beaucoup plus solide que les prévisions du scénario de référence, compte tenu d'un taux de chômage nettement plus bas.

Au 30 avril 2023, notre scénario de référence prévoit un léger ralentissement économique à court terme essentiellement en raison des taux d'intérêt plus élevés ainsi qu'une reprise économique modérée au cours de la période visée par les prévisions à moyen terme étant donné que l'inflation devrait s'atténuer et de ce fait, entraîner une baisse des taux d'intérêt. En revanche, selon notre scénario de référence publié au 31 octobre 2022, nous avons prévu une croissance économique plus forte au cours de la période visée par les prévisions à court terme et des prévisions économiques plus faibles au cours de la période visée par les prévisions à long terme.

En supposant que les prévisions économiques du scénario de référence se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, toutes les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs s'établirait à environ 2 475 millions de dollars au 30 avril 2023 (1 900 millions au 31 octobre 2022) contre 3 290 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (2 441 millions au 31 octobre 2022).

Au 30 avril 2023, notre scénario économique défavorable fait état, à court terme, d'une contraction relativement forte de l'économie tant au Canada qu'aux États-Unis. Le scénario défavorable au 31 octobre 2022 prévoyait un contexte économique un peu moins difficile mais encore négatif au Canada et aux États-Unis. En supposant que les prévisions économiques du scénario défavorable se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs serait d'environ 5 100 millions de dollars au 30 avril 2023 (3 250 millions au 31 octobre 2022), contre 3 290 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (2 441 millions au 31 octobre 2022).

En cas de récession, les résultats réels différeront puisque la composition de notre portefeuille changera en raison des migrations, de la croissance, des mesures visant à atténuer les risques et d'autres facteurs. En outre, notre provision reflétera les trois scénarios économiques employés pour évaluer la provision, les pondérations liées aux scénarios défavorables et favorables étant souvent inégales, et les pondérations varieront au fil du temps.

Le tableau qui suit présente les principales variables économiques utilisées pour évaluer les prévisions en matière de provision liée aux prêts productifs pour les 12 prochains mois ou sur la durée de vie. Bien que les valeurs indiquées ci-dessous soient des variables nationales, nous utilisons des variables régionales dans les modèles sous-jacents, et nous prenons en compte divers facteurs ayant une incidence sur certains secteurs lorsque cela est approprié.

Au 30 avril 2023							Au 31 octobre 2022					
Tous les pourcentages correspondent à des valeurs annuelles moyennes												
	Scénario favorable		Scénario de référence		Scénario défavorable		Scénario favorable		Scénario de référence		Scénario défavorable	
	12 premiers mois	Durée résiduelle 1)	12 premiers mois	Durée résiduelle 1)	12 premiers mois	Durée résiduelle 1)	12 premiers mois	Durée résiduelle 1)	12 premiers mois	Durée résiduelle 1)	12 premiers mois	Durée résiduelle 1)
Taux de croissance du PIB réel 2)												
Canada	3,1 %	2,5 %	0,3 %	1,8 %	(3,9)%	1,2 %	3,7 %	2,2 %	1,5 %	1,1 %	(2,3)%	0,4 %
États-Unis	3,1 %	2,5 %	0,4 %	2,0 %	(3,3)%	1,4 %	2,4 %	2,1 %	0,2 %	1,3 %	(3,3)%	0,6 %
Écart de sociétés BBB sur dix ans												
Canada	1,8 %	1,8 %	2,3 %	2,0 %	4,2 %	3,5 %	1,9 %	1,9 %	2,4 %	2,2 %	3,7 %	3,9 %
États-Unis	1,9 %	1,9 %	2,3 %	2,2 %	4,6 %	3,4 %	1,8 %	1,9 %	2,2 %	2,2 %	4,2 %	3,9 %
Taux de chômage												
Canada	4,1 %	3,6 %	5,6 %	5,3 %	8,7 %	9,5 %	4,3 %	3,6 %	5,9 %	6,5 %	8,0 %	9,9 %
États-Unis	3,0 %	2,5 %	4,5 %	4,4 %	7,4 %	8,2 %	3,2 %	2,6 %	4,2 %	4,8 %	6,5 %	8,4 %
Indice des prix des habitations 2)												
Canada 3)	(5,9)%	6,7 %	(10,2)%	4,3 %	(25,9)%	(5,0)%	(6,7)%	2,1 %	(10,0)%	(1,0)%	(13,6)%	(8,0)%
États-Unis 4)	(6,6)%	2,8 %	(9,8)%	1,4 %	(20,5)%	(4,3)%	1,6 %	(0,7)%	(0,9)%	(2,6)%	(7,5)%	(8,4)%

1) La période de prévision restante est de deux ans.

2) Le produit intérieur brut (PIB) réel et l'indice des prix des habitations sont des moyennes des taux de croissance trimestriels d'un exercice à l'autre.

3) Pour le Canada, nous avons recours à l'indice composé des prix des habitations HPI.

4) Pour les États-Unis, nous avons recours à l'indice national des prix des habitations Case-Shiller.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction généralement des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs (étape 1) et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés (étape 2). Aux termes de nos scénarios actuels pondérés en fonction de la probabilité, en présumant que l'ensemble de nos prêts productifs relève de l'étape 1, nos modèles généreraient une provision liée aux prêts productifs d'environ 2 650 millions de dollars (1 850 millions au 31 octobre 2022), comparativement à la provision comptable liée aux prêts productifs de 3 290 millions (2 441 millions au 31 octobre 2022).

Note 4 : Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue		Dépôts à préavis	Dépôts à échéance fixe 2) 3)	30 avril 2023	31 octobre 2022
	Productifs d'intérêts	Non productifs d'intérêts				
Catégories de déposants :						
Banques 1)	4 679	1 705	1 710	24 696	32 790	30 901
Entreprises et administrations publiques	52 614	66 851	156 344	266 124	541 933	495 831
Particuliers	14 832	42 276	132 352	111 260	300 720	242 746
Total 4)	72 125	110 832	290 406	402 080	875 443	769 478
Domiciliation :						
Canada	48 557	72 516	124 453	287 000	532 526	515 290
États-Unis	23 384	38 229	163 610	73 597	298 820	217 720
Autres pays	184	87	2 343	41 483	44 097	36 468
Total	72 125	110 832	290 406	402 080	875 443	769 478

1) Comprend les banques réglementées et les banques centrales.

2) Comprend 58 557 millions de dollars au titre de la dette de premier rang non garantie au 30 avril 2023, sous réserve du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne) (51 746 millions au 31 octobre 2022). Aux termes du régime de recapitalisation interne des banques, certains pouvoirs sont conférés par la loi à la Société d'assurance-dépôts du Canada, notamment la capacité de convertir certains types d'actions et de passifs admissibles en actions ordinaires si la Banque n'est plus viable.

3) Des dépôts de 29 326 millions de dollars au 30 avril 2023 (29 966 millions au 31 octobre 2022) peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé, en totalité ou en partie, par le client sans pénalité. Ils ont été classés comme étant exigibles à une date fixe en fonction de leur échéance contractuelle restante.

4) Comprend des dépôts de 471 848 millions de dollars libellés en dollars américains au 30 avril 2023 (384 080 millions au 31 octobre 2022) et des dépôts de 56 833 millions libellés en d'autres monnaies étrangères (46 830 millions au 31 octobre 2022).

Le tableau qui suit présente les dépôts à terme fixe supérieurs à cent mille dollars :

(en millions de dollars canadiens)	Canada	États-Unis	Autres	Total
Au 30 avril 2023	249 483	66 242	41 494	357 219
Au 31 octobre 2022	230 475	50 542	34 241	315 258

Le tableau qui suit présente les échéances des dépôts à terme fixe et supérieurs à cent mille dollars qui sont domiciliés au Canada :

(en millions de dollars canadiens)	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Plus de 12 mois	Total
Au 30 avril 2023	54 898	31 884	53 287	109 414	249 483
Au 31 octobre 2022	46 792	28 826	55 288	99 569	230 475

Note 5 : Capitaux propres

Actions privilégiées et ordinaires en circulation et autres instruments de capitaux propres 1)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)			30 avril 2023		31 octobre 2022			
	Nombre d'actions	Montant	Dividendes déclarés par action 6)	Nombre d'actions	Montant	Dividendes déclarés par action 6)	Convertibles en	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres								
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	0,48	20 000 000	500	0,96	catégorie B – Série 28 2) 3)	
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	0,45	16 000 000	400	0,91	catégorie B – Série 30 2) 3)	
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	0,48	12 000 000	300	0,96	catégorie B – Série 32 2) 3)	
Catégorie B – Série 33	8 000 000	200	0,38	8 000 000	200	0,76	catégorie B – Série 34 2) 3)	
Catégorie B – Série 44	16 000 000	400	0,61	16 000 000	400	1,21	catégorie B – Série 45 2) 3)	
Catégorie B – Série 46	14 000 000	350	0,64	14 000 000	350	1,28	catégorie B – Série 47 2) 3)	
Catégorie B – Série 50	500 000	500	36,87	500 000	500	24,64	– 3)	
Catégorie B – Série 52 12)	650 000	650	22,23	–	–	–	– 3)	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres	3 300			2 650				
Recours aux								
Autres instruments de capitaux propres								
Billets subordonnés aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires à 4,800 % (billets de catégorie 1)	658			658		–	3) 5)	
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 à 4,300 % (billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1)	1 250			1 250		Actions privilégiées, série 48	3) 4) 5)	
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 2 à 5,625 % (billets avec remboursement de capital à recours limité, série 2)	750			750		Actions privilégiées, série 49	3) 4) 5)	
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 3 à 7,325 % (billets avec remboursement de capital à recours limité, série 3)	1 000			1 000		Actions privilégiées, série 51	3) 4) 5)	
Autres instruments de capitaux propres	3 658			3 658				
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	6 958			6 308				
Actions ordinaires 7) 8) 9) 10) 11)	713 025 530	22 062	2,86	677 106 878	17 744	5,44		

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 16 et 20 afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2022.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes, sous réserve de certaines conditions.

3) Les instruments émis sont assortis d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), ce qui est nécessaire pour que les actions privilégiées, les billets de catégorie 1 et, en vertu du recours aux actions privilégiées, série 48, aux actions privilégiées, série 49 et aux actions privilégiées, série 51 (collectivement, les actions privilégiées au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité) au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1, série 2 et série 3 (collectivement, les billets avec remboursement de capital à recours limité), respectivement, puissent être considérées comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III (voir la note 4 ci-dessous). Ainsi, ils peuvent être convertis en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable. Dans un tel cas, chaque action privilégiée, y compris les actions privilégiées au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité et les billets de catégorie 1 sont convertibles en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires basé sur le cours moyen de nos actions ordinaires pondéré en fonction du volume sur la TSX. Le nombre d'actions ordinaires émises est déterminé en divisant la valeur de l'action privilégiée ou d'un autre instrument de capitaux propres (y compris les dividendes déclarés et impayés) par le prix de conversion et ensuite multiplié par le multiplicateur.

4) Les intérêts, dont le paiement ne peut être reporté, afférents aux billets avec remboursement de capital à recours limité, doivent être versés semestriellement au gré de la Banque. Le non-paiement des intérêts donnera lieu à un recours et l'unique recours auquel les porteurs de billets auront droit portera sur la quote-part des porteurs dans les actifs de la fiducie, dont les actions privilégiées au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité, chacune des séries étant émises en même temps que les billets avec remboursement de capital à recours limité correspondants, lesquelles sont éliminées au moment de la consolidation. En pareil cas, la remise des actifs de la fiducie entraînera l'extinction totale de nos engagements en vertu de nos billets avec remboursement de capital à recours limité. Dans des circonstances où les actions privilégiées au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité seraient converties en actions ordinaires de la Banque aux termes de la clause concernant les FPUNV, les billets avec remboursement de capital à recours limité seraient remboursés, et le seul recours des porteurs de billets serait leur quote-part des actifs de la fiducie, alors constitués d'actions ordinaires de la Banque reçues par la fiducie à la conversion.

5) Les taux représentent le taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture.

6) Les dividendes déclarés par action représentent les dividendes déclarés par action pour le premier semestre, à la date de clôture. Les dividendes non cumulatifs sur les actions privilégiées doivent être versés une fois par trimestre si le Conseil d'administration en déclare, à l'exception des dividendes sur les actions privilégiées de catégorie B, série 50 et série 52, qui doivent être versés semestriellement.

7) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 6 793 906 actions ordinaires au 30 avril 2023 (5 976 870 actions ordinaires au 31 octobre 2022) dont 3 071 192 peuvent être exercées au 30 avril 2023 (2 648 426 au 31 octobre 2022).

8) Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2023, nous avons émis 3 255 072 et 5 931 389 actions ordinaires, respectivement, dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (2 116 175 actions ordinaires pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2022) et nous avons émis 193 313 et 487 639 actions ordinaires, dans le cadre du régime d'options sur actions (273 525 et 555 597 actions ordinaires au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2022, respectivement).

9) Les actions ordinaires sont présentées déduction faite de 169 003 actions propres au 30 avril 2023 (174 689 actions propres au 31 octobre 2022).

10) Le 1^{er} décembre 2022, nous avons émis 1 162 711 actions pour un montant de 153 millions de dollars relativement à l'acquisition de Radicle Group Inc. Il y a lieu de se reporter à la note 12 pour un complément d'information.

11) Le 16 décembre 2022, nous avons émis 13 575 750 actions ordinaires pour un montant de 1 610 millions de dollars aux termes de l'offre publique et 8 431 700 actions ordinaires pour un montant de 1 000 millions dans le cadre d'un placement privé. Le 25 janvier 2023, nous avons émis 6 323 777 actions ordinaires supplémentaires pour un montant de 750 millions en faveur de BNP Paribas S.A. aux termes d'un placement privé. Au total, nous avons émis 28 331 227 actions ordinaires pour un montant de 3 360 millions pour rendre la situation en matière de capital conforme aux exigences réglementaires accrues annoncées par le BSIF le 8 décembre 2022 (se reporter à la note 7).

12) Le 31 janvier 2023, nous avons émis des actions privilégiées de catégorie B, série 52 pour un montant de 650 millions de dollars.

Autres instruments de capitaux propres

Les billets de catégorie 1 et les billets avec remboursement de capital à recours limité sont des instruments financiers comportant à la fois une composante capitaux propres et une composante passif. À la date d'émission, nous avons attribué une valeur négligeable aux composantes passifs des deux instruments et, par conséquent, le montant intégral du produit a été classé comme capitaux propres et fait partie de notre clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité de catégorie 1 supplémentaires. Les distributions semestrielles sont comptabilisées en tant que réduction des capitaux propres lorsqu'elles seront à payer. Les billets de catégorie 1 et les billets avec remboursement de capital à recours limité sont subordonnés à ceux des déposants et de certains autres créanciers quant au droit de paiement.

Actions privilégiées

Le 31 janvier 2023, nous avons émis 650 000 actions privilégiées de catégorie B à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 52 (FPUNV), au prix de 1 000 \$ par action pour un produit brut de 650 millions de dollars. Les actions donnent droit à des dividendes en trésorerie semestriels fixes préférentiels et non cumulatifs, s'ils sont déclarés, à 70,57 \$ par action, à un taux de 7,057 % par année pour la période initiale à taux fixe, mais excluant le 26 mai 2028. Le taux de dividende sera rajusté le 26 mai 2028 et tous les cinq ans par la suite, et il correspondra alors au taux des obligations sur cinq ans du gouvernement du Canada majoré de 4,250 %.

Actions ordinaires

Le 1^{er} décembre 2022, nous avons émis 1 162 711 actions pour un montant de 153 millions de dollars pour l'acquisition de Radicle Group Inc. Il y a lieu de se reporter à la note 12 pour de plus amples renseignements.

Le 16 décembre 2022, nous avons émis 13 575 750 actions ordinaires pour un montant de 1 610 millions de dollars aux termes d'une offre publique et 8 431 700 actions ordinaires pour un montant de 1 000 millions dans le cadre d'un placement privé. Le 25 janvier 2023, nous avons émis 6 323 777 actions ordinaires supplémentaires pour un montant de 750 millions en faveur de BNP Paribas S.A. aux termes d'un placement privé. Au total, nous avons émis 28 331 227 actions ordinaires pour un montant de 3 360 millions pour rendre la situation en matière de capital conforme aux exigences réglementaires accrues annoncées par le BSIF le 8 décembre 2022.

Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Jusqu'à nouvel ordre, les actions ordinaires émises par la Banque en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le régime) seront de nouvelles actions comportant un escompte de 2 % calculé conformément aux modalités du régime. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2023, nous avons émis 3 255 072 et 5 931 389 actions ordinaires, respectivement, aux termes du régime (2 116 175 actions ordinaires au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2022).

Participation ne donnant pas le contrôle

La participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales qui se rapporte à notre acquisition de Bank of the West s'établissait à 19 millions de dollars au 30 avril 2023 (néant au 31 octobre 2022). Il y a lieu de se reporter à la note 12 pour un complément d'informations.

Note 6 : Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Il y a lieu de se reporter à la note 17 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2022 pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)		30 avril 2023		31 octobre 2022	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	
Titres 1)					
Titres comptabilisés au coût amorti	122 102	113 234	106 590	94 832	
Prêts 1) 2)					
Prêts hypothécaires à l'habitation	165 546	161 076	148 569	142 526	
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	103 642	102 336	85 612	83 948	
Prêts sur cartes de crédit	10 730	10 730	9 387	9 387	
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	347 851	347 243	302 079	300 173	
	627 769	621 385	545 647	536 034	
Dépôts 3)					
	841 602	839 366	742 419	739 339	
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées 4)					
	24 061	23 505	25 816	24 989	
Passifs divers 5)					
	4 061	3 400	4 088	3 181	
Dette subordonnée					
	8 195	7 996	8 150	7 743	

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres pris en pension ou empruntés, les engagements de clients aux termes d'acceptations, certains autres actifs, certains autres passifs, les acceptations et les titres mis en pension ou prêtés.

- 1) La valeur comptable est présentée déduction faite des provisions pour pertes sur créances.
- 2) Ne tient pas compte de 977 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation classés à la juste valeur par le biais du résultat net, de 5 992 millions de prêts aux entreprises et aux administrations publiques classés à la juste valeur par le biais du résultat net et de 61 millions de prêts aux entreprises et aux administrations publiques classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (176 millions, 5 496 millions et 60 millions, respectivement, au 31 octobre 2022).
- 3) Ne tient pas compte de 33 121 millions de dollars de passifs au titre des billets structurés (26 305 millions au 31 octobre 2022), de 555 millions de dépôts structurés (536 millions au 31 octobre 2022) et de 165 millions de dépôts de métaux (218 millions au 31 octobre 2022) mesurés à la juste valeur.
- 4) Ne tient pas compte de 1 698 millions de dollars de passifs liés à la titrisation et aux entités structurées désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (1 252 millions au 31 octobre 2022).
- 5) Les passifs divers comprennent certains autres passifs de filiales autres que des dépôts.

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres d'emprunt à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché observables.

Nos titres de négociation de niveau 2 sont essentiellement évalués au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers. La juste valeur de nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou de cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les prêts hypothécaires à l'habitation, les prêts aux entreprises et aux administrations publiques classés à la juste valeur par le biais du résultat net et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les autres actifs, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

(en millions de dollars canadiens)								
				30 avril 2023			31 octobre 2022	
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total
Titres de négociation								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	3 485	7 150	-	10 635	6 981	3 955	-	10 936
des provinces et municipalités canadiennes	1 640	5 246	-	6 886	1 120	4 990	-	6 110
l'administration fédérale américaine	8 459	12 727	-	21 186	7 326	9 373	-	16 699
des municipalités, agences et États américains	-	481	-	481	56	83	-	139
d'autres administrations publiques	1 062	1 379	-	2 441	1 085	2 885	-	3 970
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH, titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	21 469	786	22 255	-	13 327	985	14 312
Titres de créance d'entreprises	2 341	7 667	12	10 020	1 445	8 144	3	9 592
Prêts détenus à des fins de transaction	-	342	-	342	-	346	-	346
Titres de participation d'entreprises	44 835	-	-	44 835	46 073	-	-	46 073
	61 822	56 461	798	119 081	64 086	43 103	988	108 177
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	170	238	-	408	319	174	-	493
des provinces et municipalités canadiennes	50	1 218	-	1 268	36	1 044	-	1 080
l'administration fédérale américaine	2	3	-	5	-	4	-	4
d'autres administrations publiques	-	88	-	88	-	87	-	87
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH, titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	8	-	8	-	8	-	8
Titres de créance d'entreprises	59	7 146	11	7 216	62	6 409	8	6 479
Titres de participation d'entreprises	1 678	4	6 089	7 771	1 440	6	4 044	5 490
	1 959	8 705	6 100	16 764	1 857	7 732	4 052	13 641
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	3 424	12 394	-	15 818	3 544	8 757	-	12 301
des provinces et municipalités canadiennes	1 106	3 754	-	4 860	972	3 599	-	4 571
l'administration fédérale américaine	1 130	4 302	-	5 432	1 443	1 667	-	3 110
des municipalités, agences et États américains	-	5 066	-	5 066	-	3 713	1	3 714
d'autres administrations publiques	593	6 617	-	7 210	1 795	4 616	-	6 411
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH, titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	14 598	-	14 598	-	9 268	-	9 268
Titres de créance d'entreprises	229	3 149	-	3 378	355	3 678	-	4 033
Titres de participation d'entreprises	-	-	157	157	-	-	153	153
	6 482	49 880	157	56 519	8 109	35 298	154	43 561
Prêts								
Prêts hypothécaires à l'habitation	-	977	-	977	-	176	-	176
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	-	5 852	201	6 053	-	5 536	20	5 556
	-	6 829	201	7 030	-	5 712	20	5 732
Autres actifs 1)	6 334	65	60	6 459	4 148	60	49	4 257
Passifs à la juste valeur								
Titres vendus à découvert	22 134	23 168	-	45 302	18 465	22 514	-	40 979
Passifs liés aux billets structurés 2)	-	33 121	-	33 121	-	26 305	-	26 305
Dépôts structurés 3)	-	555	-	555	-	536	-	536
Autres passifs 4)	1 329	2 727	5	4 061	1 179	2 298	2	3 479
	23 463	59 571	5	83 039	19 644	51 653	2	71 299
Actifs dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	38	9 957	-	9 995	80	12 682	-	12 762
Contrats de change	2	13 921	-	13 923	21	22 475	26	22 522
Contrats sur produits de base	1 296	1 669	10	2 975	1 514	4 810	-	6 324
Contrats sur titres de participation	436	4 511	4	4 951	939	5 552	-	6 491
Swaps sur défaillance	-	116	-	116	-	61	-	61
	1 772	30 174	14	31 960	2 554	45 580	26	48 160
Passifs dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	52	12 203	-	12 255	58	16 540	-	16 598
Contrats de change	4	14 200	-	14 204	2	25 108	-	25 110
Contrats sur produits de base	1 299	1 335	-	2 634	1 523	2 066	-	3 589
Contrats sur titres de participation	1 036	11 559	-	12 595	1 203	13 381	-	14 584
Swaps sur défaillance	15	97	2	114	-	73	2	75
	2 406	39 394	2	41 802	2 786	57 168	2	59 956

1) Les autres actifs comprennent les métaux précieux, les actifs de fonds distincts qui se rapportent à nos activités d'assurance, à certains débiteurs et à d'autres éléments mesurés à la juste valeur.

2) Ces passifs liés aux billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

3) Représentent certaines options incorporées liées aux dépôts structurés au coût amorti.

4) Les autres passifs comprennent des contrats de placement et les passifs de fonds distincts qui se rapportent à nos activités d'assurance, certains créditeurs et des dépôts de métaux qui ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net de même que certains passifs liés à la titrisation et aux entités structurées désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

Information quantitative concernant les évaluations de la juste valeur de niveau 3

Le tableau suivant présente la juste valeur de nos principaux instruments financiers de niveau 3 qui sont évalués à la juste valeur de manière récurrente, les techniques d'évaluation qui ont servi à déterminer leur juste valeur et la fourchette des valeurs des données d'entrée non observables importantes qui ont été utilisées aux fins des évaluations. Nous n'avons pas posé d'autres hypothèses raisonnables eu égard aux principales catégories de placements dans des titres de participation de sociétés fermées de niveau 3, puisque les valeurs liquidatives nous ont été fournies par des gestionnaires de fonds ou de placements.

Au 30 avril 2023 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Éléments de présentation du tableau de la hiérarchie des justes valeurs	Juste valeur des actifs	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables importantes	Fourchette des valeurs des données d'entrée 1)	
					Minimum	Maximum
Titres de participation de sociétés fermées 2)	Titres de participation d'entreprises	6 089	Valeur liquidative VE/BAIIA	Valeur liquidative	s. o.	s. o.
				Coefficient	3x	19x
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	786	Flux de trésorerie actualisés	Taux de remboursement par anticipation	3 %	11 %
			Comparaison au marché	Ajustement de comparabilité 3)	(3,91)	5,89

1) Les valeurs d'entrée minimales et maximales représentent les données réelles des niveaux les plus faibles et les plus élevés qui sont utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie spécifique. Ces fourchettes ne reflètent pas le degré d'incertitude des données d'entrée, mais sont touchées par les instruments sous-jacents qui font précisément partie de chacune des catégories. Ces fourchettes varient donc d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à chaque date de clôture.

2) Les titres de participation de sociétés fermées comprennent 2 097 millions de dollars d'actions de la Federal Reserve Bank et de la Federal Home Loan Bank des États-Unis que nous comptabilisons au coût au 30 avril 2023 (832 millions au 31 octobre 2022), qui se rapproche de la juste valeur, et qui sont détenues afin de respecter des exigences réglementaires.

3) La fourchette des valeurs d'entrée représente le prix par titre après l'ajustement (en dollars canadiens).

s. o. – sans objet

Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre rendent compte des changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Les transferts du niveau 1 au niveau 2 ont été effectués en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation des titres. Les transferts du niveau 2 au niveau 1 ont été effectués en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

Les tableaux qui suivent indiquent les principaux éléments qui ont été transférés entre les niveaux 1 et 2 au cours des trimestres et des semestres clos le 30 avril 2023 et le 30 avril 2022.

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le	30 avril 2023				30 avril 2022
	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1	
Titres de négociation	5 196	3 862	2 133	141	
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	294	12	12	–	
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	2 300	811	5 760	1 515	
Titres vendus à découvert	2 885	1 670	1 102	321	

(en millions de dollars canadiens)

Pour les semestres clos le	30 avril 2023				30 avril 2022
	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1	
Titres de négociation	6 044	5 991	4 788	2 667	
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	311	311	141	17	
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	3 937	2 093	8 879	3 658	
Titres vendus à découvert	3 070	3 820	1 731	1 154	

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours des trimestres et des semestres clos le 30 avril 2023 et le 30 avril 2022, y compris les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global ainsi que les transferts au niveau 3 et depuis le niveau 3. Les transferts depuis le niveau 2 au niveau 3 ont été effectués en raison de l'augmentation des données d'entrées non observables sur le marché qui ont servi à établir le prix des titres. Les transferts depuis le niveau 3 au niveau 2 ont été effectués en raison de l'augmentation des données d'entrées observables sur le marché qui ont servi à établir le prix des titres.

	Variation de la juste valeur			Fluctuations		Transferts			Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 2)	
	Solde au 31 janvier 2023	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/ Achats 3)	Ventes	Échéances/ Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2023	
Pour le trimestre clos le 30 avril 2023 (en millions de dollars canadiens)										
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	595	(3)	11	121	(105)	-	205	(38)	786	2
Titres de créance d'entreprises	5	-	-	6	-	-	1	-	12	-
Total des titres de négociation	600	(3)	11	127	(105)	-	206	(38)	798	2
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de créance d'entreprises	11	-	-	-	-	-	-	-	11	-
Titres de participation d'entreprises	4 161	(43)	48	2 108	(185)	-	-	-	6 089	13
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	4 172	(43)	48	2 108	(185)	-	-	-	6 100	13
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	(1)	-	-	-	s. o.
Titres de participation d'entreprises	156	-	1	1	(1)	-	-	-	157	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	157	-	1	1	(1)	(1)	-	-	157	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	120	-	2	79	-	-	-	-	201	-
Autres actifs	66	2	-	-	-	(8)	-	-	60	2
Actifs dérivés										
Contrats de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrats sur produits de base	13	(3)	-	-	-	-	-	-	10	(3)
Contrats sur titres de participation	1	3	-	-	-	-	-	-	4	3
Total des actifs dérivés	14	-	-	-	-	-	-	-	14	-
Autres passifs	3	-	-	2	-	-	-	-	5	-
Passifs dérivés										
Contrats de change	12	-	-	-	-	(12)	-	-	-	-
Swaps sur défaillance	2	-	-	-	-	-	-	-	2	-
Total des passifs dérivés	14	-	-	-	-	(12)	-	-	2	-

	Variation de la juste valeur				Fluctuations		Transferts			Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 2)
		Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/ Achats 3)	Ventes	Échéances/ Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2023	
Pour le semestre clos le 30 avril 2023 (en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 octobre 2022									
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	985	(16)	(11)	266	(248)	-	222	(412)	786	(1)
Titres de créance d'entreprises	3	-	-	10	-	-	1	(2)	12	-
Total des titres de négociation	988	(16)	(11)	276	(248)	-	223	(414)	798	(1)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de créance d'entreprises	8	-	-	3	-	-	-	-	11	-
Titres de participation d'entreprises	4 044	(38)	4	2 328	(248)	(1)	-	-	6 089	35
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	4 052	(38)	4	2 331	(248)	(1)	-	-	6 100	35
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	(1)	-	-	-	s. o.
Titres de participation d'entreprises	153	-	-	5	(1)	-	-	-	157	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	154	-	-	5	(1)	(1)	-	-	157	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	20	-	2	194	-	(15)	-	-	201	-
Autres actifs	49	(1)	-	22	-	(10)	-	-	60	(1)
Actifs dérivés										
Contrats de change	26	(26)	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrats sur produits de base	-	(3)	-	13	-	-	-	-	10	(3)
Contrats sur titres de participation	-	3	-	-	-	-	1	-	4	3
Total des actifs dérivés	26	(26)	-	13	-	-	1	-	14	-
Autres passifs	2	-	-	3	-	-	-	-	5	-
Passifs dérivés										
Contrats de change	-	12	-	-	-	(12)	-	-	-	(38)
Swaps sur défaillance	2	-	-	-	-	-	-	-	2	-
Total des passifs dérivés	2	12	-	-	-	(12)	-	-	2	(38)

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux actifs et aux passifs détenus par nos établissements à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Les variations des profits (pertes) latents sur les titres de négociation et les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus au 30 avril 2023 ont été inscrites dans le résultat de la période.

3) Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent des titres de participation à hauteur de 969 millions de dollars de la Federal Home Loan Bank et de la Federal Reserve Bank ainsi que des placements à hauteur de 587 millions dans des entités ouvrant droit au crédit d'impôt pour la construction de logements à prix abordable, qui ont été acquis en lien avec l'acquisition de Bank of the West.

Les profits (pertes) latents comptabilisés pour les instruments financiers de niveau 3 peuvent être compensés par les (pertes) profits sur les contrats de couverture économique.

s. o. - sans objet

	Variation de la juste valeur				Fluctuations			Transferts		Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 2)
		Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/ Achats	Ventes	Échéances/ Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2022	
Pour le trimestre clos le 30 avril 2022 (en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 janvier 2022									
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	868	(54)	11	220	(217)	-	42	(149)	721	(15)
Titres de créance d'entreprises	13	(1)	-	2	(4)	-	-	(6)	4	-
Total des titres de négociation	881	(55)	11	222	(221)	-	42	(155)	725	(15)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de créance d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de participation d'entreprises	3 186	76	17	204	(86)	-	-	-	3 397	84
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	3 186	76	17	204	(86)	-	-	-	3 397	84
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	151	-	-	-	-	-	-	-	151	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	152	-	-	-	-	-	-	-	152	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	6	-	-	-	-	-	-	-	6	-
Autres actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs dérivés										
Contrats de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrats sur produits de base	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrats sur titres de participation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des actifs dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres passifs	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-
Passifs dérivés										
Contrats de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps sur défaillance	2	-	-	-	-	-	-	(1)	1	-
Total des passifs dérivés	2	-	-	-	-	-	-	(1)	1	-

	Variation de la juste valeur				Fluctuations			Transferts		Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 2)
		Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/ Achats	Ventes	Échéances/ Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2022	
Pour le semestre clos le 30 avril 2022 (en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 octobre 2021									
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	675	(98)	30	602	(409)	-	156	(235)	721	(7)
Titres de créance d'entreprises	7	(2)	(1)	11	(4)	-	-	(7)	4	(1)
Total des titres de négociation	682	(100)	29	613	(413)	-	156	(242)	725	(8)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de créance d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de participation d'entreprises	2 442	152	53	917	(167)	-	-	-	3 397	162
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	2 442	152	53	917	(167)	-	-	-	3 397	162
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	132	-	2	11	-	-	6	-	151	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	133	-	2	11	-	-	6	-	152	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	6	-	-	-	-	-	-	-	6	-
Autres actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs dérivés										
Contrats de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrats sur produits de base	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrats sur titres de participation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des actifs dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres passifs	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-
Passifs dérivés										
Contrats de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps sur défaillance	2	-	-	-	-	-	-	(1)	1	-
Total des passifs dérivés	2	-	-	-	-	-	-	(1)	1	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux actifs et aux passifs détenus par nos établissements à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Les variations des profits (pertes) latents sur les titres de négociation et les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus au 30 avril 2022 ont été inscrites dans le résultat de la période.

Les profits (pertes) latents comptabilisés pour les instruments financiers de niveau 3 peuvent être compensés par les (pertes) profits sur les contrats de couverture économique.

s. o. - sans objet

Note 7 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui est appropriée étant donné nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui étaye les stratégies de nos groupes d'exploitation, qui soutient la confiance des déposants, des investisseurs et des organismes de réglementation tout en créant de la valeur à long terme pour les actionnaires et qui est conforme à nos cotes de crédit cibles.

Au 30 avril 2023, nous nous conformions aux exigences du BSIF concernant les ratios de capital cibles, lesquelles prévoient une réserve de fonds propres de 3,0 %, un supplément en fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 2,5 % applicable aux banques d'importance systémique intérieure (BISⁱ), une réserve anticyclique et une réserve pour stabilité intérieure de 1,0 % applicable aux BISⁱ. En décembre 2022, le BSIF a annoncé que le niveau de la réserve pour stabilité intérieure était fixé à 3 % du total des actifs pondérés en fonction du risque à compter du 1^{er} février 2023. De plus, la réserve pour stabilité intérieure passera à une fourchette de 0 % à 4 % (plutôt que de 0 % à 2,5%). Notre situation en matière de capital au 30 avril 2023 est décrite de façon détaillée à la section qui traite de la gestion du capital de notre rapport de gestion intermédiaire.

La mise en œuvre au Canada des réformes de Bâle III afférentes aux exigences en matière de fonds propres, de levier financier, de liquidité et de communication de l'information a pris effet au deuxième trimestre de 2023. Les modifications touchant les fonds propres en vertu de ces réformes comprennent des règles révisées visant le risque de crédit et le risque opérationnel. Depuis le 1^{er} février 2023, les BISⁱ sont tenues de satisfaire à une exigence de réserve de 0,5 % pour ce qui est du ratio de levier et du ratio de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) fondé sur les risques en plus des exigences minimales. Les révisions visant le risque de marché et le risque lié au rajustement de la valeur du crédit prendront effet au cours du premier trimestre de 2024.

Mesures des fonds propres réglementaires et de capacité totale d'absorption des pertes, actifs pondérés en fonction des risques et exposition aux fins du ratio de levier ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	30 avril 2023	31 octobre 2022
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	51 404	60 891
Fonds propres de catégorie 1	58 279	67 121
Total des fonds propres	67 298	75 309
TLAC	113 478	120 663
Actifs pondérés en fonction des risques	419 994	363 997
Exposition aux fins du ratio de levier	1 371 512	1 189 990
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	12,2 %	16,7 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	13,9 %	18,4 %
Ratio du total des fonds propres	16,0 %	20,7 %
Ratio TLAC	27,0 %	33,1 %
Ratio de levier	4,2 %	5,6 %
Ratio de levier TLAC	8,3 %	10,1 %

1) Calculé conformément aux lignes directrices Normes de fonds propres, Exigences de levier et Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF.

Note 8 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Nous n'avons attribué aucune option sur action au cours du trimestre clos le 30 avril 2023 ou 2022. Au cours du semestre clos le 30 avril 2023, nous avons attribué un total de 1 322 817 options sur actions (1 028 255 options sur actions au cours du semestre clos le 30 avril 2022), d'une juste valeur moyenne pondérée de 18,94 \$ l'option (14,17 \$ l'option au cours du semestre clos le 30 avril 2022).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options :

Options sur actions attribuées au cours du semestre clos le	30 avril 2023	30 avril 2022
Rendement attendu des actions	4,5 % - 4,6 %	4,2 %
Volatilité prévue du cours des actions	20,9 %	16,8 %
Taux de rendement sans risque	3,2 %	1,8 % - 1,9 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 - 7,0	6,5 - 7,0
Prix d'exercice (\$)	122,31	135,58

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel :

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
Pour les trimestres clos le	30 avril 2023	30 avril 2022	30 avril 2023	30 avril 2022
Coût des services rendus au cours de la période	41	59	2	2
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(15)	(7)	10	9
Coût des services passés (crédit)	-	-	-	-
Profit découlant du règlement	-	-	-	-
Charges administratives	2	1	-	-
Charge au titre des prestations	28	53	12	11
Charge pour les régimes de retraite gouvernementaux 1)	121	75	-	-
Charge au titre des cotisations définies	63	36	-	-
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	212	164	12	11

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
Pour les semestres clos le	30 avril 2023	30 avril 2022	30 avril 2023	30 avril 2022
Coût des services rendus au cours de la période	82	118	3	4
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(32)	(14)	21	18
Coût des services passés (crédit)	(1)	-	-	-
Profit découlant du règlement	-	(1)	-	-
Charges administratives	4	2	-	-
Charge au titre des prestations	53	105	24	22
Charge pour les régimes de retraite gouvernementaux 1)	197	140	-	-
Charge au titre des cotisations définies	144	101	-	-
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	394	346	24	22

1) Comprend le régime de pensions du Canada, le régime de rentes du Québec et la U.S. Federal Insurance Contributions Act.

Note 9 : Bénéfice par action

Nous calculons le bénéfice de base par action en divisant le bénéfice net, après avoir déduit les dividendes à payer sur les actions privilégiées et les distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent notre bénéfice de base et dilué par action :

Bénéfice de base par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trimestres clos le		Pour les semestres clos le	
	30 avril 2023	30 avril 2022	30 avril 2023	30 avril 2022
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 056	4 756	1 303	7 689
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(127)	(52)	(165)	(107)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	929	4 704	1 138	7 582
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	711 624	658 005	701 273	653 102
Bénéfice de base par action ordinaire (en dollars canadiens)	1,31	7,15	1,62	11,61

Bénéfice dilué par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trimestres clos le		Pour les semestres clos le	
	30 avril 2023	30 avril 2022	30 avril 2023	30 avril 2022
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'incidence des instruments dilutifs	929	4 704	1 138	7 582
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	711 624	658 005	701 273	653 102
Incidence des instruments dilutifs				
Options sur actions pouvant éventuellement être exercées 1)	4 512	6 245	4 638	5 364
Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées	(3 324)	(4 224)	(3 338)	(3 371)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après dilution (en milliers)	712 812	660 026	702 573	655 095
Bénéfice dilué par action ordinaire (en dollars canadiens)	1,30	7,13	1,62	11,57

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 2 351 072 et 2 131 821 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 135,67 \$ et de 136,96 \$ respectivement pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2023 (néant et 857 826 options dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de néant et de 143,74 \$ respectivement pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2022), le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Note 10 : Impôts sur le résultat

Au cours du trimestre, les autorités fiscales du Canada ont proposé de produire un avis de nouvelle cotisation visant des impôts et des intérêts d'environ 40 millions de dollars relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrés de 2018. Les autorités fiscales du Canada ont produit, au cours des exercices précédents, un avis de nouvelle cotisation visant des impôts et des intérêts additionnels d'environ 1 425 millions relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrés de 2011 à 2017. Dans le cadre de ces nouvelles cotisations et des propositions de produire un avis de nouvelle cotisation, certaines déductions pour dividendes ont été refusées du fait que les dividendes avaient été reçus dans le cadre d'un mécanisme de transfert de dividendes. En général, les points relatifs aux règles fiscales soulevés par les autorités fiscales du Canada ont été traités de façon prospective dans le budget fédéral de 2015 et dans celui de 2018. Nous avons déposé des avis d'appel auprès de la Cour de l'impôt du Canada et l'affaire fait désormais l'objet d'un litige. Nous sommes toujours d'avis que notre déclaration fiscale était appropriée et nous entendons contester tout nouvel avis de cotisation. Cependant, si cette procédure n'aboutit pas, la charge additionnelle pourrait avoir une incidence néfaste sur notre bénéfice net.

Le 15 décembre 2022, le gouvernement canadien a adopté un projet de loi se rapportant à certaines mesures fiscales qui s'appliquent à certaines sociétés canadiennes faisant partie d'un groupe de banques ou d'assureurs-vie, dont un impôt ponctuel de 15 % (appelé dividende pour la relance du Canada) calculé en fonction du revenu imposable moyen pour les années d'imposition 2020 et 2021, duquel est retranchée une exemption de 1 milliard de dollars, payable en versements égaux sur une période de cinq ans. Le projet de loi prévoit également une augmentation permanente du taux d'impôt de 1,5 % qui est calculée sur le revenu imposable supérieur à 100 millions de dollars (en vigueur pour les années d'imposition se terminant après le 7 avril 2022 et calculé proportionnellement pour la première année). Au cours du premier trimestre de 2023, nous avons comptabilisé une charge d'impôt ponctuelle de 371 millions sous forme de charge d'impôt, dont un montant de 312 millions lié au dividende pour la relance du Canada et un montant de 59 millions lié à l'incidence de l'augmentation de 1,5 % du taux d'impôt calculée proportionnellement sur l'année d'imposition 2022, déduction faite de la réévaluation connexe du montant net de notre actif d'impôt différé.

Note 11 : Segmentation opérationnelle

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) (qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis), BMO Gestion de patrimoine (BMO GP) et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise. L'acquisition de Bank of the West a été prise en compte dans les résultats des groupes d'exploitations PE États-Unis et BMO GP.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 25 afférente aux états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2022.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le 30 avril 2023	PE Canada	PE États-Unis	BMO GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts 2)	1 983	2 156	372	601	(298)	4 814
Revenus autres que d'intérêts	563	441	1 588	985	49	3 626
Total des revenus	2 546	2 597	1 960	1 586	(249)	8 440
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	173	66	1	-	3	243
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs	55	3	3	17	702	780
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	228	69	4	17	705	1 023
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	591	-	-	591
Amortissement	138	263	78	87	-	566
Charges autres que d'intérêts	988	1 276	915	973	855	5 007
Bénéfice (perte) avant impôts et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 192	989	372	509	(1 809)	1 253
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	331	200	88	129	(554)	194
Bénéfice net (perte nette) comptable	861	789	284	380	(1 255)	1 059
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	3	3
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires de la Banque	861	789	284	380	(1 258)	1 056
Actifs moyens 3)	315 022	241 868	60 242	406 721	244 515	1 268 368

Pour le trimestre clos le 30 avril 2022	PE Canada	PE États-Unis	BMO GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts 2)	1 763	1 141	278	745	(25)	3 902
Revenus autres que d'intérêts	622	313	206	819	3 456	5 416
Total des revenus	2 385	1 454	484	1 564	3 431	9 318
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	86	35	-	1	(2)	120
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(32)	(74)	1	32	3	(70)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	54	(39)	1	33	1	50
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	(808)	-	-	(808)
Amortissement	126	102	64	69	-	361
Charges autres que d'intérêts	934	623	810	860	125	3 352
Bénéfice avant impôts	1 271	768	417	602	3 305	6 363
Charge d'impôts sur le résultat	331	180	103	154	839	1 607
Bénéfice net comptable	940	588	314	448	2 466	4 756
Actifs moyens 3)	286 486	141 099	49 735	374 309	188 716	1 040 345

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	BMO GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour le semestre clos le 30 avril 2023						
Revenus nets d'intérêts 2)	4 013	3 645	685	1 320	(828)	8 835
Revenus autres que d'intérêts	1 162	743	3 779	1 984	(1 593)	6 075
Total des revenus	5 175	4 388	4 464	3 304	(2 421)	14 910
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	327	114	2	(3)	(1)	439
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs	65	17	8	10	701	801
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	392	131	10	7	700	1 240
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	1 784	-	-	1 784
Amortissement	270	370	146	165	-	951
Charges autres que d'intérêts	1 973	2 002	1 793	1 986	1 289	9 043
Bénéfice (perte) avant impôts et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	2 540	1 885	731	1 146	(4 410)	1 892
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	699	398	170	263	(944)	586
Bénéfice net (perte nette) comptable	1 841	1 487	561	883	(3 466)	1 306
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	3	3
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires de la Banque	1 841	1 487	561	883	(3 469)	1 303
Actifs moyens 3)	313 596	199 116	56 675	415 760	235 061	1 220 208

	PE Canada	PE États-Unis	BMO GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour le semestre clos le 30 avril 2022						
Revenus nets d'intérêts 2)	3 550	2 297	550	1 669	(145)	7 921
Revenus autres que d'intérêts	1 242	676	1 339	1 834	4 029	9 120
Total des revenus	4 792	2 973	1 889	3 503	3 884	17 041
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	186	38	-	(15)	(3)	206
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(108)	(151)	5	(3)	2	(255)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	78	(113)	5	(18)	(1)	(49)
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	(727)	-	-	(727)
Amortissement	250	210	130	144	-	734
Charges autres que d'intérêts	1 834	1 227	1 652	1 826	286	6 825
Bénéfice avant impôts	2 630	1 649	829	1 551	3 599	10 258
Charge d'impôts sur le résultat	686	380	200	398	905	2 569
Bénéfice net comptable	1 944	1 269	629	1 153	2 694	7 689
Actifs moyens 3)	282 439	139 897	49 618	383 968	192 327	1 048 249

1) Les Services d'entreprise comprennent le groupe Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic). Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

3) Les actifs moyens comprennent l'actif productif moyen, qui englobe les dépôts à d'autres banques, les dépôts auprès de banques centrales, les prises en pension, les prêts et les titres. Le total de l'actif productif moyen pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2023 s'élève à 1 165 208 millions de dollars et à 1 121 371 millions, soit 301 268 millions et 299 682 millions pour les Services bancaires PE Canada, 223 100 millions et 186 212 millions pour les Services bancaires PE États-Unis et 640 840 millions et 635 477 millions pour tous les autres groupes d'exploitation, y compris les Services d'entreprise (pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2022 : total : 949 279 millions et 961 177 millions, Services bancaires PE Canada, 272 231 millions et 268 435 millions, Services bancaires PE États-Unis, 133 774 millions et 132 654 millions et tous les autres groupes d'exploitation, 543 274 millions et 560 088 millions).

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 12 : Acquisitions

Bank of the West

Le 20 décembre 2021, nous avons annoncé la signature d'une entente définitive avec BNP Paribas en vue d'acquérir la totalité des actions en circulation de Bank of the West, y compris ses filiales. Toutes les approbations réglementaires relativement à l'acquisition ont été obtenues et l'acquisition s'est concrétisée le 1^{er} février 2023 à un prix d'achat au comptant de 13,8 milliards de dollars américains. Bank of the West offre un large éventail de produits et services bancaires, principalement dans l'Ouest et le Midwest des États-Unis. La fusion permet à BMO d'étendre son marché dans les principaux marchés de Bank of the West, dont la Californie, et d'accélérer l'expansion des services bancaires aux grandes entreprises de BMO. L'acquisition a été prise en compte dans nos résultats du présent trimestre comme un regroupement d'entreprises essentiellement pour ce qui est des groupes d'exploitation PE États-Unis et BMO GP.

Dans le cadre de l'acquisition, nous avons acquis une participation de 51 % dans sa filiale CLAAS Financial Services, LLC qui offre du crédit-bail et du financement par des prêts à des entités commerciales qui acquièrent de l'équipement agricole. La Banque est le principal bénéficiaire de cette société à responsabilité limitée qui est consolidée dans nos états financiers consolidés. Nous avons comptabilisé la participation des autres partenaires de CLAAS Financial Services LLC comme une participation ne donnant pas le contrôle dans notre bilan consolidé.

Nous avons acquis des immobilisations incorporelles à hauteur de 2 892 millions de dollars et un écart d'acquisition de 10 495 millions. Les immobilisations incorporelles au titre des dépôts de base et des relations clients seront amorties par imputations au résultat dans la période au cours de laquelle nous croyons pouvoir en retirer un avantage, de manière accélérée, sur une période d'au plus 15 ans. L'écart d'acquisition comprend surtout des possibilités de synergie et des économies d'échelle qui devraient résulter des activités regroupées de BMO et de Bank of the West. L'écart d'acquisition n'est pas déductible à des fins fiscales.

Nous avons comptabilisé des actifs acquis et des passifs repris à la juste valeur à la date d'acquisition, comme le présente le tableau suivant. La ventilation du prix d'achat pourrait changer une fois que nous aurons terminé l'évaluation des actifs acquis.

(en millions de dollars canadiens)

	1 ^{er} février 2023
Contrepartie d'achat)	18 382
Incidence des contrats à terme de gré à gré 1)	(269)
Contrepartie d'achat nette	18 113
Juste valeur des actifs identifiables acquis	
Valeurs mobilières	28 460
Prêts	
Prêts hypothécaires à l'habitation	11 912
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	20 268
Prêts sur cartes de crédit	885
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	43 418
Total des prêts	76 483
Autres actifs 2)	9 160
Immobilisations incorporelles	2 892
Total de la juste valeur des actifs identifiables acquis	116 995
Juste valeur des passifs repris	
Dépôts	91 711
Autres passifs 2)	17 650
Total de la juste valeur des passifs identifiables repris	109 361
Participation ne donnant pas le contrôle	16
Écart d'acquisition	10 495
Contrepartie d'achat nette	18 113

1) Nous avons conclu des contrats à terme de gré à gré qui répondaient aux conditions de la comptabilité de couverture dans le but d'atténuer les fluctuations du prix d'achat libellé en dollars canadiens entre l'annonce et la clôture de la transaction. Les variations de la juste valeur afférentes à ces contrats à terme de gré à gré de 269 millions de dollars après les impôts ont été comptabilisées en diminution de l'équivalent en dollars canadiens du prix d'achat.

2) L'actif d'impôt différé net comptabilisé dans le bilan d'ouverture s'élève à 1 308 millions de dollars.

La ventilation du prix d'achat de Bank of the West pourrait changer une fois que nous aurons terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris.

La comptabilisation des prêts acquis, y compris la provision initiale pour pertes sur créances, fait l'objet d'une analyse à la note 3.

Pour le trimestre clos le 30 avril 2023, l'apport de Bank of the West aux revenus et au bénéfice net compris dans nos résultats consolidés s'est chiffré à 1 072 millions de dollars et à 153 millions, respectivement. Le bénéfice net de 153 millions ne tient pas compte de la provision initiale pour pertes sur créances de 705 millions (517 millions après impôts) et des coûts liés à l'intégration et à l'acquisition de 722 millions (545 millions après impôts). En supposant que l'acquisition soit survenue le 1^{er} novembre 2022 et que les mêmes justes valeurs aient été appliquées, nous estimons que nos revenus et notre bénéfice net consolidés combinés pour le semestre auraient été de 16 milliards et de 1,5 milliard, respectivement.

Incidence des mesures de gestion de la juste valeur

La juste valeur des prêts à taux fixe, des titres et des dépôts repose en grande partie sur les taux d'intérêt. Comme les taux ont augmenté entre l'annonce et la clôture de l'acquisition, la juste valeur des instruments à taux fixe acquis (plus particulièrement, les prêts, les valeurs mobilières et les dépôts) a diminué, ce qui donne lieu à un écart d'acquisition plus élevé à la clôture, comparativement aux estimations que nous avons formulées à la date de l'annonce. En revanche, la juste valeur des actifs (passifs) à taux variable et des dépôts sans échéance se rapproche de la valeur nominale. Les variations de l'écart d'acquisition eu égard à nos hypothèses initiales annoncées le 20 décembre 2021 ont eu une incidence sur les ratios des fonds propres à la clôture de la transaction du fait que l'écart d'acquisition est comptabilisé en déduction des fonds propres selon les règles de l'accord de Bâle III du BSIF.

Lors de l'annonce de l'entente visant l'acquisition de Bank of the West, nous avons conclu des swaps de taux d'intérêt payeur de taux fixe/receveur de taux variable et avons constitué un portefeuille d'obligations du Trésor américain et d'autres instruments inscrits au bilan afin de couvrir économiquement l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur nos ratios des fonds propres à la clôture de la transaction. Nous avons comptabilisé, dans les revenus d'intérêts et les revenus autres que d'intérêts, des revenus nets d'intérêts et des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché de 5,7 milliards de dollars relativement à ces instruments entre le 20 décembre 2021 et le 1^{er} février 2023, date à laquelle les swaps de taux d'intérêt ont été réglés. Grâce à ces profits, des fonds propres supplémentaires ont permis de compenser l'incidence de l'écart d'acquisition plus élevé à la clôture de la transaction.

Nous avons placé, à la clôture, la majorité de ces obligations du Trésor américain et d'autres instruments inscrits au bilan, qui étaient dans une position de perte latente, dans des relations de couverture de juste valeur en concluant de nouveaux swaps de taux d'intérêt payeur de taux fixe/receveur de taux variable. Les couvertures de juste valeur, conjuguées à d'autres mesures prises pour ramener notre profil de risque de taux d'intérêt à sa position cible, ont cristallisé une perte de 5,7 milliards sur ces instruments, laquelle sera prise en compte en diminution des revenus d'intérêts sur la durée résiduelle des instruments, en comptabilisant de nouvelles relations de couverture de juste valeur. Au cours du trimestre, un montant de 289 millions de dollars en lien avec la couverture de juste valeur a été comptabilisé dans notre état consolidé des résultats en diminution des revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières.

En revanche, les justes valeurs des prêts, des valeurs mobilières et des dépôts que nous avons acquis sont inférieures à la valeur nominale. Cet escompte s'accroîtra pour être porté dans les revenus d'intérêts dans notre état consolidé des résultats sur la durée résiduelle de ces instruments. Au cours du trimestre, des montants de 253 millions de dollars et de 140 millions afférents à ces prêts acquis et à ces valeurs mobilières, respectivement, ont été portés dans les revenus autres que d'intérêts dans notre état consolidé des résultats. Il y a lieu de consulter la note 3 pour un complément d'information.

Leasing Solutions Canada Inc.

Le 1^{er} février 2023, nous avons acquis Leasing Solutions Canada Inc. auprès de BNP Paribas. L'acquisition a été prise en compte dans nos résultats du deuxième trimestre de 2023 comme un regroupement d'entreprises dans le groupe d'exploitation Services bancaires PE Canada. Cette acquisition n'a pas eu d'incidence importante pour la Banque.

Radicle Group Inc.

Le 1^{er} décembre 2022, nous avons réalisé l'acquisition de Radicle Group Inc. (Radicle), société de Calgary et chef de file des solutions et services-conseils en matière de durabilité et des solutions technologiques de mesure et de gestion des émissions, contre 1,2 million d'actions ordinaires de BMO d'une valeur totalisant 153 millions de dollars et une contrepartie en trésorerie de 42 millions. L'acquisition a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises. L'entreprise acquise et l'écart d'acquisition connexe sont pris en compte dans notre groupe d'exploitation BMO Marchés des capitaux.

Dans le cadre de cette acquisition, nous avons acquis des immobilisations incorporelles à hauteur de 61 millions de dollars et l'écart d'acquisition à hauteur de 89 millions. Les immobilisations incorporelles sont amorties sur une période de 3 à 15 ans. L'écart d'acquisition afférent à cette acquisition est non déductible à des fins fiscales.

La juste valeur des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition se ventile comme suit :

(en millions de dollars canadiens)

	1 ^{er} décembre 2022
Écart d'acquisition et immobilisations incorporelles	150
Autres actifs	85
Total des actifs	235
Passifs	40
Prix d'achat	195

La ventilation du prix d'achat de Radicle pourrait changer une fois terminée l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris.

Programme de récompense AIR MILES

Le 10 mars 2023, nous avons annoncé la signature d'une convention d'achat permettant à BMO d'acquérir les activités du Programme de récompense AIR MILES (AIR MILES) de LoyaltyOne Co., une filiale de Loyalty Ventures Inc., dans le cadre d'une procédure en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*. La transaction a reçu l'aval du Bureau de la concurrence au deuxième trimestre et l'approbation du tribunal au troisième trimestre et elle devrait se concrétiser le 1^{er} juin 2023. AIR MILES, qui continuera d'exercer ses activités séparément en tant que filiale entièrement détenue de BMO, sera intégrée à notre groupe d'exploitation Services bancaires PE Canada. Cette acquisition ne devrait pas avoir d'incidence importante pour la Banque.

INFORMATION À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance du rapport de gestion annuel et des états financiers consolidés annuels audités pour 2022, des documents de présentation trimestriels, des données financières complémentaires et des informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires sur le site Web de BMO à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mercredi 24 mai 2023 à 8 h 15 (HE). La conférence sera accessible par téléphone, au 416-340-2217 (région de Toronto) ou au 1-800-952-5114 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 1375068#). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au 24 juin 2023 au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 7622562#).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Elle sera également accessible en différé sur notre site.

Relations avec les médias

Jeff Roman, directeur général, relations médias à l'échelle de l'organisation, jeff.roman@bmo.com, 416-867-3996

Relations avec les investisseurs

Christine Viau, chef, relations avec les investisseurs, christine.viau@bmo.com, 416-867-6956

Bill Anderson, directeur, relations avec les investisseurs, bill2.anderson@bmo.com, 416-867-7834

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Février 2023 : 128,52 \$

Mars 2023 : 117,77 \$

Avril 2023 : 122,15 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 8th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce document, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter en ligne les résultats financiers ainsi que les documents et les informations que nous déposons auprès des organismes de réglementation, visitez le site Web de BMO, à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Le Rapport de gestion annuel de BMO pour 2022, ses états financiers consolidés audités, sa notice annuelle et son Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs ainsi qu'au www.sedar.com. Des exemplaires du jeu complet d'états financiers consolidés audités pour 2022 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse corp.secretary@bmo.com.
